



ACONSTRUCT

Construire en confiance



Ingenierie de l'Environnement et de l'Aménagement

DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE UNIQUE

VOLUME 3 ETUDE D'INCIDENCE



Aux sentiers d'Etelfay
80500 FAVEROLLES

Affaire 20-008/Vol3-V8/AF/20-11

INGEA - SARL au capital de 40 000 € - Siret 789 146 388

276, Av. de l'Europe, 44 240 Sucé sur Erdre

Dossier d'autorisation – Volume 3

SOMMAIRE

PARTIE 1. PREAMBULE.....	9
I. INTRODUCTION	9
II. CONTEXTE REGLEMENTAIRE.....	9
II.1. PROCEDURE D'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	9
II.1.1 Contexte général réglementaire.....	9
II.1.2 Contexte du projet.....	9
II.2. CAS PAR CAS	10
II.2.1 Issue du cas par cas : dispense d'étude d'impact.....	10
II.2.2 Objectifs et contenu de l'étude d'incidence.....	11
III. PRESENTATION DU DOCUMENT ET CONTENU DU DOSSIER (VOLUME 3)	12
IV. AUTEURS DES DOSSIERS	12
V. PRESENTATION DES ELEMENTS ESSENTIELS DU PROJET	13
V.1. LOCALISATION ET CONTEXTE	13
V.2. VOISINAGE IMMEDIAT DU SITE.....	13
V.3. NATURE DU PROJET	15
PARTIE 2. ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	17
I. PERIMETRE DU PROJET	17
I.1. CONTEXTE REGLEMENTAIRE	17
I.2. DEFINITION DES PERIMETRES ET JUSTIFICATION DES CHOIX.....	17
II. ENVIRONNEMENT HUMAIN	18
II.1. LOCALISATION DU PROJET	18
II.2. DEMOGRAPHIE, HABITAT, ACTIVITES.....	20
II.3. OCCUPATION DU SOL.....	21
II.4. URBANISME	22
II.5. RESEAUX DE COMMUNICATION, TRAFIC, DEPLACEMENTS	23
II.5.1 Réseau routier	23
II.5.2 Réseau ferré	24
II.5.3 Aéroports.....	25
II.6. DESCRIPTION DES RESEAUX : FLUIDES, ENERGIE, TELECOMMUNICATIONS.....	25
II.6.1 Eaux usées, pluviales, potable	25
II.6.2 Energie.....	26
II.6.3 Télécommunications	27
II.7. RISQUES TECHNOLOGIQUES	27
II.7.1 Transport de Gaz	27
II.7.2 Installations industrielles	27
II.7.3 Installations nucléaires	27
II.7.4 Risque lié à la découverte d'engins de guerre	28
II.8. PRODUCTION DE DECHETS	28
II.8.1 Les plans de gestion des déchets	28
II.8.2 Etat initial de la production de déchets du site Dailycer France	28
II.9. SYNTHESE : ENJEUX MILIEU HUMAIN	31
III. ENVIRONNEMENT PHYSIQUE	32

III.1.	CLIMAT	32
III.1.1	Températures	32
III.1.2	Précipitations	32
III.1.3	Ensoleillement	33
III.1.4	Orages	33
III.1.5	Vents et tornades	34
III.2.	RISQUES NATURELS	34
III.2.1	Cavités et mouvements de terrain	34
III.2.1	Inondation	36
III.2.2	Retrait-gonflement des argiles	36
III.2.3	Risque sismique	36
III.3.	RELIEF, TOPOGRAPHIE	37
III.4.	GEOLOGIE, SOLS	38
III.5.	HYDROLOGIE	39
III.5.1	Documents de cadrage	39
III.6.	HYDROGEOLOGIE	40
III.7.	POLLUTION DES SOLS	42
III.8.	POLLUTION DE L'AIR	42
III.9.	BRUIT	43
III.10.	VIBRATIONS, LUMIERE	45
IV.	ENVIRONNEMENT NATUREL	46
IV.1.	CONTEXTE BIBLIOGRAPHIQUE : ZONAGES D'INVENTAIRES ET DE PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL	46
IV.1.1	Zonages d'inventaires du patrimoine naturel	47
IV.1.2	Zonages de protection du patrimoine naturel	49
IV.2.	CONTINUITES ECOLOGIQUES	51
IV.3.	ZONES HUMIDES	51
IV.4.	SYNTHESE : ENJEU ECOLOGIQUE TRES FAIBLE	51
V.	ENVIRONNEMENT PAYSAGER, SITES ET PATRIMOINE	52
V.1.	CONTEXTE PAYSAGER	52
V.2.	ELEMENTS DU PATRIMOINE ET ARCHEOLOGIE	53
V.2.1	Monuments historiques	53
V.2.2	Sites archéologiques	54
V.3.	SYNTHESE : ENJEU PAYSAGER ET PATRIMONIAL FAIBLE	54
PARTIE 3.	ANALYSE DES EFFETS DIRECTS ET INDIRECTS, PERMANENTS ET TEMPORAIRES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT	55
I.	IMPACTS ET MESURES SUR LE PAYSAGE, SITES ET PATRIMOINE	55
I.1.	IMPACTS	55
I.2.	MESURES	55
II.	IMPACTS ET MESURES SUR LE MILIEU NATUREL	56
II.1.	IMPACTS SUR LES HABITATS, LA FAUNE ET LA FLORE	56
II.2.	IMPACTS SUR LES ZONES HUMIDES	56
II.1.	MESURES	56
III.	EAUX	57
III.1.	CARACTERISTIQUES DU PROJET	57
III.1.1	Alimentation en eau	57
III.1.2	Consommation d'eau potable	57
III.1.3	Impacts liés à la consommation d'eau	58

III.1.	COLLECTE ET REJETS DES EAUX DU PROJET	58
III.1.1	Eaux pluviales	58
III.1.2	Doctrine des hauts de France	58
III.1.3	Dimensionnement des bassins	60
III.1.4	Eaux usées.....	67
III.1.5	Synthèse de la collecte et des rejets d'eaux du projet	68
III.2.	IMPACTS DES REJETS D'EAU DU PROJET	69
III.2.1	Eaux pluviales	69
III.2.2	Impact pendant la phase travaux	69
IV.	IMPACTS ET MESURES : AIR.....	71
IV.1.	DESCRIPTION DES REJETS	71
IV.2.	IMPACT DES REJETS DANS L'AIR DU SITE	73
IV.3.	MESURES DE PROTECTION DE LA QUALITE DE L'AIR.....	73
V.	IMPACTS ET MESURES : DECHETS.....	75
V.1.	DECHETS DE L'ACTIVITE	75
V.2.	DECHETS DE LA PHASE CHANTIER	77
VI.	IMPACT ET MESURES : BRUIT ET VIBRATIONS.....	80
VI.1.	IMPACTS.....	80
VI.2.	MESURES	80
VII.	IMPACTS ET MESURES : SOURCES LUMINEUSES	81
VIII.	IMPACTS ET MESURES : EAUX SOUTERRAINES	81
IX.	IMPACT ET MESURES : VOIES DE COMMUNICATION	82
IX.1.	SOURCES DE TRAFIC JOURNALIER	82
IX.2.	DESCRIPTION DE L'IMPACT LIE AU TRAFIC.....	82
X.	IMPACTS EN PHASE TRAVAUX.....	84
XI.	UTILISATION RATIONNELLE DE L'ENERGIE.....	85
XII.	IMPACTS ET MESURES : ODEURS	85
XIII.	IMPACTS ET MESURES : CONSOMMATION D'ESPACES.....	85
XIV.	IMPACTS ET MESURES SUR LES RISQUES TECHNOLOGIQUES	86
XIV.1.1	Effets	86
XIV.1.2	Mesures.....	86
XV.	EFFETS ET MESURES SUR LES RISQUES NATURELS	86
XV.1.	FOUDRE : EFFETS ET MESURES	86
XV.1.	CLIMAT : EFFETS ET MESURES	86
XV.2.	RISQUES NATURELS (SEISMES, INONDATIONS, CAVITES, ...) : EFFETS ET MESURES.....	86
XV.3.	RELIEF, TOPOGRAPHIE : EFFETS ET MESURES	87
XV.3.1	Effets	87
XV.3.2	Mesures.....	87
XVI.	IMPACTS ET MESURES SUR LES ACTIVITES	87
XVII.	REMISE EN ETAT DU SITE APRES EXPLOITATION.....	89
XVIII.	EFFETS DU PROJET SUR LA SANTE PUBLIQUE.....	90
XVIII.1.	OBJECTIFS	90

XVIII.2.	METHODOLOGIE DE L'ETUDE	90
XVIII.3.	CARACTERISATION DU SITE	91
XVIII.3.1	Objectifs	91
XVIII.3.2	Substances dangereuses pouvant être émises par l'installation	91
XVIII.3.3	Flux d'émission.....	95
XVIII.3.4	Caractérisation des populations et de l'environnement.	96
XVIII.3.5	Identification des dangers, voies de transfert et sélection des substances	96
XIX.	SYNTHESE DES MESURES PREVUES AFIN DE REDUIRE ET COMPENSER LES EFFETS NEGATIFS DU PROJET 107	
XX.	MESURES COMPENSATOIRES, EFFETS ATTENDUS, MODALITES DE SUIVI ET ESTIMATION DES DEPENSES	108
XXI.	ANALYSE DES PROBLEMES RENCONTRES ET DES METHODES UTILISEES	109
XXI.1.	EVALUATION DE L'ETAT INITIAL DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT	109
XXI.2.	IDENTIFICATION DES NUISANCES ET DIFFICULTES POUR LA REALISATION DE L'ETUDE D'INCIDENCE.....	109
PARTIE 4.	COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES	110
XXII.	COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME	110
XXII.1.	RNU.....	110
XXII.2.	SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE.....	110
XXII.2.1	SCoT du Grand Amienois	111
XXIII.	COMPATIBILITE AVEC LES PLANS DE GESTION DE L'EAU	114
XXIII.1.	COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE.....	114
XXIII.2.	COMPATIBILITE AVEC LE SAGE	115
XXIV.	COMPATIBILITE AVEC LES PLANS DE GESTION DES DECHETS	118
XXIV.1.	PLAN NATIONAL DE PREVENTION DES DECHETS	118
XXIV.2.	PLAN REGIONAL D'ELIMINATION DES DECHETS DANGEREUX (PREDD)	118
XXIV.3.	PLAN REGIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS ISSUS DES CHANTIERS DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (PREDEC)	119
XXIV.4.	PLAN REGIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS (PRPGD)	119
XXIV.5.	PLAN DEPARTEMENTAL DES DECHETS DU BTP DE LA SOMME	120
XXIV.6.	LE PLAN DEPARTEMENTAL DE GESTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES (PDEDMA)	120
XXV.	COMPATIBILITE AVEC LES PLANS DE GESTION DE L'AIR ET DE L'ENERGIE	121
XXV.1.	PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE (PPA).....	121
XXV.2.	PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL (PCAET) DU GRAND AMIENOIS.....	121
XXV.3.	SCHEMA REGIONAL CLIMAT AIR ENERGIE (SRCAE)	121
XXV.4.	SCHEMA REGIONAL EOLIEN (SRE)	123
XXVI.	COMPATIBILITE AVEC LE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE (SRCE).....	125
XXVII.	COMPATIBILITE AVEC LES PLANS DE PROTECTION DE LA SANTE HUMAINE	126
XXVII.1.	PLAN REGIONAL SANTE ENVIRONNEMENT (PRSE).....	126
XXVII.2.	REGLEMENTS SANITAIRES DEPARTEMENTAUX (RSD)	126
XXVII.3.	PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT (PEB)	128
XXVII.4.	PLAN DE PREVENTION DU BRUIT DANS L'ENVIRONNEMENT (PPBE).....	128
XXVII.5.	LE PROGRAMME D'ACTION NATIONAL DE LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION D'ORIGINE AGRICOLE ET LE PROGRAMME D'ACTION REGIONAL NITRATES.....	128
XXVIII.	SYNTHESE DE LA COMPATIBILITE AVEC LES SCHEMAS, PLANS, ET PROGRAMMES	129

Tables des tableaux :

Tableau 1 : Démographie de Faverolles Etefay, Montdidier, Roye, département et région (Source : INSEE 2016)	20
Tableau 2 : Déchets présents sur site (Source : d'après données Dailycer 2019)	29
Tableau 3 : Synthèse de la gestion des eaux.....	68
Tableau 4 : Synthèse des impacts et modes de traitement des rejets d'eaux dans l'environnement	70
Tableau 5 : Synthèse des rejets atmosphériques du projet	71
Tableau 6 : Augmentation de trafic engendrées par le projet par rapport aux émissions observées autour du site	73
Tableau 7 : Déchets présents sur site (Source : d'après données Dailycer 2019)	75
Tableau 8 : Augmentation de trafic engendrées par le projet par rapport aux émissions observées autour du site	83
Tableau 9 : Les gaz de combustion issus des véhicules circulants ajoutés par le projet	95
Tableau 10 : Synthèse de la compatibilité avec les schémas, plans et programmes	129

Tables des figures :

Figure 1 : Plan général actuel : Source Dailycer France	15
Figure 2 : Plan général futur : Source Dailycer France	16
Figure 3 : Accès actuels aux sites Nutrimaine et Dailycer France depuis la RD 135 (D'après Géoportail)	24
Figure 4 : Ligne de voie ferrée enterrée au sud du site (Source : SNCF)	24
Figure 5 : Répartition des déchets produits par Dailycer France en 2019	30
Figure 6 : Températures moyennes à Amiens de 2001 à 2020 (Source : Infoclimat).....	32
Figure 7 : Précipitations moyennes à Amiens de 2001 à 2020 (Source : Infoclimat)	33
Figure 8 : Ensoleillement moyen à Amiens de 2001 à 2020 (Source : Infoclimat)	33
Figure 9 : Localisation des points de mesure (Source : Etude acoustique APAVE).....	44
Figure 10 : Vue en direction du projet depuis la 930 au sud du projet (Source Google Street View) .	53
Figure 11 : Vue en direction du projet depuis rue Lory au nord du projet (Source Google Street View)	53
Figure 12 : Localisation des bâtiments à démolir (Source : Plans provisoires APS existant : Aconstruct mars 2020).....	78
Figure 13 : Territoire du ScoT du Grand Amiennois	111
Figure 14 : les 15 orientations du SRCAE Picardie	122

Tables des cartes

Carte 1 : Localisation du projet.....	13
Carte 2 : Schéma du voisinage du site d'étude	14
Carte 3 : Localisation générale du projet (Source : IGN SCAN 100)	18
Carte 4 : Localisation générale du projet (Source : IGN SCAN 25 et BD TOPO)	19
Carte 5 : Occupation du sol du secteur (Source : Corine Land Cover 2010)	21
Carte 6 : Utilisation de la surface agricole (Source : Registre parcellaire graphique).....	22
Carte 7 : Comptages trafic routier (Source DREAL Hauts de France 2006).....	23
Carte 8 : Canalisation de Gaz traversant au nord du site (Source : Réponse consultation GRT GAZ) .	27
Carte 9 : Lignes de conflits : Risque de munitions de guerre enfouis	28
Carte 10 : Carte des tempêtes à l'échelle nationale (Source : Keraunos) et rose des vents locale (Source : Météoblue)	34
Carte 11 : Cavités présentes autour du site (Source : Georisques).....	35
Carte 12 : Zonage du PPRN effondrement à Faverolles	36
Carte 13 : Relief du secteur.....	37
Carte 14 : Relief du site échelle rapprochée	37
Carte 15 : Carte géologique au 1/50 000e (surface : limons) Source : BRGM	38
Carte 16 : Carte géologique au 1/250 000e (sous-sol : calcaires C6) Source : BRGM	38
Carte 17 : Masses d'eau souterraines (Source : Sage Somme aval).....	40
Carte 18 : Captages d'eau potable du secteur : absence de périmètre de protection au droit du site (Source : SAGE Somme Aval et SDAGE Artois-Picardie)	41
Carte 19 : Zonages d'inventaires du patrimoine naturel (Source : Data.gouv.fr, INPN)	47
Carte 20 : Zonages de protection du patrimoine naturel (Source : Data.gouv.fr, INPN)	49
Carte 21 : Inventaire des paysages de la Somme (Source : DRE du département de la Somme).....	52
Carte 22 : Emplacement des tests de perméabilité (Source : GEOMECA Agence Nord)	65
Carte 23 : Bassins créés à l'ouest du site (Source : Aconstruct, Juin 2020)	67
Carte 24 : Contexte éolien autour du projet	124
Carte 25 : Extrait du SRCE Picardie (atlas cartographique).....	125

PARTIE 1. Préambule

I. Introduction

L'usine DAILYCER FRANCE a été construite en 1983. Elle a pour vocation de produire des céréales de petit déjeuner pour les marques distributeurs en France, en Europe du nord, Europe du sud, Europe occidentale et grand export (Australie, Corée du sud, Afrique, Amérique du sud). Le site a évolué au fil des années, la capacité de production de l'usine est en 2019 de 55 000 tonnes/an de produits. Elle compte à ce jour 343 salariés et 60 intérimaires et se positionne dans une dynamique de croissance.

Le projet consiste en l'extension du site existant de Dailycer France situé à Faverolles (80) et d'en améliorer le fonctionnement.

II. Contexte réglementaire

II.1. Procédure d'évaluation environnementale

II.1.1 Contexte général réglementaire

Le tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement, énumère les catégories de projet, qui, selon les critères ou seuils définis dans ce tableau, font l'objet soit d'une évaluation environnementale systématique, soit d'un examen au cas par cas, réalisé par l'autorité environnementale.

II.1.2 Contexte du projet

Le projet envisage une surface de travaux et constructions de plus de 10 000 m², il entre donc dans la catégorie de projets de l'annexe à l'article R 122-2 du code de l'environnement, Rubrique 1. a) Installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et Rubrique 39. b) Travaux, constructions et opérations d'aménagement qui créent une emprise au sol comprise entre 10 000 m² et 40 000 m².

Le projet est alors soumis à la procédure d'examen au cas par cas, mise en place par la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement.

Travaux, ouvrages, aménagements ruraux et urbains			
CATÉGORIES de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas	Projet DAILYCER FRANCE
1. Installations classées pour la protection de l'environnement	/	a) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.	Oui le projet est soumis à Autorisation pour la rubrique ICPE 1510

39. Travaux, constructions et opérations d'aménagement.	/	a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme comprise entre 10 000 m ² et 40 000 m ² .	Oui, le projet crée une surface > 10 000m ² (15 900 m ²)
---	---	---	--

Le projet est donc soumis à la demande d'examen au cas par cas pour les rubriques 1.a et 39.a du tableau annexé à l'article R 122-2 du code de l'environnement.

Le projet est concerné par la rubrique 2.1.5.0 de la loi sur l'eau concernant le rejet des eaux pluviales.

Rubriques	Rayon d'affichage	Régime actuel	Régime futur	Désignation de l'activité	Capacité future (après extension)
2.1.5.0	SO	D		Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieur à 20 ha	5,56 ha

II.2. Cas Par Cas

Le cadre de l'examen au cas par cas est défini par l'article R.122-3 du code de l'environnement. Un dossier de demande d'examen au cas par cas a été adressé par DAILYCER FRANCE à l'autorité environnementale le 27/03/2020 (formulaire n°2020-6006).

Note : L'autorité environnementale dispose d'un délai de 35 jours à compter de la réception du formulaire complet pour informer le maître d'ouvrage par décision motivée de la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale. L'absence de réponse de l'autorité environnementale dans le délai de 35 jours vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale.

II.2.1 Issue du cas par cas : dispense d'étude d'impact

➔Après étude du dossier de cas par cas pour la réalisation du projet d'entrepôt de stockage grande hauteur, l'autorité environnementale dispense DAILYCER FRANCE de réaliser une étude d'impact sur l'environnement.

L'arrêté dispensant d'évaluation environnementale du 11/05/2020 (Avis réception n°1A167724189181) est consultable en Annexes du dossier DAE.

L'autorité environnementale ayant décidé après un examen au cas par cas que le projet ne nécessite pas la réalisation d'une évaluation environnementale, l'autorité compétente vérifiera au stade de l'autorisation, que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la décision de ne pas le soumettre à évaluation environnementale

Le projet étant non soumis à évaluation environnementale à l'issue de l'examen au cas par cas, sont fournis :

- étude d'incidence environnementale (art R.181-14) (Volume 3)
- la décision de l'autorité environnementale (Annexes du dossier DAE)

II.2.2 Objectifs et contenu de l'étude d'incidence

L'article R.181-14 définit le contenu d'une étude d'incidence environnementale, elle est proportionnée à l'importance de ce projet et à son incidence prévisible sur l'environnement, au regard des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

L'étude d'incidence environnementale :

- 1° Décrit l'état actuel du site sur lequel le projet doit être réalisé et de son environnement ;
- 2° Détermine les incidences directes et indirectes, temporaires et permanentes du projet sur les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 eu égard à ses caractéristiques et à la sensibilité de son environnement ;
- 3° Présente les mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement et la santé, les compenser s'ils ne peuvent être évités ni réduits et, s'il n'est pas possible de les compenser, la justification de cette impossibilité ;
- 4° Propose des mesures de suivi ;
- 5° Indique les conditions de remise en état du site après exploitation ;
- 6° Comporte un résumé non technique. (de l'étude d'incidence environnementale)

Lorsque le projet est susceptible d'affecter des intérêts mentionnés à l'article L.211-1 (principes généraux pour une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau), l'étude d'incidence environnementale porte sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, en tenant compte des variations saisonnières et climatiques. L'étude d'incidence décrit le cas échéant :

- II. Raisons pour lesquelles le projet a été retenu parmi les alternatives au regard des enjeux aquatiques
- II. Justification de la compatibilité du projet avec le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE ou SAGE)
- II. Justification de la compatibilité du projet avec les dispositions du plan de gestion des risques d'inondation mentionné à l'article L.566-7
- Justification de la contribution du projet à la réalisation des objectifs mentionnés à l'article L.211-1 ainsi que des objectifs de qualité des eaux prévus par l'article D.211-10
- Projet susceptible d'affecter un ou des sites Natura 2000 : l'évaluation au regard des objectifs de conservation de ces sites dont le contenu est défini à l'article R.414-23
- III. – Les informations que doit contenir l'étude d'incidence environnementale peuvent être précisées par un arrêté du ministre chargé de l'environnement.



III. Présentation du document et contenu du dossier (Volume 3)

Le présent document constitue la pièce 3 Etude d'incidence du dossier de demande d'autorisation environnementale.

Il se compose de 5 grandes parties

- Partie 1 : Préambule
- Partie 2 : Etat initial de l'environnement
- Partie 3 : Analyse des effets du projet sur l'environnement et mesures
- Partie 4 : Compatibilité avec les documents d'urbanisme, plans, schémas, et programmes

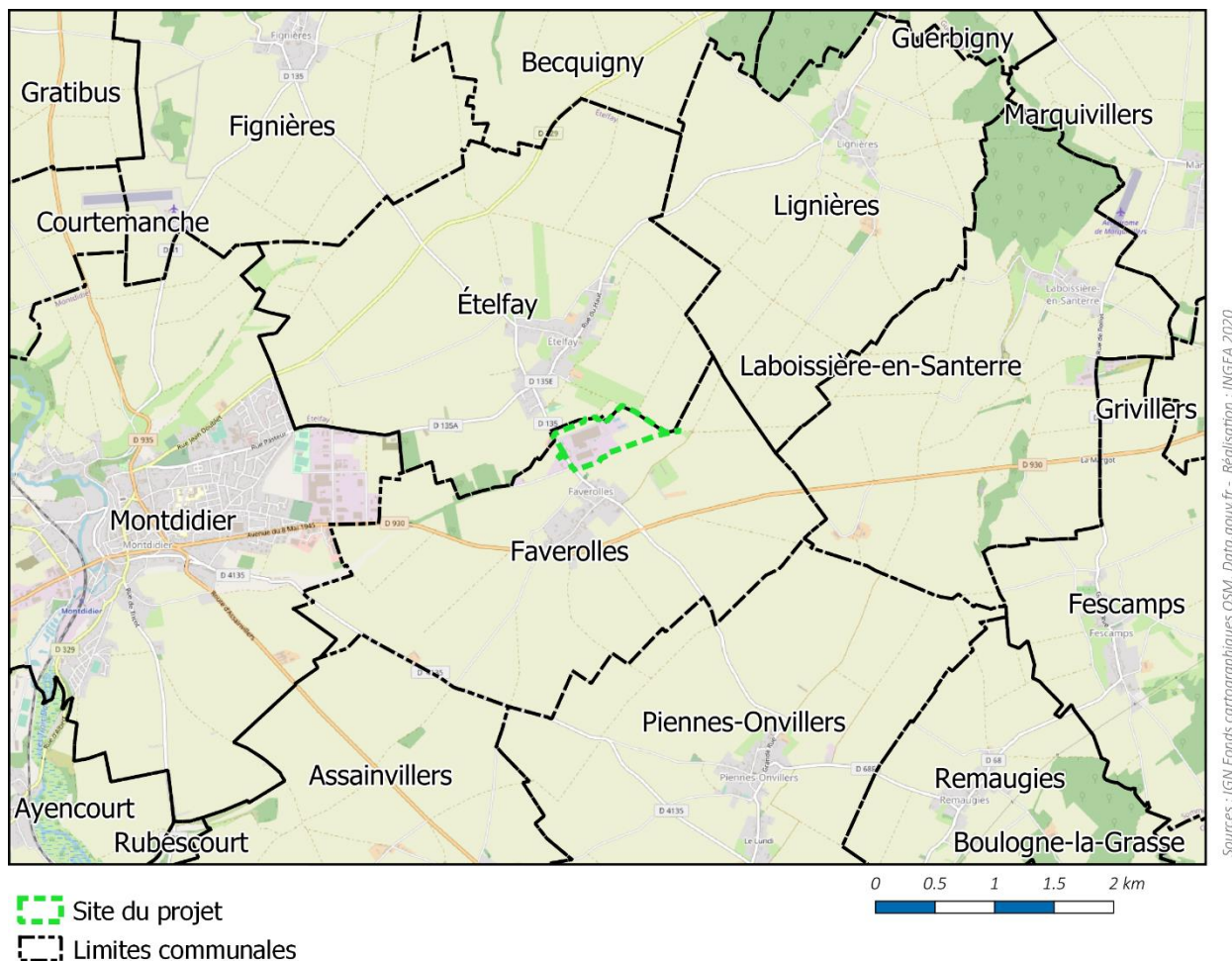
IV. Auteurs des dossiers

Etude	Société/ Auteur	Logo
Etude d'incidence (Volume 3)	INGEA : Annabelle FERNIQUE	
Autres pièces du dossier de demande environnementale	INGEA : Clara Réveillère et Annabelle FERNIQUE	

V. Présentation des éléments essentiels du projet

V.1. Localisation et contexte

Le site du projet est entièrement localisé sur le territoire communal de Faverolles dans le département de la Somme (80), bordé en limite nord par la limite communale d'Ételfay.



Carte 1 : Localisation du projet

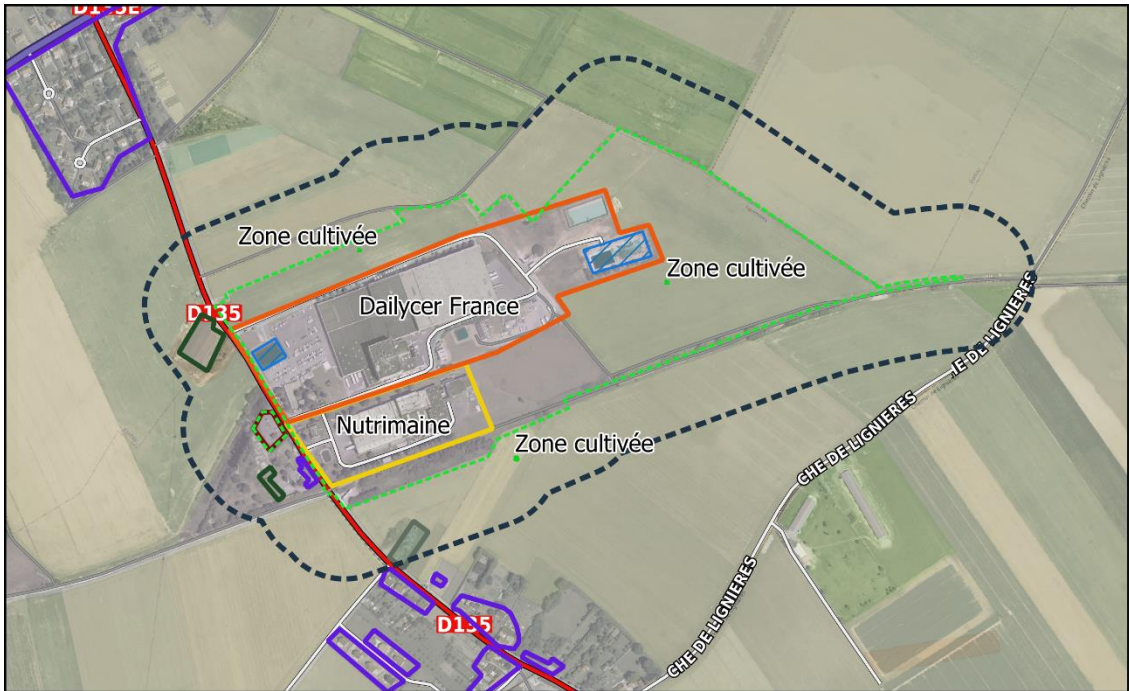
V.2. Voisinage immédiat du site

Le périmètre d'étude (en pointillés vert sur l'image ci-après est composé : de zones cultivées, du site Dailycer France, du site Nutrimaine, de voiries d'accès, parkings et d'une bande boisée. Le site est délimité ainsi : (Cf. Schéma ci-après)

- à l'ouest par la RD 135 : à laquelle sont reliées deux voies d'accès au site Dailycer France et un accès au site Nutrimaine,
- Au nord par des zones cultivées,
- à l'est par des zones cultivées,
- Au sud : le site Dailycer France est mitoyen du site Nutrimaine en cours de cessation

Habitat : Des habitations sont recensées ainsi qu’au sud-ouest du site. Les habitations les plus proches se trouvent juste en face à 50 m de l’entrée sud du site Dailycer France, de l’autre côté de la rue de la gare (RD 135). Il s’agit essentiellement de studios et d’appartements en location. D’autres habitations sont recensées rue de la gare à Faverolles, à 250 m au sud de l’entrée Dailycer France. Les habitations d’Etfelay les plus proches de l’entrée nord du site sont situées à environ 300 m (Rue Lory).

ERP : L'Etablissement Recevant du Public (ERP) le plus proche concerne la Mairie de Faverolles et la salle des fêtes à environ 600 m au sud du site. A environ 950 m au nord du site, on recense la salle des fêtes d'Etelfay.



Carte 2 : Schéma du voisinage du site d'étude

V.3. Nature du projet

L'organisation actuelle du site Dailycer France est la suivante :

- Les matières premières sont stockées dans un bâtiment à l'est, elles sont ensuite utilisées dans le processus de fabrication de céréales alimentaires. Une fois les produits fabriqués, ils sont transférés en zone de conditionnement et sont palettisés et expédiés vers l'entrepôt de stockage situé à Roye à 15 km du site de Faverolles.

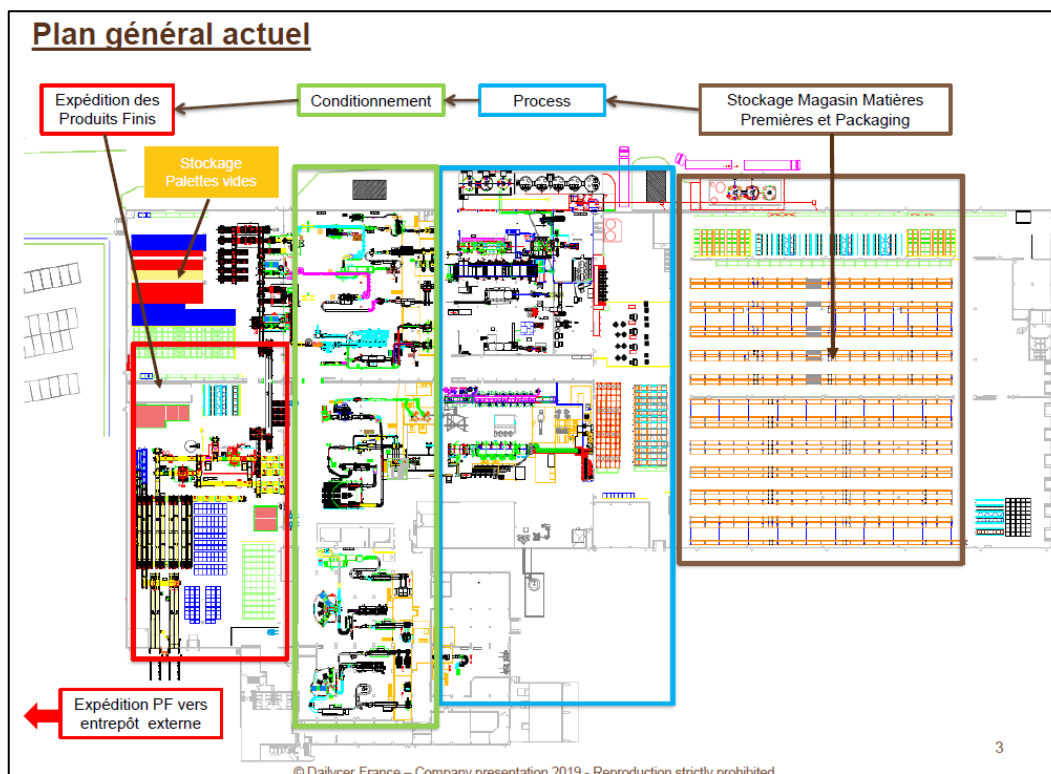


Figure 1 : Plan général actuel : Source Dailycer France

Le projet futur, objet du présent dossier, prévoit une réorganisation spatiale d'une partie des activités et la création d'un nouveau bâtiment de stockage automatisé à l'ouest des bâtiments existants. Ce projet permettra d'internaliser le stockage (et supprimer l'expédition vers le stockage de Roye).

L'expédition des produits finis vers les clients aura directement lieu depuis le site de Faverolles, en sortie du bâtiment de stockage automatisé de grande hauteur (Transtockeur), complété d'un buffer de préparation de commandes relié aux futurs quais de chargement.

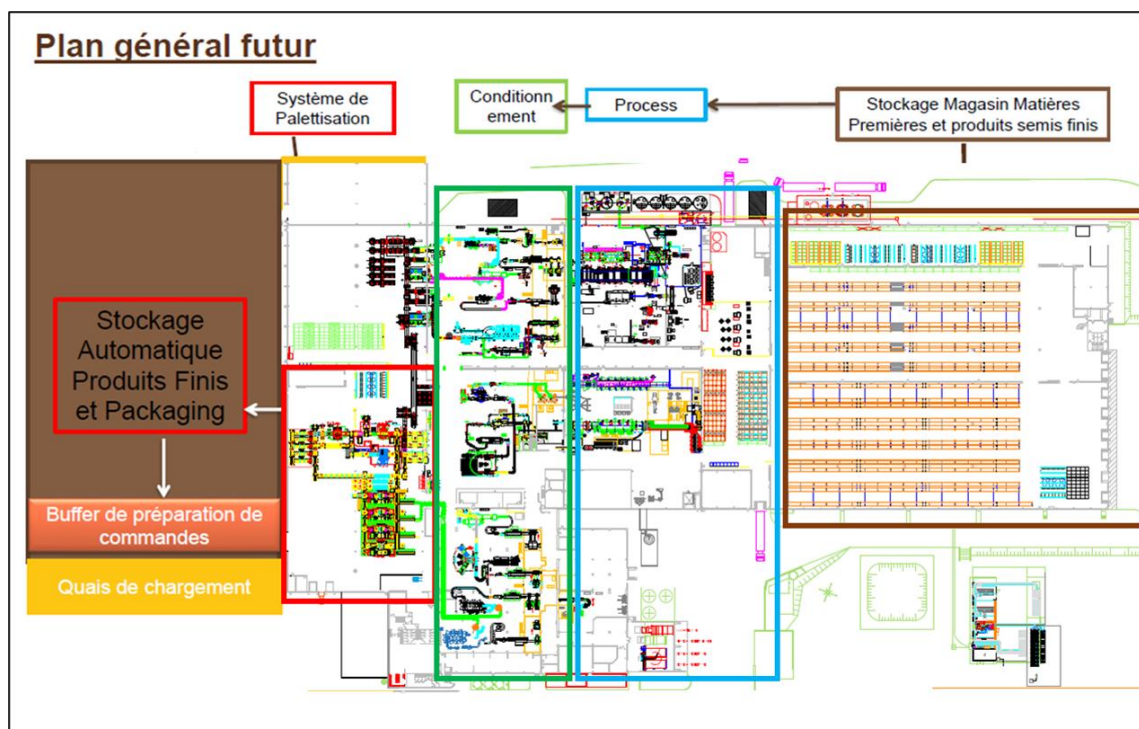


Figure 2 : Plan général futur : Source Dailycer France

PARTIE 2. Analyse de l'état initial de l'environnement

I. Périmètre du projet

I.1.Contexte règlementaire

L'article R.181-14 définit le contenu d'une étude d'incidence environnementale, elle est proportionnée à l'importance du projet et à son incidence prévisible sur l'environnement, au regard des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

L'étude d'incidence environnementale dans un premier temps se doit de décrire l'état actuel du site sur lequel le projet doit être réalisé et de son environnement. C'est l'objet de la présente partie 4.

I.2.Définition des périmètres et justification des choix

Le projet est situé sur la commune de Faverolles dans le département de la Somme (80). Le site du projet est bordé au nord par la limite communale de Etfay (80). Les activités économiques sont polarisées sur la commune voisine de Montdidier (80).

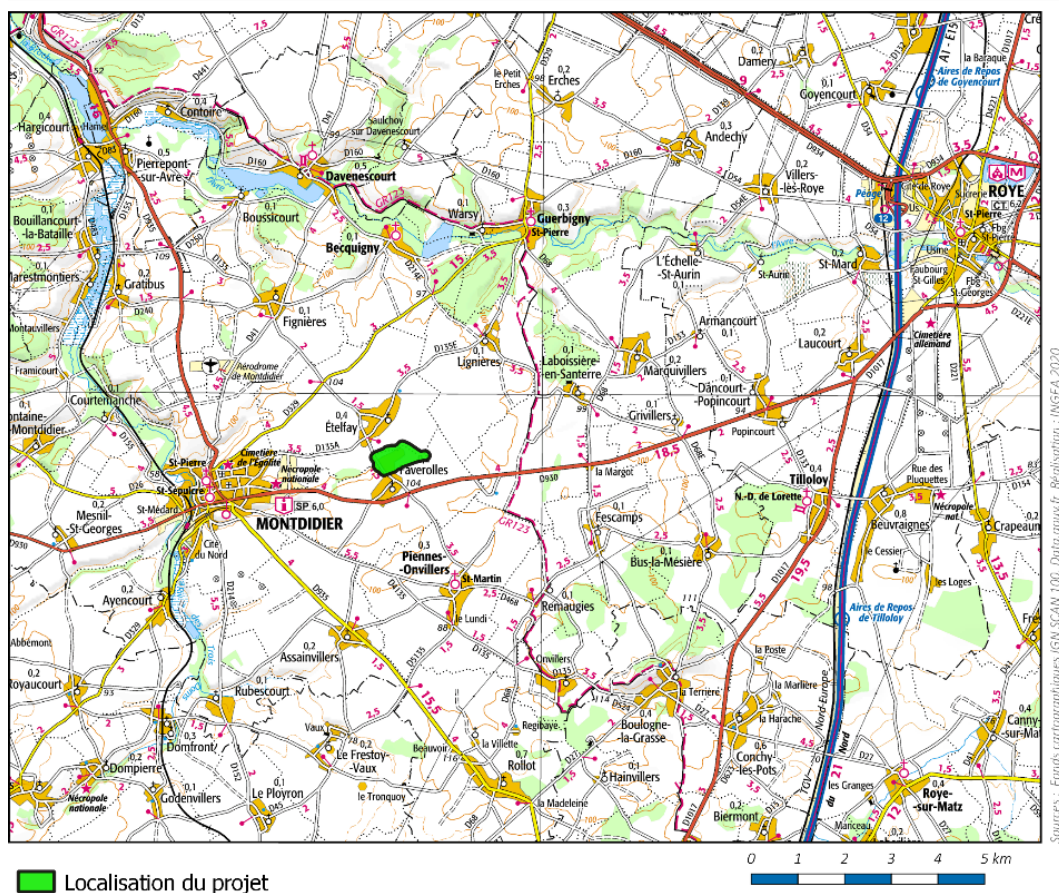
Selon les thématiques traitées, le périmètre d'étude a été adapté aux enjeux potentiels pouvant concerner le projet.

- L'environnement humain (démographie, habitat, activités, occupation du sol, réseaux de communication...) L'environnement physique (climat, risques, relief, géologie, hydrologie...) sont décrits sur la base d'un périmètre à l'échelle des trois communes : Faverolles, Etfay et Montdidier.
- Les thématiques liées au paysage et au milieu naturel ont été appréhendées d'une part à une échelle éloignée de plusieurs kilomètres pour correspondre à l'étude des perceptions paysagères, ainsi qu'aux besoins de déplacements d'espèces animales. Dans un second temps, ces thématiques ont été traitées à l'échelle du voisinage du projet.
- Les risques naturels et technologiques sont recensés à l'échelle du voisinage du site et de la commune de Faverolles.
- Les réseaux de fluides, d'énergie et de communication, les enjeux liés à la pollution des sols, l'air, la santé. sont décrits à l'échelle du voisinage du site du projet.

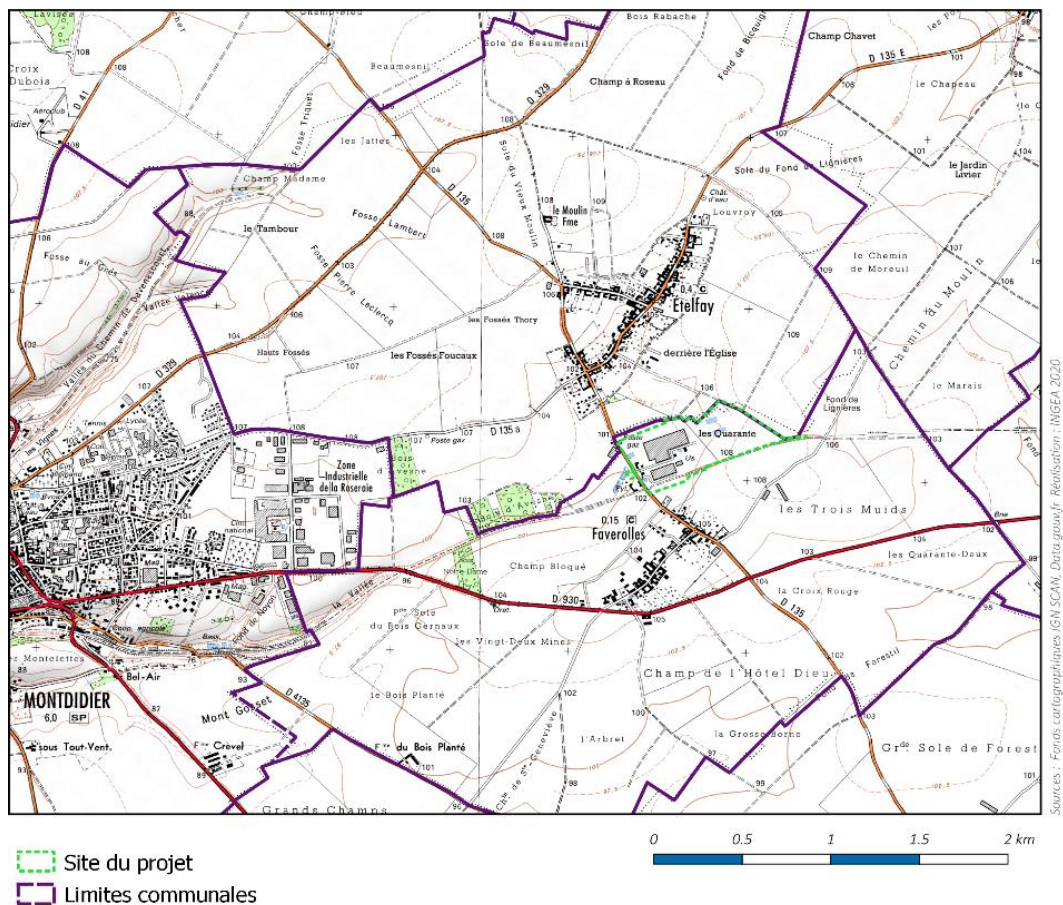
II. Environnement humain

II.1. Localisation du projet

Les deux cartes ci-après permettent de localiser le site du projet sur le territoire. Il s'implante sur la commune de Faverolles (80) à proximité de la RD 930 reliant Roye à l'est à Montdidier à l'ouest.



Carte 3 : Localisation générale du projet (Source : IGN SCAN 100)



Carte 4 : Localisation générale du projet (Source : IGN SCAN 25 et BD TOPO)

II.2. Démographie, habitat, activités

Les communes de Faverolles et d'Ételfay sont des communes rurales très peu densément peuplées.

Faverolles compte 157 habitants avec une densité de 23,4 hab./km², et Ételfay 380 habitants avec une densité de 46,8 hab./km². L'urbanisation se présente sous la forme de maisons individuelles et corps de fermes organisés de part et d'autre des axes routiers.

Tableau 1 : Démographie de Faverolles Ételfay, Montdidier, Roye, département et région (Source : INSEE 2016)

Établissements	Faverolles (80302)	Ételfay (80293)	Montdidier (80561)	Roye (80685)	Somme (80)	Hauts-de-France (32)
Population en 2016	157	380	6 274	5 864	572 744	6 006 800
Densité de la population (nombre d'habitants au km ²) en 2016	23,4	46,8	498,7	377,1	92,8	188,9
Superficie (en km ²)	6,7	8,1	12,6	15,6	6 170,1	31 806,1

Au regard du nombre d'établissements (INSEE), ces deux communes ont un profil économique en grande partie tourné vers l'agriculture pour plus d'un tiers des établissements, et un deuxième tiers tourné vers le secteur des activités de commerces, transport et services. Le nombre d'établissements liés à l'industrie, la construction et l'administration, santé et action sociale sont moins représentés.

Cependant, l'activité industrielle sur la commune de Faverolles est pourtant bien présente. En effet, 466 emplois sont recensés sur la commune contre seulement 28 à Ételfay. L'établissement Dailycer France compte 343 salariés en 2020 et contribue à l'activité économique du secteur géographique.

La commune de Montdidier, au profil nettement moins agricole (1,8 % des établissements tournés vers l'agriculture), polarise une grande partie des activités de transports, services et commerces du secteur (65% des établissements). Cette commune de plus de 6 200 habitants présente une densité de population de 498 hab./km², deux fois moins dense que la moyenne départementale (880 hab/km²) mais nettement supérieure à la moyenne régionale (188 hab/km²).

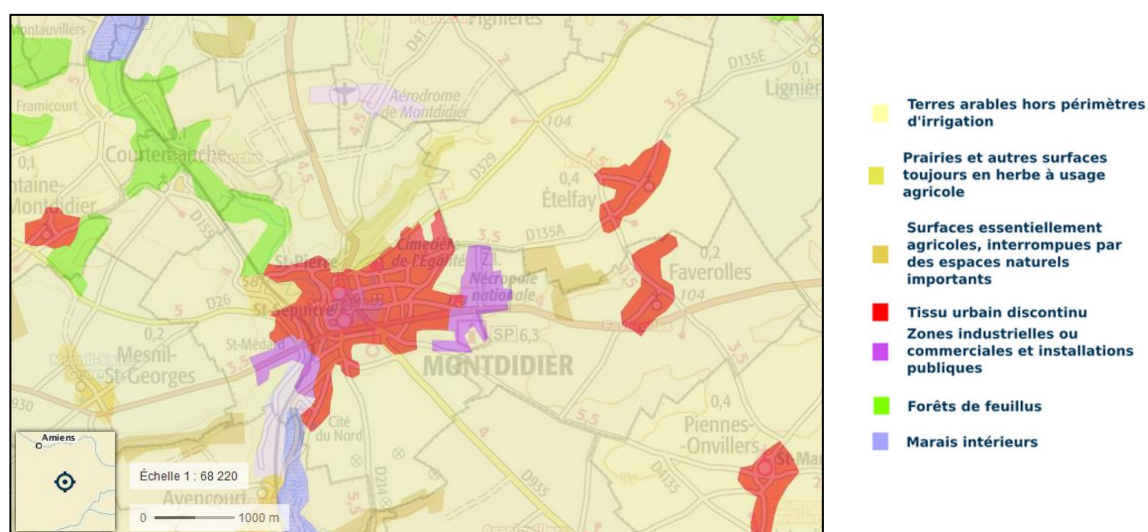
Le territoire de la commune de Montdidier concentre l'essentiel des services du secteur : un CHU, plusieurs supermarchés, magasins de jardinage, un centre médico-social, cinéma, hôtels, restaurants, garage auto, contrôle techniques, magasins spécialisés, boutiques, gare TER et routière, et l'ensemble des services de proximité (pharmacie, boulangerie, opticien, banques, poste...) sont présents.

II.3. Occupation du sol

L'occupation du sol au sein de Faverolles et Etelfay se compose d'un tissu urbain formé par les habitations et corps de fermes et par l'entreprise Dailycer France à Faverolles.

A Montdidier le tissu urbain plus dense, comprend des maisons individuelles et de petits immeubles collectifs ne dépassant généralement pas deux étages.

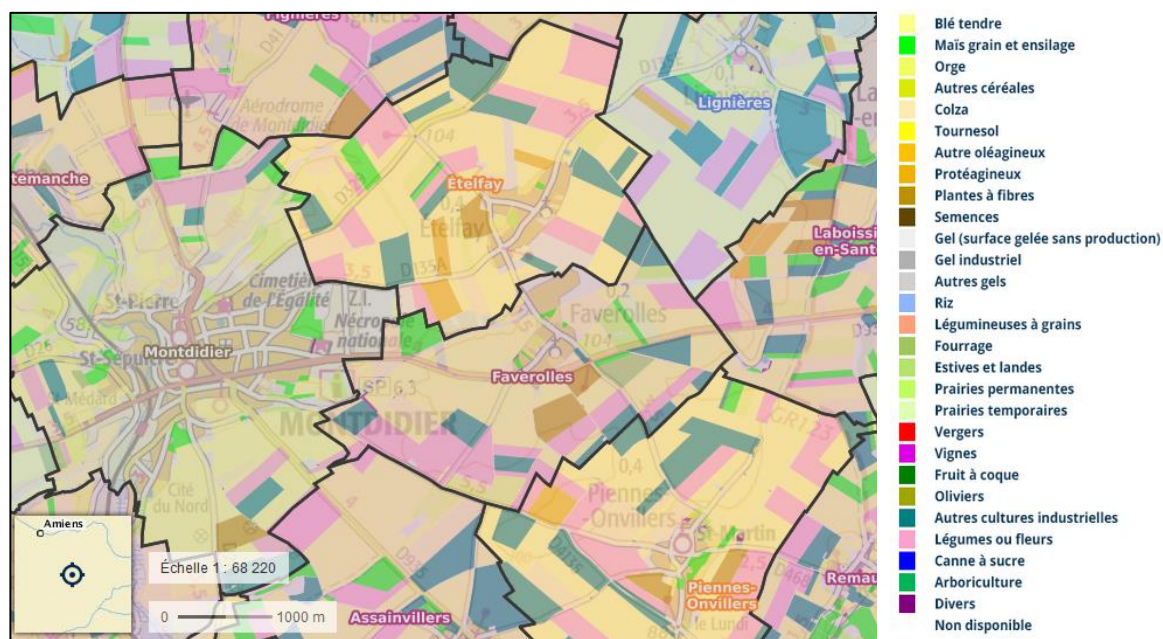
Montdidier compte deux zones d'activité en bordure de ville : la zone industrielle de la Roseraie à l'est et une zone d'activités dans le secteur de la gare au sud-est. Comme le montre la carte ci-après, en dehors des secteurs urbanisés (représentés en rouge sur la carte), le reste du territoire est en grande majorité composé de terres arables (en jaune), et compte quelques zones naturelles au nord-ouest de forêt de feuillus, zones de marais au sud, le long de la rivière des trois Doms qui traverse Montdidier.



Carte 5 : Occupation du sol du secteur (Source : Corine Land Cover 2010)

D'après les données fournies par le registre parcellaire graphique (2018) ; les parcelles agricoles du secteur ont une vocation assez diversifiée : elles sont utilisées pour la culture du blé, colza, betteraves, pois, pomme de terre.

Les parcelles concernées par le projet ne concernent pas de surfaces agricoles.



Carte 6 : Utilisation de la surface agricole (Source : Registre parcellaire graphique)

II.4. Urbanisme

Les constructions sont régies par les règles d'urbanisme du RNU: règlement national d'urbanisme.

Un PLUi est en cours d'élaboration à l'échelle de la CC du Grand Roye. Il n'est pas approuvé au jour du dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale. Le PADD a été acté par le conseil communautaire, mais la phase réglementaire de l'élaboration n'est pas encore amorcée.

Aucun document (lié à l'élaboration du PLUi) n'a pu être récupéré auprès de la communauté de communes du Grand Roye.

II.5. Réseaux de communication, trafic, déplacements

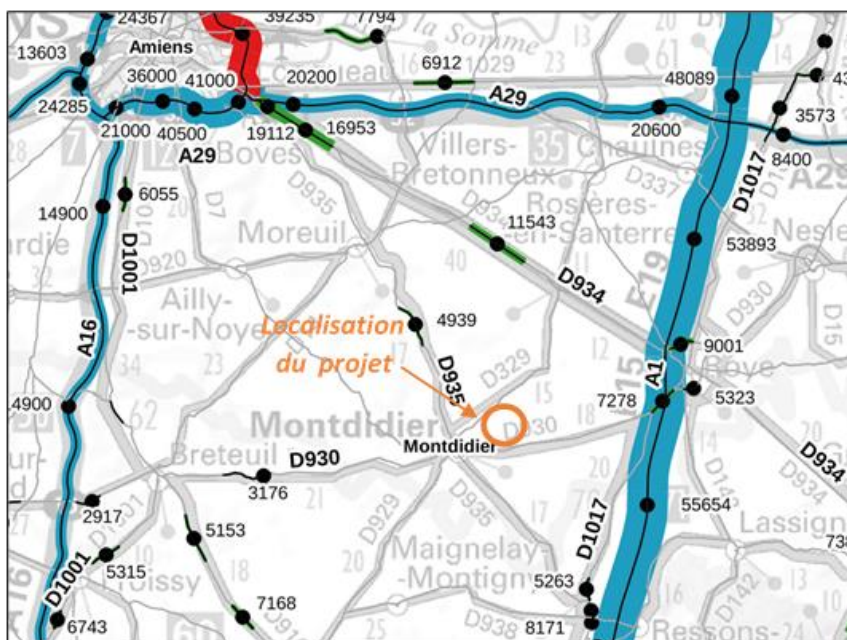
II.5.1 Réseau routier

L'axe principal du secteur est l'autoroute A1 Paris -Lille dont l'échangeur le plus proche est situé à environ 12 km au nord-est du site Dailycer France, sur la commune de Roye. Au niveau de Roye, l'A1 compte un trafic de l'ordre de 54 000 véh./j.

La commune de Faverolles est desservie par la route RD 930 qui relie Gournay en Bray, Marseille-en-Beauvaisis, Breteuil, Montdidier et Roye. Cet axe compte un trafic estimé à environ 7000 véh./j en sortie de l'autoroute A1, et à 3000 véh./j. entre Breteuil et Montdidier (DREAL Hauts de France 2006).

Plus localement, le site de Dailycer France est bordé par la route départementale RD 135, dont le trafic est estimé à 892 véh./jour. (Source : DDE-Somme, 2005)

Par ailleurs, le secteur est desservi par un réseau de voies communales qui relient les différents villages.



Carte 7 : Comptages trafic routier (Source DREAL Hauts de France 2006)

L'accès au site Dailycer France se fait via la RD 135 (Rue de la Gare), via deux accès (Cf. image suivante). Le site Nutrimaine dispose également d'un accès depuis la RD 135.



Figure 3 : Accès actuels aux sites Nutrimaine et Dailycer France depuis la RD 135 (D'après Géoportail)

II.5.2 Réseau ferré

La ligne ferrée la plus proche du site d'étude est la ligne Amiens/ Compiègne qui dessert la gare TER de Montdidier (6 trains / jour dans les deux sens assurant les liaisons pendulaires).

Une ancienne ligne de voie ferrée enterrée traverse au sud du site du projet, en réponse de consultation le gestionnaire informe que l'emprise liée appartient toujours à la SNCF. La voie enterrée est symbolisée par les points sur la figure ci-après. Une voirie déjà existante au sud des bâtiments de Nutrimaine recouvre la voie ferrée.



Figure 4 : Ligne de voie ferrée enterrée au sud du site (Source : SNCF)

II.5.3 Aéroports

L'aéroport d'Amiens est situé à 25 km au nord-ouest du projet. L'aérodrome de Montdidier est situé à environ 3 km au nord-ouest du projet.

Aucune servitude aéronautique de dégagement ne concerne le projet.

II.6. Description des Réseaux : fluides, énergie, télécommunications

II.6.1 Eaux usées, pluviales, potable

II.6.1.1 Eau potable

L'eau potable de la commune de Faverolles est produite, transférée et distribuée par le SIAEP de Guerbigny situé à Marquilliers situé à 7 km à l'est du projet.

Le site du projet est alimenté par des canalisations d'eau potable souterraines gérées par le SIAEP de Guerbigny (non sensible). 100% du site est alimenté par l'eau de ville.

La consommation d'eau potable significative du site Dailycer France concerne la chaufferie, et l'alimentation des ballons d'eau chaude sanitaire, elle entre aussi dans la fabrication des produits : dissolution du sucre, le process de sirops...

- Part sanitaire : 2.29% (vestiaires)
- Part production vapeur : 20% (chaufferie 25.5% - environ 5% part en dissolution sucre)
- Préparation sirops : 3% (seuls les sirops pour les cuissons sont mesurés ; l'eau consommée pour les sirops d'enrobage n'est pas mesurée à ce jour)
- Part nettoyage / rinçage : 26.32%
- Ballon eau chaude U2 : 17.63% ;
- Ballon eau chaude U4 : 5.67% ;
- HP froid 1er étage U1/U2 : 3%

Sur l'année 2019, la consommation actuelle d'eau est de l'ordre de 72 000 m³ d'eau de ville d'après les relevés compteurs sur l'année 2018/2019 (compteurs du site du 01/09/2018 au 31/08/2019). A titre informatif les données des 5 années précédentes indiquent une consommation d'eau annuelle comprise entre 65 000 m³ et 72 000 m³ d'eau.

II.6.1.2 Eaux pluviales

Au droit du site du projet, les eaux pluviales des voiries et toitures des bâtiments sont actuellement collectées et envoyées vers le réseau communal, ainsi que vers 2 bassins : un bassin à l'ouest (amené à être recouvert par le projet et dont le trop-plein est dirigé vers le réseau communal) et dans un bassin d'infiltration à l'est du site (conservé dans le cadre du projet).

A terme, les eaux pluviales seront entièrement gérées sur le site. La partie impacts du présent rapport décrit et justifie les dimensionnements des aménagements prévus (nouvelles toitures et voiries).

II.6.1.3 Eaux usées

L'assainissement est géré par le service d'assainissement non collectif de la communauté de communes du canton de Montdidier.

La production d'eaux usées concerne le processus de fabrication, dont les eaux sont traitées vers un bassin de lagunage à l'ouest du site, et le rejet d'eaux sanitaires domestiques (sanitaires, lavabos, douches, cuisine), qui seront dirigés vers le réseau de collecte public de la commune de Faverolles.

II.6.2 Energie

II.6.2.1 Réseaux

Le site est desservi en énergie par :

- des lignes électriques aériennes et souterraines
- Une canalisation de Gaz au nord du site
- un réseau d'éclairage public géré par SICAE Somme & Cambrasis est implanté à proximité du projet.

➔ Il s'agira de ne pas endommager ces réseaux en phase chantier. Ces réseaux ne sont pas accompagnés de servitudes qui grèvent la zone du projet.

II.6.2.2 Usages énergétiques

Electricité : La consommation électrique du site actuel permet l'alimentation des groupes froid dans les différentes unités de production, et pour la fabrication d'air comprimé (compresseurs). L'activité de production nécessite une alimentation électrique pour une grande partie de la chaîne de production : cuiseurs, transport, sécheurs, laminoirs, lignes de production, stations de sirops, etc. L'éclairage du site et de l'intérieur du bâtiment est alimenté par le réseau électrique.

Il est à noter que Dailycer France s'inscrit dans une démarche de réduction, et d'optimisation des consommations d'électricité, notamment par l'entretien régulier et l'investissement permettant la modernisation du matériel, la récupération du système de climatisation pour le refroidissement d'armoires électriques, ou comme le remplacement de l'éclairage par des LED. Les consommations sont étudiées et planifiées annuellement par la mise en place d'indicateurs de performance et de suivi.

Le Gaz est utilisé pour la production de vapeur, la production d'eau chaude sanitaire, et dans le procédé de fabrication pour le séchage et le toastage de certains produits, dans les proportions suivantes (d'après année 2018-2019)

- La production d'eau chaude 3.6 % (ballons d'eau chaude)
- La production de vapeur 48.3 % (chaudières)
- Le processus de production 48.1% dans les unités de production (toastage, enrobage, séchage)

La consommation énergétique sur site correspond à une répartition de l'ordre de 63% de Gaz et 37% d'électricité.

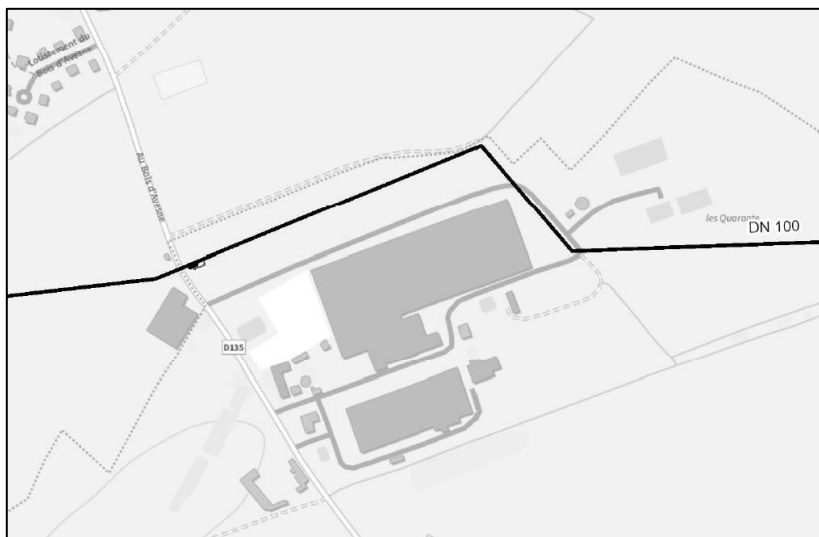
II.6.3 Télécommunications

Un réseau de communication électroniques géré par Orange est recensé à proximité du projet. La présence de ce réseau n'implique pas de contrainte pour le projet (à part la considération en phase chantier).

II.7. Risques technologiques

II.7.1 Transport de Gaz

La canalisation de Gaz (DN100-1993-CRAPEAUMESNIL-ETELFAY(MONTDIDIER)) naturel traverse la commune de Faverolles, et dessert le site au nord du projet. Cette canalisation gérée par GRTGAZ est située en souterrain.



Carte 8 : Canalisation de Gaz traversant au nord du site (Source : Réponse consultation GRT GAZ)

Tout élément de mise à la terre et paratonnerre doit être positionné à plus de 5 m des ouvrages de Gaz.

Cf. Consultation GRT GAZ (Annexes du dossier DAE)

II.7.2 Installations industrielles

Les deux installations ICPE recensées sur la commune de Faverolles sont le site actuel de DAILYCER FRANCE (régime de l'enregistrement) et le site de NUTRIMAINE (régime de l'enregistrement) au sud du projet, en cours de procédure de cessation d'activité. Ces établissements n'ont pas de statut Seveso ni IED-MTD.

La commune de Faverolles n'est pas soumise à un PPRT Installations industrielles.

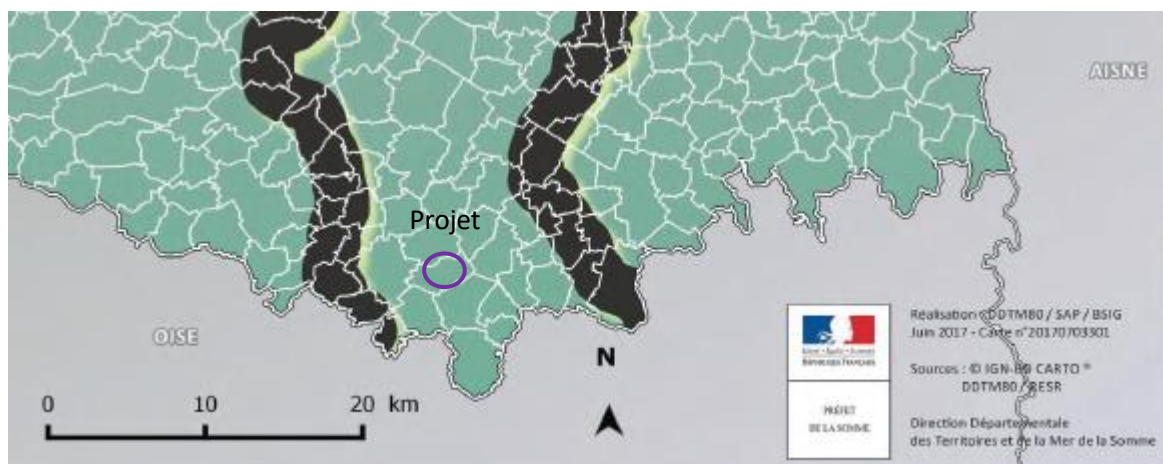
II.7.3 Installations nucléaires

Aucune installation nucléaire n'est présente dans un rayon de 20 km autour du projet.

II.7.4 Risque lié à la découverte d'engins de guerre

Les deux guerres mondiales ont laissé des obus et des bombes non éclatés ainsi que des stocks de munitions sur tout le territoire de la Somme. L'Est du département est plus particulièrement concerné puisqu'il correspond à la ligne de front de la première guerre mondiale (Albert – Péronne - Roye).

D'après le DDRM 80, la commune de Faverolles n'est pas directement concernée par les lignes de front, mais la position de la commune entre les deux lignes mène à considérer le risque de trouver des engins de guerre enfouis. Bien que le projet s'implante sur des secteurs déjà construits, ce qui peut laisser à penser que les objets éventuellement présents auraient déjà pu être trouvés lors de la construction du site, ce risque ne présente pas de contrainte particulière pour l'implantation du projet. En phase chantier, en cas de découverte, le maire de la commune concernée doit être immédiatement informé d'une découverte afin de lancer la procédure d'intervention déminage.



Carte 9 : Lignes de conflits : Risque de munitions de guerre enfouis

II.8. Production de déchets

Le projet est situé dans le département de la Somme en région Hauts de France (anciennement Picardie). Différents plans relatifs aux déchets sont susceptibles de concerner le projet.

II.8.1 Les plans de gestion des déchets

La compatibilité du projet avec les différents plans de gestion des déchets : Plan national, PREDD, Déchets BTP, PRPGD, est étudiée en partie : XXIV. Compatibilité avec les plans de gestion des déchets, à partir de la page 118.

II.8.2 Etat initial de la production de déchets du site Dailycer France

D'après le registre des déchets émis par Dailycer France pour l'année 2019, l'activité produit environ 4500 Tonnes de déchets/an essentiellement les types de déchets suivants :

Tableau 2 : Déchets présents sur site (Source : d'après données Dailycer 2019)

Code déchet	Type déchets	Somme par type déchet	Part
16 05 04*	AEROSOLS	170 kg	Négligeable
06 13 99	ALCALI	2 053 kg	Négligeable
170605*	AMIANTE	260 kg	Négligeable
20 01 39	BIG-BAGS VIDES OU USAGES	700 kg	Négligeable
15 01 02	CONTAINERS PLASTIQUES SOUILLES	34 606 kg	0,8%
18 01 03*	DASRI	14 kg	Négligeable
20 01 99	DECHETS BANALS EN MELANGE (Autres non spécifiés ailleurs)	271 340 kg	6,0%
20 01 38	DECHETS BOIS	24 420 kg	0,5%
12 03 01*	DETERGENT NON CHLORE	228 kg	Négligeable
20 01 35 *	DEEE	2 254 kg	0,1%
02 03 04	EAU DE RINCAGE	14 780 kg	0,3%
15 01 01	EMBALLAGES PAPIER/CARTONS	527 660 kg	11,8%
15 02 02*	EMBALLAGES ET MATERIAUX SOUILLES (Absorbants, vêtements protection, filtres)	12 862 kg	0,3%
15 01 02	EMBALLAGES PLASTIQUES	5 820 kg	0,1%
02 03 04	FOURRAGE SILO	42 800 kg	1,0%
13 02 05*	HUILE INDUSTRIELLE NOIRE	251 kg	Négligeable
17 04 05	METAUX ET FERRAILLES	54 600 kg	1,2%
02 03 05	NETTOYAGE DES CHEMINEES	13 140 kg	0,3%
20 01 08	NETTOYAGE DU BASSIN EPANDAGE	3 300 kg	0,1%
15 01 01	PAPIER	2 159 kg	Négligeable
16 05 06*	PRODUITS CHIMIQUES DE LABORATOIRE	22 kg	Négligeable

Code déchet	Type déchets	Somme par type déchet	Part
19 08 09	RETENTION EAU HUILEUSE	1 928 kg	Négligeable
130507*	SEPARATEURS HYDROCARBURES	12 720 kg	0,3%
14 06 03 *	SOLVANT NON CHLORE	15 kg	Négligeable
02 06 99	SOUS PRODUITS (déchets liés au céréales, les refus, problème de qualité, les matières premières évacuée)	3 460 366 kg	77,1%
08 03 17*	TONERS ET CARTOUCHES D'ENCRE	228 kg	Négligeable
/	TOTAL Année 2019	4 488 696 kg	100,0%

La principale source de déchets (77%) est désignée sous la mention « sous-produits » et concerne les déchets liés aux céréales, refus, problèmes de qualité, matières premières évacuées.

Les déchets cartonnés (code 15 01 01) représentent 11,6 % : issus des emballages, qui représente la seconde plus grande part de déchets.

Ensuite, les déchets banals (code 20 01 99) représentent 6% du tonnage annuel : autres déchets non classés correspondant par exemple à des étiquettes de produits, des liens de serrage, colles, balayures de sols, les big-bags vides / usagés, ainsi que des sous-produits : issus de la production de céréales, les refus de produits, produits de qualité insuffisante, l'évacuation de certaines matières premières.

Les autres déchets rassemblés représentent 5% du tonnage annuel.

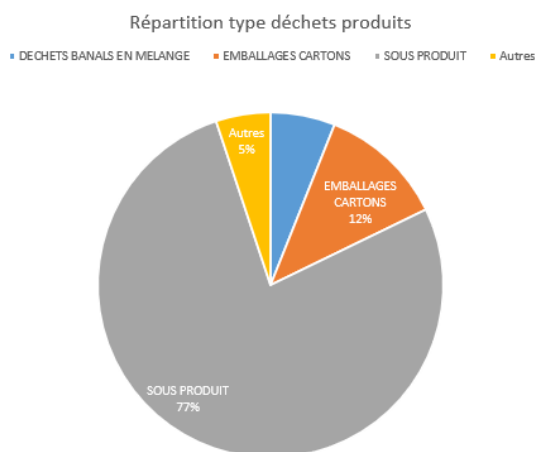


Figure 5 : Répartition des déchets produits par Dailycer France en 2019

Le tonnage global annuel de déchets produits est inférieur à 4500 T.

A titre informatif : L'activité de production du site Dailycer France a augmenté entre 2016 et 2019, cependant, en isolant les données relatives à certaines catégories de déchets, on observe que la

production de déchets cartonnés, plastique et films, a diminué de 12% et 13% : 558 t en 2016 et 485 t en 2019, montrant l'efficacité des mesures et efforts de réduction de déchets sur les emballages plastiques et cartons.

L'ensemble des déchets est trié, puis récupéré et traité dans les filières adaptées.

II.9. Synthèse : Enjeux milieu humain

Sur la commune de Faverolles les constructions sont régies par les règles d'urbanisme du RNU : règlement national d'urbanisme.

Le site est desservi par la RD 135, dont le trafic est estimé à 892 véh./jour. (Source : DDE-Somme, 2005)

Une ancienne voie ferrée est enterrée au sud du site Nutrimaine, propriété de la SNCF.

Le courrier de réponse de consultation établi par GRT Gaz indique qu'une canalisation est présente au nord du site.

Aucune servitude d'utilité publique liée à une zone aéroportuaire ne concerne le projet.

Globalement, les réseaux souterrains et aériens sur ou à proximité du site devront être pris en compte en phase chantier (canalisation de gaz, réseaux électriques, eau).

Il est relevé un risque de découverte d'engins de guerre ou munitions ne présentant pas d'enjeu lié à la conception du projet, mais nécessite une attention particulière en phase chantier.

III. Environnement physique

III.1. Climat

Les données présentées ci-après proviennent de la station météo la plus proche du site d'étude qui est située à Amiens (80), à 40 km au nord-ouest du projet.

III.1.1 Températures

Le site du projet se situe dans un secteur au climat de type océanique, avec en moyenne des hivers doux et des étés aux températures relativement peu élevées.

Il à noter que les mois de décembre et janvier concentrent cependant les températures plus basses avec des épisodes de gel inférieurs à -5° observés en janvier, et des températures négatives pouvant intervenir de novembre à avril. De la même manière, les mois de juillet et août présentent les températures extrêmes les plus élevées, avec des dépassements du seuil des 40° au mois de juillet, et des températures pouvant dépasser les 25° de mai à septembre.

Globalement l'écart entre les basses températures et les hautes températures peut s'avérer élevé à l'échelle d'un même mois, ce tout au long de l'année.

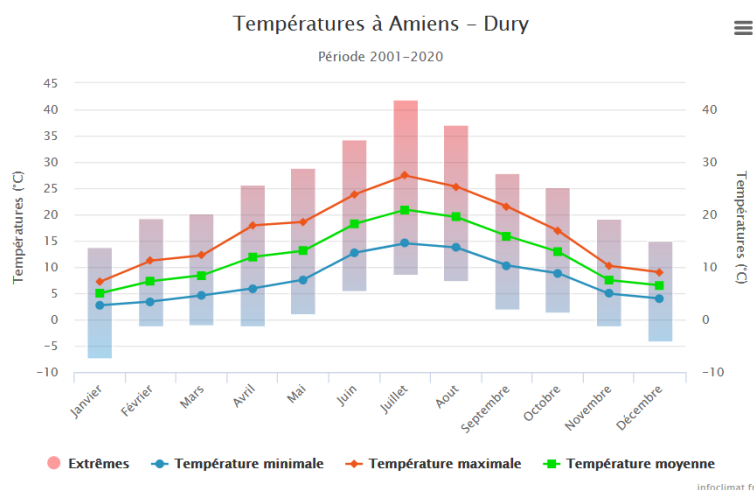


Figure 6 : Températures moyennes à Amiens de 2001 à 2020 (Source : Infoclimat)

III.1.2 Précipitations

Les précipitations sont réparties tout au long de l'année avec une tendance à l'augmentation des précipitations en automne et hiver en particulier sur les mois de février (86 mm en moyenne) et décembre (105 mm en moyenne). Les précipitations sont les moins importantes d'avril à juillet, qui est généralement le mois le moins pluvieux. Certains épisodes de précipitations plus abondantes (en 24h) peuvent intervenir sur les mois de mai et juin, pourtant relativement peu pluvieux en termes de cumul mensuel.

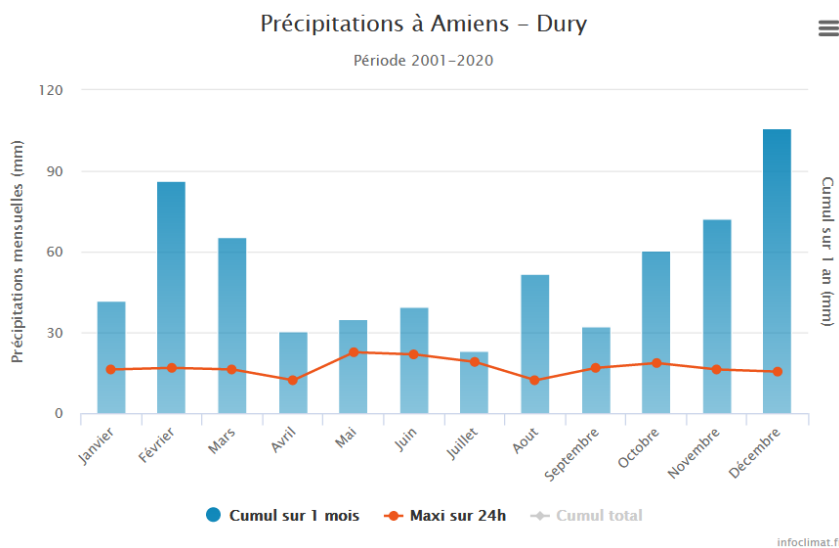


Figure 7 : Précipitations moyennes à Amiens de 2001 à 2020 (Source : Infoclimat)

III.1.3 Ensoleillement

L'ensoleillement annuel du secteur est de l'ordre de 1392 heures par an (moyenne 2001-2020). Les mois les plus ensoleillés sont avril, juin et juillet.

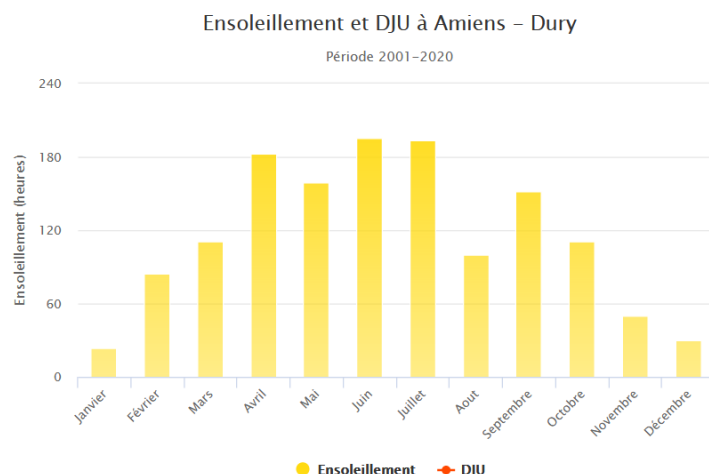


Figure 8 : Ensoleillement moyen à Amiens de 2001 à 2020 (Source : Infoclimat)

III.1.4 Orages

A l'échelle régionale, les orages se rencontrent en toute saison. Leur fréquence est faible durant les mois d'hiver, mais à des niveaux qui sont néanmoins proches de la moyenne nationale. En saison chaude, les orages sont modérément fréquents : la probabilité quotidienne culmine à plus de 30% durant les mois de mai, juin et juillet, qui sont les mois les plus orageux de l'année en Picardie.

Le département de la somme est concerné par des épisodes d'orages parfois violents. Ces orages sont généralement plus concentrés sur les mois d'été (juillet et août). Entre 45 et 50 jours avec orage sont

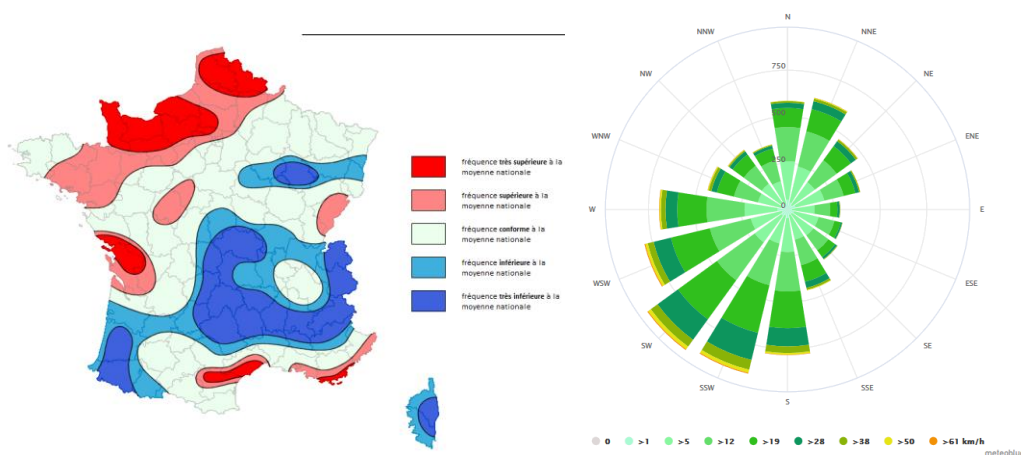
enregistrés sur le département en moyenne chaque année, ce qui se situe en-dessous de la moyenne nationale.

Sur la commune de Faverolles l'étude foudre menée par BCM Foudre indique une moyenne de 5 jours d'orage par an et en moyenne 1,29 impacts/km²/an sur les 10 dernières années.

III.1.5 Vents et tornades

Le département de la Somme fait partie des secteurs dont la fréquence des tornades est supérieure à la moyenne nationale. Cette donnée n'amène pas de prescription particulière pour le projet.

D'après la rose des vents du secteur du projet, les vents dominants à l'année tiennent une orientation globalement sud-ouest vers le nord-est. Les mois de décembre à février présentent le plus grand nombre de jours où les vents sont supérieurs à 28 km/h.



Carte 10 : Carte des tempêtes à l'échelle nationale (Source : Keraunos) et rose des vents locale (Source : Météoblue)

III.2. Risques naturels

La commune de Faverolles est concernée par le risque de mouvement de terrain. (D'après Géorisques.gouv.fr)

La commune est dotée d'un plan communal de sauvegarde (PCS).

III.2.1 Cavités et mouvements de terrain

Le secteur du projet est sujet aux effondrements. En effet, sont recensés 21 événements d'affaissements et effondrements sur le territoire communal (cavités souterraines hors mines), essentiellement dus à des événements pluvieux.

Plus précisément, autour du site du projet, 5 effondrements sont recensés, aucun d'entre eux n'a engendré de victime. Ils sont représentés par des symboles bleus sur l'image qui suit.



★ Effondrement

Carte 11 : Cavités présentes autour du site (Source : Georisques)

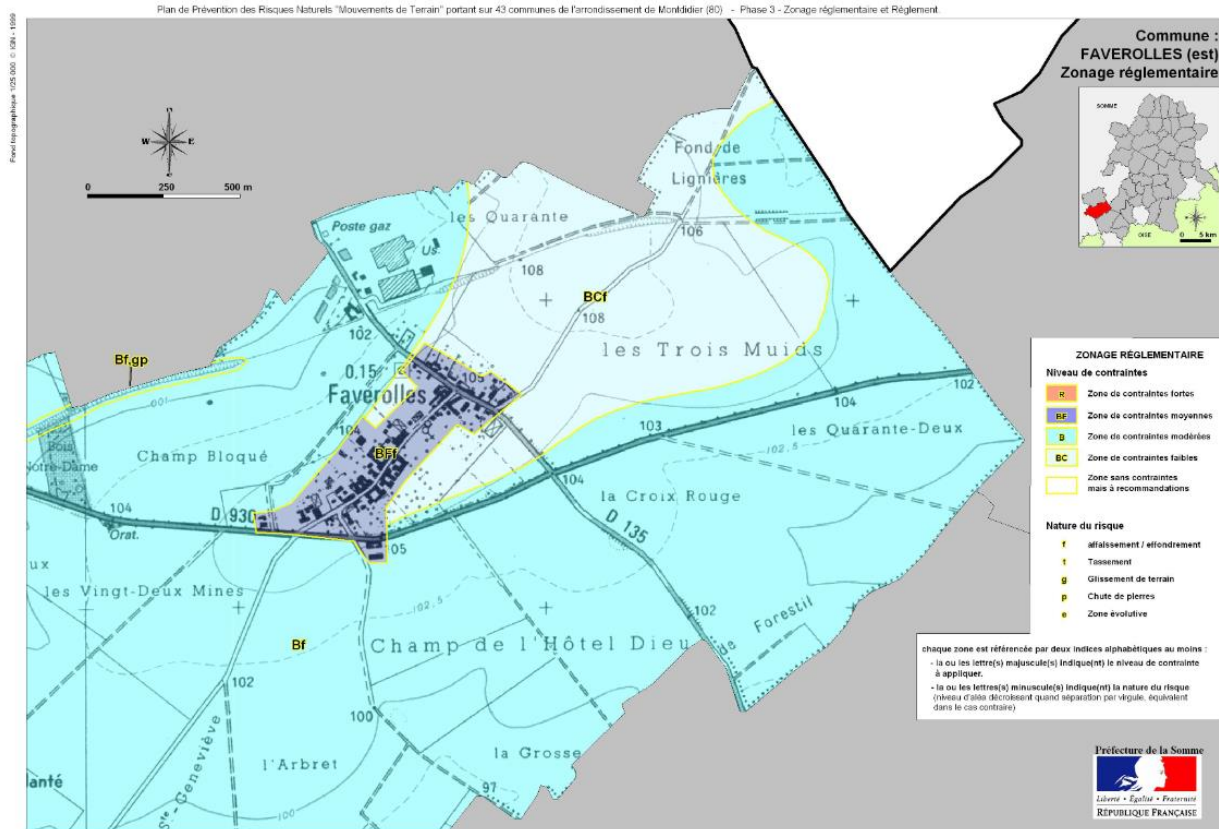
D'après Géorisques, la commune de Faverolles est soumise à un [PPRN](#) Mouvements de terrain approuvé le 12/06/2008 (80DDTM20050002 - PPR arrondissement de Montdidier).

Le site de Dailycer France est situé en zone de contrainte bleue, cette zone regroupe les secteurs soumis à un aléa « effondrement » modéré associé à des aléas « glissement » et « chute de pierres » nuls.

Le règlement du PPR impose une étude de sol obligatoire selon les prescriptions de la norme NF P 94-500, afin de détecter la présence éventuelle de cavités en vue d'en prévoir la mise en sécurité.

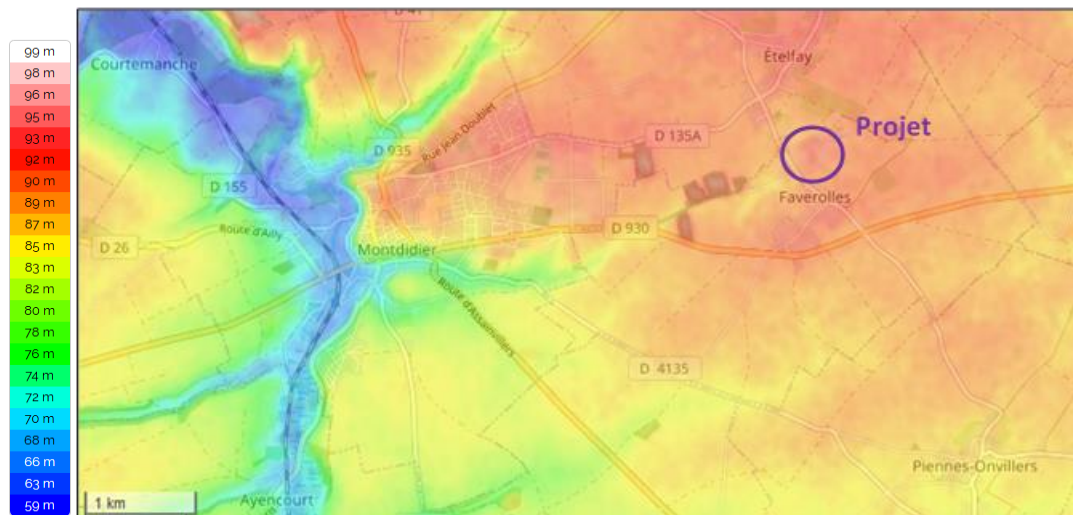
Conformément au PPRN, une étude géotechnique des sols sera réalisée selon les prescriptions en vigueur et le dimensionnement des fondations.

Ainsi les analyses de stabilité du sol permettront de positionner les fondations du projet sur la roche dure. La gestion des eaux pluviales mise en place sur le site ne devra pas influencer le risque d'effondrement dû à la présence de cavités sur le secteur, conformément au PPRN.



III.3. Relief, topographie

A une échelle plus large, le projet se situe sur un plateau plus haut avec une altimétrie de l'ordre de 102 m NGF. La vallée du ruisseau des 3 Doms qui traverse Roye constitue les points les plus bas du secteur (60 m NGF).



A une échelle plus restreinte, le secteur du projet est globalement plat. L'altimétrie du site varie entre 102 et 105 m NGF. Globalement le terrain est en pente douce selon une orientation nord-est vers le sud-ouest.

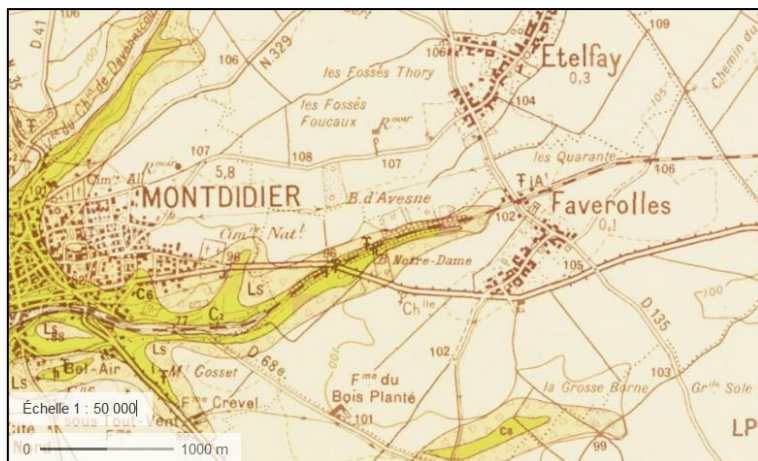


Très localement le terrain d'assiette présente quelques légères pentes qui orientent la collecte des eaux pluviales.

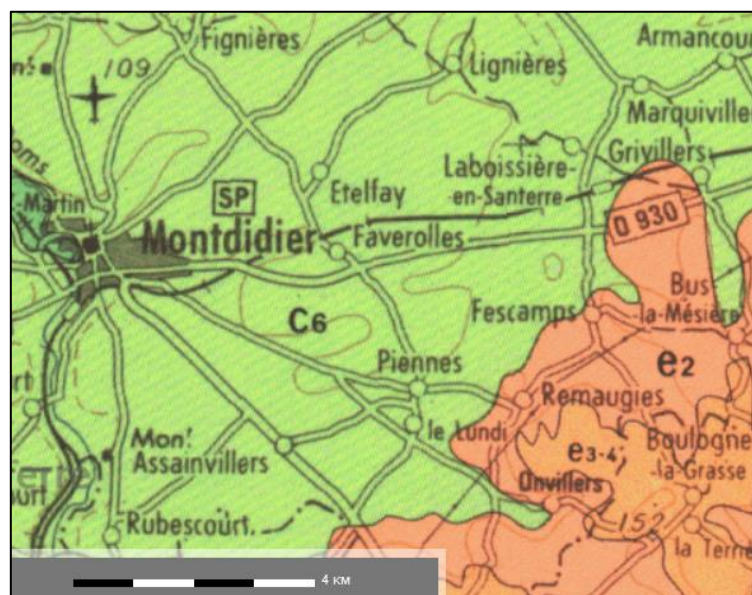
Aucune contrainte de relief ne concerne la réalisation du projet. Les terrains prévus pour l'aménagement du projet sont déjà aplanis (bâtiment existant et parking existant) et ne seront pas modifiés.

III.4. Géologie, sols

Le secteur du projet est couvert par la feuille géologique n°81 -Montdidier (1/50 000ème), dont le sous-sol est globalement formé de craie blanche à silex sur au moins 100m de profondeur (C6), et recouverte à la surface par une couche de limons des plateaux (LP): Cf carte ci-après.



Carte 15 : Carte géologique au 1/50 000e (surface : limons) Source : BRGM



Carte 16 : Carte géologique au 1/250 000e (sous-sol : calcaires C6) Source : BRGM

Des investigations menées sur site par ANTEA GROUP permettent de confirmer la présence de craie blanche dans le sous-sol, et parfois observées presque affleurantes à 1 m de profondeur, et un mélange d'argiles, argiles à silex, limons crayeux dans les premiers mètres.

La géologie du secteur majoritairement crayeuse ne dispose pas de couche dite imperméable, rendant la nappe aquifère libre situées en profondeur plus vulnérables au risque de pollution en surface.

III.5. Hydrologie

III.5.1 Documents de cadrage

SDAGE	SDAGE Artois-Picardie 2016-2021 approuvé par arrêté préfectoral du 23 novembre 2015.				
SAGE	SAGE Somme aval et Cours d'eau côtiers approuvé par arrêté interpréfectoral le 6 août 2019.				
Objectifs du SAGE : masses d'eau			Ecologique	Quantitatif	Chimique
Masse d'eau de surface	FRAR06	Avre	Bon état 2021		Bon état 2027
Masse d'eau souterraine	AG012	Craie de la moyenne vallée de la Somme		Bon état atteint en 2015	Bon état 2027

III.5.1.1 Le SDAGE Artois-Picardie

Ces principes ont pour objet « une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ; cette gestion prend en compte les adaptations nécessaires au changement climatique »

Le projet se situe au sein du périmètre du SDAGE Artois-Picardie. Le SDAGE 2016-2021 en vigueur a été approuvé par arrêté préfectoral du 23 novembre 2015.

Ses enjeux portent sur :

- la biodiversité et les milieux aquatiques
- La protection de la ressource pour l'alimentation en eau potable
- La prévention contre les inondations
- La protection du milieu marin
- La mise en œuvre de politiques publiques cohérentes

Le Sdage 2016-2021 fixe un objectif d'atteinte de bon état écologique des eaux superficielles (cours d'eau, plans d'eau, eaux littorales) de 33% en 2021.

Objectifs du SDAGE

Les enjeux du SDAGE en termes de gestion équilibrée de la ressource en eau sont traduits sous forme de défis et de leviers transversaux. Ces derniers constituent les orientations fondamentales du SDAGE pour une gestion équilibrée de la ressource en eau et permettant d'atteindre les objectifs environnementaux.

Le projet devra être compatible avec les objectifs du SDAGE (étudiés en partie 5, au paragraphe 4. Compatibilité avec les plans de gestion de l'eau (SDAGE et SAGE). Page 114

III.5.1.2 Le SAGE Somme aval et Cours d'eau côtiers

Le projet est concerné par le territoire du SAGE Somme aval et Cours d'eau côtiers approuvé par l'arrêté interpréfectoral du 6 août 2019. Le projet devra être compatible avec le règlement du SAGE cours d'eau côtiers, constitué de 4 articles.

La compatibilité est étudiée en partie 5, au paragraphe 4. Compatibilité avec les plans de gestion de l'eau (SAGE). Page 114.

Etat des eaux de surfaces :

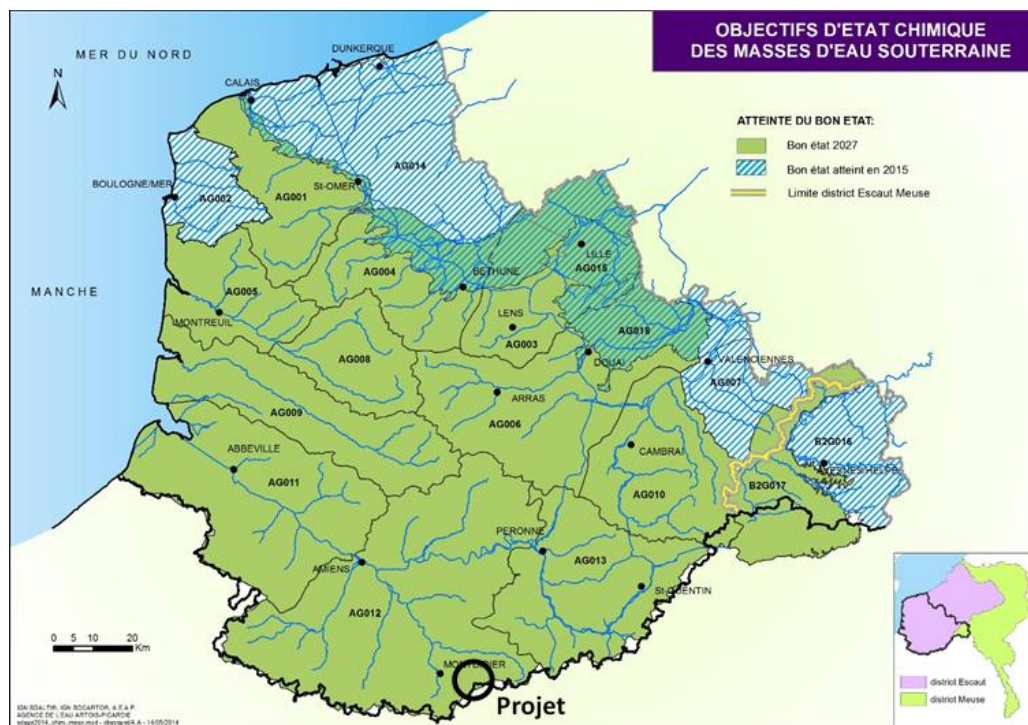
Le projet se situe au sein du bassin versant de la masse d'eau de surface FRAR06 de l'« AVRE », état écologique moyen objectif : bon état écologique 2021, et vise l'atteinte du bon état chimique avec et sans substance ubiquiste pour l'horizon 2027 en raison du nombre de sources de pollution diffuse posant une contrainte de faisabilité technique.

L'objectif de bon état global pour cette masse d'eau de l'« AVRE » FRAR06 est visé pour 2027.

La gestion des eaux pluviales sur site et également l'absence de modification des volumes prélevés et rejetés suite au projet, ne modifieront pas l'état des eaux de surfaces.

III.6. Hydrogéologie

La région des Hauts-de-France est recouverte à 90 % par la nappe de la craie. C'est de loin l'aquifère le plus important de la région et 85 % des prélèvements totaux d'eaux souterraines s'effectuent dans cette nappe d'eau.



Carte 17 : Masses d'eau souterraines (Source : Sage Somme aval)

Eaux souterraines :

Le projet est localisé au niveau de la masse d'eau souterraine FRAG012 « craie de la moyenne vallée de la Somme », en mauvais état chimique, visant comme la grande majorité du territoire du SDAGE, l'atteinte du bon état chimique nécessite un report de délai à 2027 en raison de la contrainte naturelle géologique de la nappe de la craie qui présente un temps de réaction très lent aux actions menées en surface.

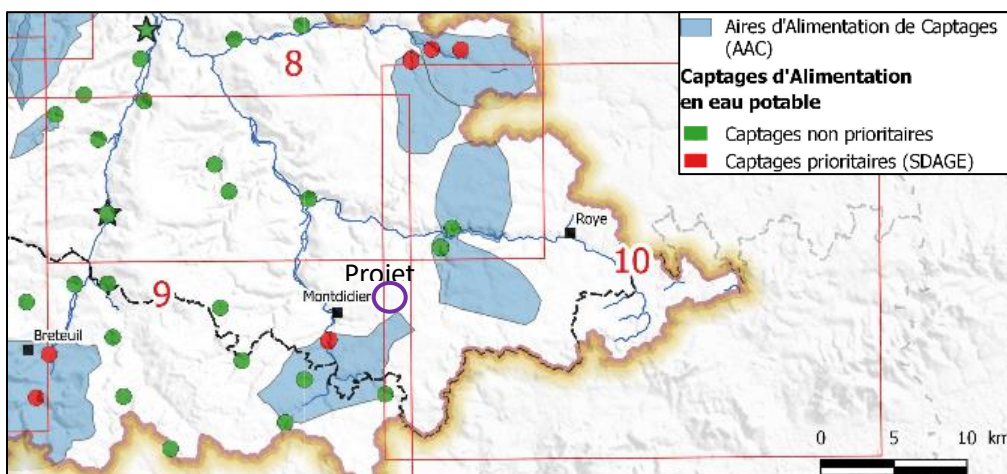
Concernant l'état quantitatif de la ressource en eau le bon état est atteint sur une grande majorité du territoire depuis 2015. Le projet devra mettre en œuvre les dispositifs permettant d'éviter tout risque de pollution de la nappe (vannes de barrage sur les réseaux en cas d'incendie, séparateur hydrocarbures...).

Eau potable :

En termes de préservation de la ressource, le SDAGE décliné en SAGE vise la reconquête de la qualité de 10 captages prioritaires du territoire.

Le captage le plus proche référencé dans le SAGE Somme aval est situé au sud de Montdidier, il constitue un captage prioritaire (SDAGE). Le périmètre de protection associé ne concerne cependant pas le territoire de la commune de Faverolles.

Aucune prescription relative à ce captage ne concerne le projet.



*Carte 18 : Captages d'eau potable du secteur : absence de périmètre de protection au droit du site
(Source : SAGE Somme Aval et SDAGE Artois-Picardie)*

III.7. Pollution des sols

D'après Géorisques, la commune de Faverolles ne compte pas de sites pollués ou potentiellement pollués (BASOL).

Un ancien site BASIAS est recensé au sud du site à Faverolles, il s'agit d'un ancien Atelier artisanal de chaudronnerie PIC 8002892, aucune donnée de pollution n'est connue, et le site ne concerne pas celui du projet.

Le projet ne devra pas générer de pollution des sols.

Aucune modification des activités de production et de modification des sources de pollution n'est attendue, le projet consiste en la réorganisation des espaces du site et la création d'un bâtiment de stockage internalisé et de parkings.

Le foncier, en cours de rachat, de l'ancien site Nutrimaine fait l'objet d'un dossier de cessation d'activité qui a été déposé auprès des services de la préfecture.

Les éventuelles pollutions des sols résiduelles devront faire l'objet de restrictions d'usage conformément à l'étude des risques sanitaires menée sur le site.

III.8. Pollution de l'air

Au sens de la loi du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie, est considérée comme pollution atmosphérique : « l'introduction par l'homme, directement ou indirectement dans l'atmosphère et les espaces clos, de substances ayant des conséquences préjudiciables de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources biologiques et aux écosystèmes, à influencer sur les changements climatiques, à détériorer les biens matériels, à provoquer des nuisances olfactives excessives ».

Les différentes directives de l'Union Européenne ont fixé des valeurs guides et des valeurs limites pour les niveaux de pollution des principaux polluants (Dioxyde de Soufre : SO₂, Oxydes d'Azote : NO_x, Poussières en suspension : PS, Ozone : O₃, Oxyde de Carbone : CO, Plomb : Pb). Ces normes ont été établies en tenant compte des normes de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

L'ensemble de ces valeurs a été repris dans le droit français par le décret du 6 mai 1998 relatif à la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement, et, à la définition des objectifs de qualité de l'air, des seuils d'alerte et des valeurs limites.

L'article 5 de la loi sur l'air du 30 décembre 1996 et le décret du 6 mai 1998 modifié par le décret 2003-1085 du 12 novembre 2003 ont fixé les modalités de l'élaboration des Plans Régionaux pour la Qualité de l'Air (PRQA). Ces plans énoncent les orientations permettant de respecter sur le long terme les objectifs de la qualité de l'air fixés par la législation.

Le Plan Régional de la Qualité de l'Air en Hauts-de-France a été adopté par un arrêté du Préfet de Région le 1er février 2001 avec les orientations suivantes (à ce jour non révisé) :

- Développer la surveillance de la qualité de l'air ;

- Surveiller les effets de la qualité de l'air sur la santé et l'environnement mais aussi réduire l'exposition des populations ;
- Maîtriser les émissions pour améliorer et préserver la qualité de l'air (réduction des émissions des sources fixes et de transports : application des Plans de Déplacements Urbains,) ;
- Améliorer l'information du public.

Le Plan Régional de Surveillance de la Qualité de l'Air (PRSQA) qui vise à améliorer la stratégie de surveillance et les équipements utilisés, dans le respect des évolutions réglementaires, a été adopté fin 2010 et comporte 5 axes :

- Adapter l'observatoire aux nouveaux enjeux,
- Accompagner les acteurs dans l'action en faveur de la qualité de l'air,
- Communiquer pour agir,
- Se donner les moyens de l'anticipation,
- Assurer la réussite du PRSQA.

Concernant le secteur d'Amiens, grande ville disposant d'une station de mesure la plus proche de la commune de Faverolles, la qualité de l'air est relativement bonne. La quantité d'ozone dans l'air peut cependant poser des problèmes de pollution pendant l'été lorsque la concentration est élevée.

Par ailleurs, l'indice ATMO exprime la qualité de l'air dans les agglomérations françaises à partir de la mesure des quatre polluants suivants : dioxyde de soufre, dioxyde d'azote, ozone et particules (PM10). L'indice ATMO représente la qualité globale de l'air respiré à l'échelle d'une agglomération.

D'après ATMO Hauts De France, 12 épisodes de pollution dont 4 au seuil « niveau d'alerte » ont eu lieu sur l'année 2019. Ces épisodes concernent les polluants PM10 et Ozone.

III.9. Bruit

Un état initial acoustique a été réalisé par APAVE NORD-OUEST SAS en 2019.

Les mesurages sont réalisés conformément à la méthode de mesures annexée à l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement (méthode d'expertise), ainsi qu'aux recommandations de la norme NF S 31-010, sans déroger à aucune de ses dispositions.

L'ensemble des équipements générateurs de bruit de l'établissement était en fonctionnement représentatif (informations fournies par DAILYCER).

L'ambiance sonore résiduelle, extérieure au fonctionnement de l'établissement, est due aux sources suivantes : Bruit routier, Site voisin.

Les points de mesure retenus pour caractériser la situation acoustique sont les suivants :

Point de mesure	Type de point	Situation
LP 1	LP/ZER	Limite de propriété industrielle représentative de ZER
LP 2	LP	Limite de propriété industrielle
ZER 1	ZER	Zone à émergence réglementée.



Figure 9 : Localisation des points de mesure (Source : Etude acoustique APAVE)

Résultats :

- Niveaux sonores mesures en zone à émergence réglementée : Non-conformité sur le point ZER 1.

Les valeurs du tableau de résultats ci-dessous sont arrondies à 0,5 dB(A) près selon la Norme NF S 31-010.

Point de mesure	Niveaux ambiants		Niveaux résiduels		Indicateur retenu ¹	Émergences en dB(A)		Conformité ²
	L _{Aeq} en dB(A)	L ₅₀ en dB(A)	L _{Aeq} en dB(A)	L ₅₀ en dB(A)		Mesurée	Autorisée	
Période diurne 7h-22h								
LP1	60,0	56,0	56,0	46,5	LAeq	4	5	C
ZER 1	54,0	51,0	54,0	44,5	LAeq	1	5	C
Période nocturne 22h-7h								
LP1	57,5	53,5	56,0	46,5	LAeq	1,5	3	C
ZER 1	49,5	47,0	42,0	41,5	LAeq	7,5	3	NC

- Niveaux sonores en limite de propriété : Les niveaux sont conformes :

Les valeurs du tableau de résultats ci-dessous sont arrondies à 0,5 dB(A) près selon la Norme NF S 31-010

Emplacements	L _{Aeq} en dB(A)	Niveaux limites autorisés en dB(A) ³	Conformité ⁴
Période diurne 7h-22h			
LP1	60	70	C
LP2	51	70	C
Période nocturne 22h-7h			
LP1	57	60	C
LP2	51	60	C

- Aucune tonalité marquée

Les mesurages des niveaux sonores émis dans l'environnement effectués le 12 décembre 2019 dans les conditions spécifiées ci-avant ont permis de montrer que les installations ne respectent pas tous les critères définis par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, En effet : Des émergences ont été enregistrées au point ZER en période nocturne.

L'étude intégrale est consultable dans les Annexes du DAE.

Il est à noter que l'analyse a été menée en décembre alors que l'activité habituelle d'une faisanderie à proximité n'était pas représentative pour déterminer bruit ambiant.

Ainsi, en accord avec la DREAL, des mesures complémentaires vont être menées pour confirmer ou infirmer les résultats. Ainsi, un nouvel état initial acoustique va être réalisé en fin décembre 2020, lors d'un arrêt de fonctionnement du site Dailycer. Ces mesures seront réalisées conformément à l'arrêté du 23/01/97 et mises en parallèle avec les résultats obtenus par APAVE en 2019.

III.10.Vibrations, Lumière

Sur le site actuel de Dailycer France, les bâtiments de stockage sont utilisés 24/24h et 7/7h et éclairés. Le personnel est présent en 3x8 du lundi au vendredi et en 2x12h les samedis et dimanche. Les horaires de réception et d'expédition engendrant des flux de camions sont : de 5h à 21h (Lundi au vendredi).

Le site ne génère pas de vibrations particulières.

IV. Environnement naturel

IV.1. Contexte bibliographique : zonages d'inventaires et de protection du patrimoine naturel

Les zones naturelles sensibles peuvent avoir différents statuts selon la nature des intérêts à préserver (faune, flore, biotope, zone humide, etc.), la taille des zones concernées, la sensibilité des espèces (niveau local, national ou international).

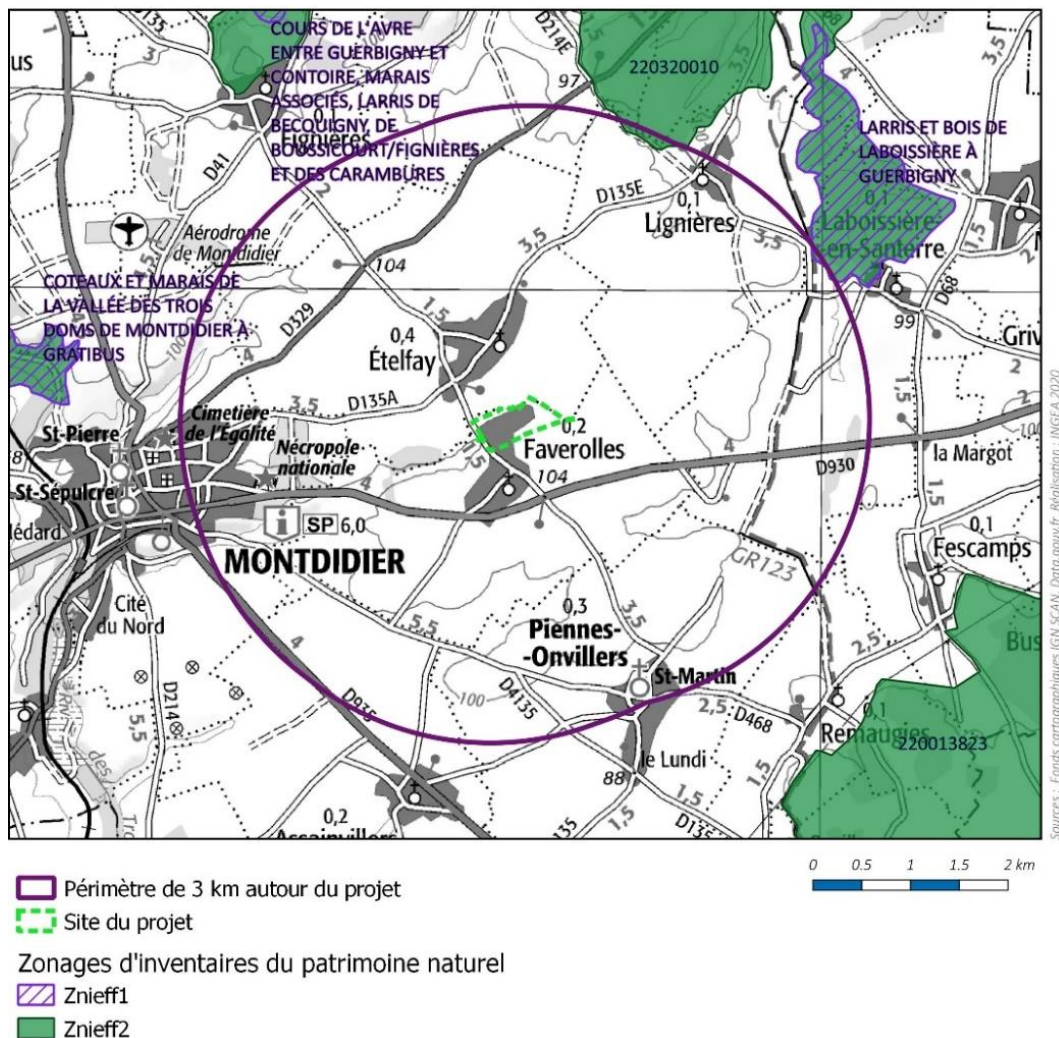
Les données administratives concernant les milieux naturels, le patrimoine écologique, la faune et la flore sont de deux types :

- **Les zonages réglementaires** : Zonages de sites au titre de la législation ou de la réglementation en vigueur dans lesquels des aménagements peuvent être interdits ou contraints. Ce sont principalement les sites réserves naturelles, les arrêtés préfectoraux de protection de biotope, les forêts de protection, les sites du réseau NATURA 2000.
- **Les zonages d'inventaires** : Zonages qui n'ont pas de valeur d'opposabilité mais qui ont été élaborés à titre d'avertissement pour les aménageurs. Ce sont les Zones d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) à l'échelon national, certains zonages internationaux comme les Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) à l'échelle européenne. Peuvent aussi être classés dans ces zonages les Espaces Naturels Sensibles, gérés par les départements.

Zonages d'inventaire et de maîtrise foncière	Zonages réglementaires	Trames et continuités écologiques
-Sites d'intérêt communautaire (SIC) -Zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO) -Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique ou floristique (ZNIEFF) -Espaces naturels sensibles (ENS)	-Sites Natura 2000 -Arrêtés préfectoraux de protection de biotope (APPB) -Parcs nationaux (PN) -Réserves naturelles	-Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) -Trames vertes et bleues locales (PLU et SCOT)

IV.1.1 Zonages d'inventaires du patrimoine naturel

La carte ci-après recense les zonages d'inventaire du patrimoine naturel présents autour du site d'étude, des ZNIEFF sont recensées à plus de 3 km autour du projet, aucune ZICO n'est concernée.



Carte 19 : Zonages d'inventaires du patrimoine naturel (Source : Data.gouv.fr, INPN)

IV.1.1.1 ZNIEFF (non contraignant mais prise en compte obligatoire)

Les ZNIEFF n'impliquent aucune contrainte réglementaire au sens strict sur ces espaces, cependant elles doivent être prises en compte obligatoirement dans le cadre de projets soumis à évaluation environnementale. Au-delà de l'aspect réglementaire, ces inventaires donnent de précieuses indications sur la qualité des milieux naturels et sur les espèces patrimoniales recensées. Le recensement de ces ZNIEFF s'appuie sur la présence d'habitats et d'espèces (faune et flore) déterminants dont la liste est définie à l'échelle régionale.

Les ZNIEFF sont divisées en deux catégories :

- Type I : d'une superficie assez limitée, elle renferme des espèces et des milieux rares ou protégés, elles sont fréquemment incluses dans une ZNIEFF de type II plus vaste. Elles sont définies par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares,

remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional.

- Type II : elle correspond à de grands espaces naturels offrant des potentialités biologiques importantes. Leurs délimitations s'appuient en priorité sur leurs rôles fonctionnels : grandes unités écologiques (massifs forestiers, bassins versants, estuaires, ensemble de zones humides, etc.), il peut également s'agir de territoires d'espèces à grand rayon d'action.

Sont recensées :

- 3 Znieff de type 1 à plus de 3 km du projet
- 2 Znieff de type 2 :
 - 220320010 au nord-est du site à 3 km du projet
 - 220013823 au sud-est du site à plus de 3 km du projet

Aucune ZNIEFF de type I ou II ne recoupe l'aire d'étude. Cependant, le projet est encerclé par plusieurs zonages mais qui n'ont pas de réelle continuité écologique entre le projet et ces espaces. L'enjeu est donc très faible.

Le site du projet n'est pas inclus dans un zonage ZNIEFF. La ZNIEFF la plus proche est à environ 3 km au nord-est de la zone. Aucune interaction (eau, air, sol) n'est attendue entre le projet et la ZNIEFF la plus proche.

IV.1.1.2 Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)

Les ZICO sont des zones choisies par le Ministère de l'Environnement en concertation avec de nombreux partenaires (scientifiques, associations de défense de l'environnement, ...) comme des zones d'intérêt majeur qui hébergent des effectifs d'oiseaux sauvages jugés d'importance communautaire ou Européenne.

Il s'agit de la première étape du processus pouvant conduire à la Désignation de ZPS (Zones de Protection Spéciales).

Les États peuvent faire l'objet de sanctions pour insuffisance de protection des ZICO. Il appartient donc notamment aux services de l'État dans leur ensemble, de veiller au respect de cette conservation des ZICO.

Aucune ZICO ne concerne le projet.

IV.1.1.3 Espaces naturels sensibles (ENS)

Les ENS ont pour objet la protection, la gestion et l'ouverture au public des Espaces Naturels Sensibles. Il prévoit un financement particulier permettant aux départements d'acquérir la propriété de ces terrains, le cas échéant par voie de préemption, de les aménager et de les entretenir.

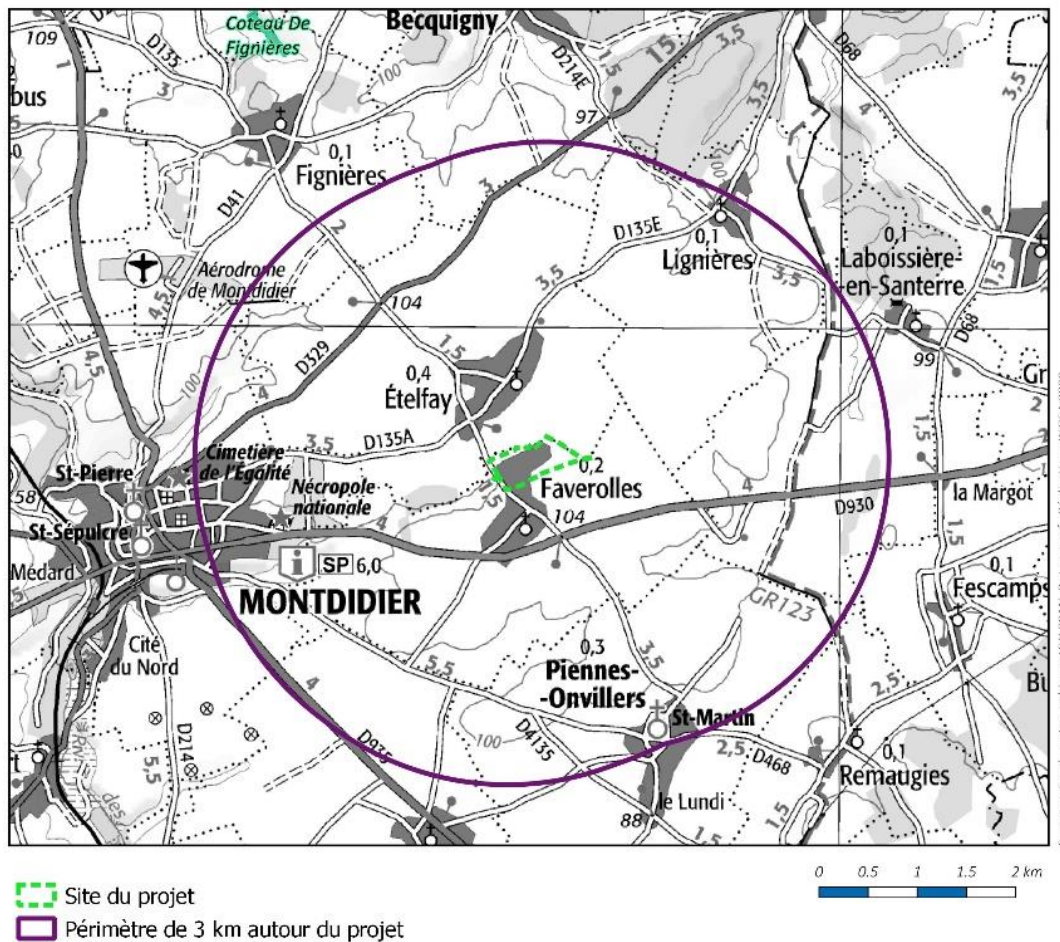
Le site du projet n'est pas concerné par un ENS.

IV.1.2 Zonages de protection du patrimoine naturel

La carte ci-après a pour but de recenser les zonages de protection réglementaire du patrimoine naturel éventuels présents autour du site d'étude (APB, sites Natura 2000 : ZSC-SIC, ZPS).

Comme le montre la carte ci-après seul un APB est recensé à 4,5 km au nord-ouest du site, et qui est par ailleurs un territoire géré par le conservatoire des espaces naturels : Le Larris du Brûle (FR1501825).

Aucun site Natura 2000 n'est recensé dans un rayon de 3 km autour du projet.



Carte 20 : Zonages de protection du patrimoine naturel (Source : Data.gouv.fr, INPN)

IV.1.2.1 Sites Natura 2000

L'application de la Directive « Habitats », le 21 mai 1992, a induit la constitution d'un réseau européen de sites naturels d'importance communautaire, nommé réseau Natura 2000.

Le réseau Natura 2000 est le résultat de la mise en œuvre de deux directives européennes. Il est constitué de :

- Les Zones Spéciales de Conservation (ZSC) ou Sites d'Importance Communautaire (SIC)- Directive « Habitats » du 21 mai 1992 ;
- Les Zones de Protection Spéciale (ZPS) -Directive « Oiseaux » du 30 novembre 2009.

Certaines espèces (Annexe I de la Directive Oiseaux et Annexe II de la Directive Habitats) et certains habitats (Annexe I de la Directive Habitat), qualifiés d'intérêt communautaire justifient la désignation des sites inclus dans le réseau Natura 2000.

La zone Natura 2000 la plus proche est située à environ 13 km au nord-ouest du projet. Il s'agit du site FR2200359 - Tourbières et marais de l'Avre de 322 ha. L'intérêt du site est qu'il condense en un espace relativement restreint l'éventail des potentialités aquatiques, amphibies et hygrophiles du système, grâce à un réseau bien préservé d'étangs, vases et tremblants tourbeux, roselières, cariçaies et stades de boisement. Le site présente un intérêt pour les insectes et certaines espèces d'oiseaux paludicoles menacées au niveau national.

Le site du projet ne comporte pas d'habitats similaires et ne présente aucun lien ou potentialité d'interaction avec des espèces recensées au niveau de ce site du réseau Natura 2000.

La zone d'étude n'est inscrite dans aucune zone Natura 2000.

IV.1.2.2 Arrêté de protection de biotope (APB)

Les arrêtés préfectoraux de protection de biotope ont été instaurés par le Décret du 25 novembre 1977, en application de la loi du 10 juillet 1976.

Les APB permettent aux préfets de département de fixer les mesures tendant à favoriser, sur tout ou partie du territoire, la conservation des biotopes nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie d'espèces protégées et à interdire des actions pouvant porter atteinte à l'équilibre biologique des milieux. Les APPB visent à la conservation de l'habitat d'espèces protégées.

→ Seul un APB Coteau de Fignièrès est recensé à environ 4,5 km au nord-ouest du projet, sur la commune de Fignièrès.

Ce site est par ailleurs un territoire géré par le conservatoire des espaces naturels : Le Larris du Brûlé (FR1501825).

Il occupe un espace de 4 hectares orienté sud-ouest au lieu-dit "Le Brûlé" sur le territoire de la commune de Fignièrès. Ce coteau calcaire bénéficie d'un Arrêté de Protection de Biotope depuis le 27 Avril 1999.

Le site fait partie de la Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et floristique (ZNIEFF) n° 80SAN112 (Cours de l'Avre entre Guerbigny et Contoire, Marais associés, Larris de Becquigny, de Boussicourt/Fignièrès et des Carambures).

Parmi les mammifères, on trouve du gibier (Lapin de garenne, chevreuil, Sanglier) mais aussi des espèces protégées telles que le Hérisson, la Fouine, la Belette et l'Hermine.

Le projet ne concerne aucune zone Natura 2000, Zone Humide, Réserve ou Parc Naturel Régional, Arrêté de Biotope ou tout autre espace protégé.

IV.2. Continuités écologiques

A l'échelle régionale, le projet est compris dans la feuille 18 de l'atlas cartographique du SRCE de Picardie. Aucun réservoir de biodiversité identifié à l'échelle régionale ne concerne le site du projet. Le site n'interrompt aucun corridor identifié dans le SRCE et ne se situe pas sur des secteurs visés pour la reconnexion de corridors, et ne constitue pas un point de conflit. Le site du projet est situé en contexte agricole déconnecté des corridors identifiés dans le SRCE.

A une échelle plus précise, le site s'insère au sein d'une parcelle déjà industrialisée ne comportant pas de fonctionnalité de continuité écologique particulière.

IV.3. Zones humides

La commune de Faverolles fait partie des communes dont l'inventaire des zones humides est en cours de réalisation ou validation. Aucune enveloppe de relocalisation de zone humides n'est présente sur la commune.

Mais les relevés piézométriques connus sur le site n'indiquent pas de remontée de nappe avérée. De plus les emplacements prévus pour l'aménagement du projet ne concernent pas de zones naturelles, et prennent place au des surfaces déjà aménagées et pour la plupart largement imperméabilisées.

Une large zone humide (800ha environ) est recensée liées aux formations forestières au niveau de Fescamps et Bus-la Mézière à environ 5 km au sud-est du site du projet.

IV.4. Synthèse : enjeu écologique très faible

L'enjeu lié au projet est très faible à nul.



Figure 10 : Vue en direction du projet depuis la 930 au sud du projet (Source Google Street View)

Idem depuis la rue Lory au nord du site (croisement intersection RD 135 et RD 135E. Les perceptions visuelles sont bloquées par la présence de bâtis d'habitations et d'éléments arborés de grande hauteur de part et d'autre de la route.



Figure 11 : Vue en direction du projet depuis rue Lory au nord du projet (Source Google Street View)

C'est seulement depuis la RD 135, à partir de la sortie sud du hameau d'Etelfay au nord du projet, en bordure de la dernière maison (bordée par une haie), que le site Dailycer France actuel est nettement visible.

Depuis la sortie nord du hameau de Faverolles, au sud du projet, les bâtiments de Dailycer France sont partiellement visibles.

V.2. Eléments du patrimoine et Archéologie

V.2.1 Monuments historiques

Dans un périmètre de 5 km autour du projet aucun site classé ou inscrit n'est recensé.

Par ailleurs, 5 monuments classés ou inscrits au titre des monuments historiques sont recensés à moins de 5 km du projet :

- Montdidier : Eglise St Pierre , à environ 3,5 km du projet.
- Montdidier : Eglise St Sépulcre, à environ 3,5 km du projet.
- Montdidier : L'hôtel de ville (art déco) inscrit. Ces deux églises et l'hôtel de ville font partie d'un même périmètre de protection.
- Becquigny : Ancienne église classée, à 4,5 km au nord du projet. Le périmètre de protection

est de 500 m autour du portail.

- Piennes Onvilliers : L'église est classée, à environ 4 km au sud du projet. Le périmètre de protection est de 500 m autour de l'église.

Le projet est situé en dehors des périmètres de protection des monuments historiques.

V.2.2 Sites archéologiques

D'après l'atlas des patrimoines sur le site du ministère de la culture, Faverolles n'est pas concernée par une zone de présomption de sites archéologiques. Les zones les plus proches sont situées dans le bourg de Montdidier à l'ouest et sur la commune de Fescamps à l'est.

Ainsi, les perceptions visuelles du site Dailycer France dans le paysage actuel ne concernent aucun monument historique ni site classé ou inscrit. Le site n'est aujourd'hui visible que dans un périmètre très restreint, depuis axes routiers départementaux longeant le projet (RD 135) et les secteurs d'habitat proches (< 1 km).

V.3. Synthèse : Enjeu paysager et patrimonial faible

Le site d'implantation du projet est déjà concerné par la présence de bâtiments industriels, et hangars.

Le projet a fait l'objet d'une procédure de cas par cas, et l'Autorité environnementale n'a pas non plus jugé d'un enjeu particulier dans la mesure où le projet s'implante dans un contexte à l'ambiance industrielle ponctuelle déjà présente. Une tour de séchage d'une hauteur de 25 m est déjà présente sur site.

L'insertion visuelle du projet est néanmoins étudiée et les photomontages sont présentés en Annexes du DAE.

PARTIE 3. Analyse des effets directs et indirects, permanents et temporaires du projet sur l'environnement

I. Impacts et mesures sur le Paysage, Sites et patrimoine

I.1.Impacts

Les impacts visuels du projet de bâtiment de stockage de grande hauteur sont moindres, dans la mesure le bâtiment s'insère dans un contexte visuel industriel déjà existant.

Le bâtiment d'une hauteur de 34 m, sera uniquement visible depuis quelques zones d'ouvertures visuelles proches : les sorties de hameau de Etelfay et Faverolles, et depuis certains points de la RD 135 sur les portions non bordées d'arbres, haies ou d'éléments bâtis, et notamment la portion qui longe le site.

Depuis ces zones où le bâtiment sera visible, le gabarit du bâtiment de grande hauteur (34 m) apparaît dans le paysage comme s'insérant en prolongement de la silhouette globale des bâtiments existants du site dont la hauteur est comprise entre 8 m et 25 m pour la tour de séchage existante.

Dès qu'on s'éloigne du projet, les perceptions visuelles nettes sont moindres, en effet, le secteur est peu densément habité, les bourgs proches et autres axes routiers ne sont pas tournés en direction du projet. Le projet apparaît donc comme dissimulé derrière la végétation, le léger relief, ou les éléments bâtis.

Le projet n'implique pas de perception visuelle de nature à modifier l'ambiance paysagère du secteur. Il s'inscrit en dehors de tout périmètre de protection au titre des monuments historiques.

Il est à noter que le projet a fait l'objet d'une procédure de cas par cas, et l'Autorité environnementale n'a pas non plus jugé d'un enjeu particulier dans la mesure où le projet s'implante dans un contexte à l'ambiance industrielle ponctuelle déjà présente et où une tour de séchage de 25 m est déjà présente sur site à proximité immédiate de la zone d'implantation du bâtiment grande hauteur.

Les vues d'insertion paysagères sont présentées en Annexes du DAE.

I.2.Mesures

Les structures élevées disposent de teintes choisies qui permettent au bâtiment de mieux s'harmoniser avec l'existant.

L'architecture a été étudiée afin de respecter une certaine homogénéité et harmonie dans le paysage du secteur. Le projet n'impactera que faiblement l'aspect paysager global des alentours.

Le bâtiment bénéficiera d'un entretien régulier. Les abords du site seront soignés : pelouses entretenues, arbres, plantations.

II. Impacts et mesures sur le milieu naturel

II.1. Impacts sur les habitats, la faune et la flore

Le terrain d'assiette du projet ne présente pas un enjeu écologique fort.

Le projet s'implante en lieu et place d'un parking existant sur le site de Dailycer France et de l'ancien site de Nutrimaine (bâtiment existant). Les parcelles concernées sont donc déjà imperméabilisées en grande partie et ne présentent pas d'intérêt écologique.

Le projet ne concerne aucune zone Natura 2000, Zone Humide, Réserve ou Parc Naturel Régional, Arrêté de Biotope ou tout autre espace protégé.

La présence d'éclairage de nuit crée un éclairage artificiel pouvant déranger le cycle biologique des espèces animales en présence.

Néanmoins, le site est déjà existant et éclairé partiellement la nuit. Les dispositifs d'éclairage ne sont implantés que sur les secteurs nécessaires pour assurer la sécurité des travailleurs sur site. De plus le site du projet est très peu favorable à la faune et ne présente pas d'enjeu particulier.

Le projet d'extension du site, n'ajoute pas d'impact lumineux supplémentaire significatif.

La phase chantier pourra générer des flux de véhicules supplémentaires, des bruits des engins de chantier. Le site ne présente pas d'intérêt ni d'enjeu particulier pour la faune. Le dérangement éventuel d'espèces est donc négligeable.

Ainsi, aucun impact dû à la phase chantier n'est attendu.

Par conséquent, le projet n'aura pas d'effet direct sur les habitats naturels, la faune et la flore.

II.2. Impacts sur les zones humides

Les bâtiments projet s'implantent en lieu et place d'un parking existant imperméabilisé. Les voiries créées ne concernent aucune zone humide.

II.1. Mesures

La réduction de l'impact au sol du projet a permis d'optimiser les surfaces laissées végétalisées, et ce même si aucun habitat d'espèces protégées n'est affecté. L'ensemble des espaces qui ne sont pas strictement nécessaires au projet seront laissés libres et végétalisés.

III. Eaux

Le projet est concerné par la rubrique 2.1.5.0 de la loi sur l'eau concernant le rejet des eaux pluviales.

Rubriques	Rayon d'affichage	Régime actuel	Régime futur	Désignation de l'activité	Capacité actuelle	Capacité future (après extension)
		Nomenclature Loi sur l'Eau				
2.1.5.0	SO	D		Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha		5,56 ha

III.1. Caractéristiques du projet

III.1.1 Alimentation en eau

L'alimentation en eau potable pour les activités du site sera inchangée par rapport à l'existant.

Des canalisations permettront l'alimentation en eau potable du site : les RIA (robinet d'incendie armé) et les cuves qui alimenteront le sprinklage et les poteaux incendie. Le réseau sera donc séparé en deux :

- Un réseau pour l'alimentation en eau du site ;
- Un réseau pour l'alimentation en eau du réseau incendie.

Ces deux réseaux seront munis de disconnecteurs et de compteurs.

III.1.2 Consommation d'eau potable

La consommation estimée d'eau potable du site Dailycer France restera de 72 000 m³/an.

Cette eau sera utilisée pour (hors besoin d'eau en cas d'incendie) :

- L'activité de production,
- Le nettoyage des locaux,

- Les sanitaires et la cuisine : 353 personnes sur site ; (incluant +10 personnes par rapport à l'existant)

III.1.3 Impacts liés à la consommation d'eau

Le nouveau bâtiment de stockage de grande hauteur n'implique pas d'augmentation significative de la consommation en eau. La consommation supplémentaire d'eau liée aux 10 employés supplémentaires est estimée à 125 m³/an, (50L/j/personne) et peut être considérée comme très faible à l'échelle du site complet.

L'impact lié au volume d'eau supplémentaire qui sera consommé avec la mise en œuvre du projet sur la nappe de la craie est négligeable.

III.1. Collecte et Rejets des eaux du projet

III.1.1 Eaux pluviales

Le projet va conduire à l'imperméabilisation de surfaces par la construction de nouveaux bâtiments et voiries d'accès.

Il est à souligner que l'implantation d'un bâtiment de grande hauteur permet de réduire l'emprise au sol du bâtiment et ainsi de réduire la surface imperméabilisée par rapport à un bâtiment de même capacité mais de hauteur inférieure (surface plus grande). Ce choix permet de limiter l'artificialisation de nouveaux espaces adjacents.

Les voiries et accès projetés ont été étudiés et dimensionnés pour un usage strictement nécessaire à la circulation des poids lourds, engins de secours et permettent par ailleurs de conserver une sécurité entre véhicules légers, véhicules lourds et piétons, limitant ainsi les accidents. L'imperméabilisation des surfaces correspondra uniquement à ce qui est nécessaire à l'exploitation et au bon fonctionnement du site. Les espaces restants seront végétalisés.

La voirie pompiers créée à l'ouest du bâtiment sera perméable afin de limiter les secteurs d'imperméabilisation du site.

III.1.2 Doctrine des hauts de France

Les SDAGE Artois-Picardie rappelle la nécessité de maîtriser et collecter les rejets d'eaux pluviales en limitant leur ruissellement. Afin de ne pas aggraver les problèmes d'inondation, tout projet de rejet en milieu superficiel doit assurer le tamponnement conduisant à un débit de rejet inférieur ou égal à celui du sol avec une couverture végétale naturelle. Ce débit de rejet est le débit de fuite maximal défini pour l'ouvrage de tamponnement. Le principe est de rendre l'aménagement et l'imperméabilisation neutres hydrauliquement.

Selon la note dite doctrine des Hauts de France relative à la gestion des eaux pluviales au sein des ICPE soumises à autorisation validée le 30 janvier 2017, la hiérarchisation des modes de gestion des

eaux pluviales sur les ICPE, rappelée dans le référentiel pour la constitution d'un DDAE, est la suivante

- 1) la réutilisation des eaux pluviales dans le process,
- 2) l'infiltration dans le sol (noues enherbées, bassin d'infiltration, chaussées réservoirs...) sous réserve d'une vérification préalable de la faisabilité technique,
- 3) le rejet vers le milieu hydraulique superficiel,
- 4) en dernier lieu, par raccordement à un réseau public existant :

a) vers un réseau pluvial,

b) vers un réseau unitaire, sous réserve de la démonstration qu'aucune autre méthode n'est possible, et de la vérification de la compatibilité entre les effluents et le fonctionnement du système d'assainissement global par son gestionnaire, car certains systèmes d'assainissement unitaires présentent des surcharges marquées et le raccordement d'effluents supplémentaires peut remettre en cause le fonctionnement de la station d'épuration et des réseaux d'assainissement (déversoirs d'orage). Il est rappelé que, pour un raccordement, l'accord préalable du gestionnaire du réseau est obligatoire (via l'autorisation de raccordement).

Dans le cas de l'extension d'un établissement déjà soumis à Autorisation ICPE, et régulièrement autorisé, la présente doctrine s'appliquera exclusivement pour la gestion des eaux pluviales de l'extension.

D'après la note de doctrine, les périodes de retour (correspondant à l'événement pluvieux de référence) et débits de fuite à retenir, pour le bassin versant de la Somme, sont : une période de retour 20 ans et un débit de fuite maximal admissible de 3 L/s/ha.

Bassin versant	Période de retour	Débit de fuite maximal admissible (L/s/ha)
Authie	20 ans	3
Canche		
Clarence		
Lawe		
Somme		

Les coefficient Montana utilisés sont ceux de la station d'Abbeville, pour des pluies d'une durée de 0 à 24h :

$$a = 12,43$$

$$b = -0,786$$

Les calculs du paragraphe suivant sont réalisés sur la base de la méthode des pluies.

Selon la note dit doctrine des Hauts de France et conformément au règlement du SAGE :

Le mode de gestion des eaux pluviales interceptées par les nouvelles toitures et voiries créés par le projet (sur les sites de Dailycer France et Nutrimaine) respectera le niveau 2 de la hiérarchisation : l'infiltration dans le sol.

En ce qui concerne la rétention des eaux d'extinction incendie la doctrine indique :

« S'il est envisageable que le bassin de tamponnement des eaux pluviales et le bassin de rétention des eaux ayant servi à l'extinction d'un éventuel incendie soient communs (circulaire ministérielle du 17 décembre 1998 qui explicite les principes de l'arrêté ministériel du 2 février 1998), l'inspection des

installations classées n'a pas à orienter plutôt vers cette solution ou vers la solution de deux bassins distincts. Il revient à l'exploitant de déterminer en fonction des contraintes inhérentes à son site et son activité s'il s'oriente vers deux bassins ou un bassin commun.

Dans le cas d'un bassin unique, la capacité de ce dernier devra alors au moins être égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 1^{er} cas : volume obtenu à partir de la période de retour définie dans le tableau du chapitre 2.1 de la présente note (20 ans pour le BV de la Somme),
- 2^{eme} cas : la somme du volume de la pluie décennale et volume des eaux d'extinction incendie à retenir (généralement défini par la méthode de calcul du référentiel D9A) duquel on soustrait les « volumes d'eaux liés aux intempéries » prévus par la D9A . »

Le volumes nécessaires ont donc été évalués pour les deux modalités.

III.1.3 Dimensionnement des bassins

Dimensionnement du volume d'eau pluviales rejeté

Les surfaces prises en compte sont les suivantes :

	Surface apport voirie	Surface apport toiture
Dailycer France (créé + existant) ouest	Voirie autour TK 8 257m ² Voirie existant partie SUD 707m ² Voirie partie NORD 1 966m ²	24 982 m ² (TK + Existant sauf U4)
Nutrimaine	13 617m ²	4 300m ² (Existant)

Les D9A (capacité de stockage à mettre en rétention pour les eaux d'extinction) ont été calculées pour la zone de production et pour le transtockeur, les scénarios selon la doctrine Hauts de France « pluie de reotur 20 ans » et « pluie de retour 10 ans + volume D9A – volume d'eau intempéries » sont comparés ci-après.

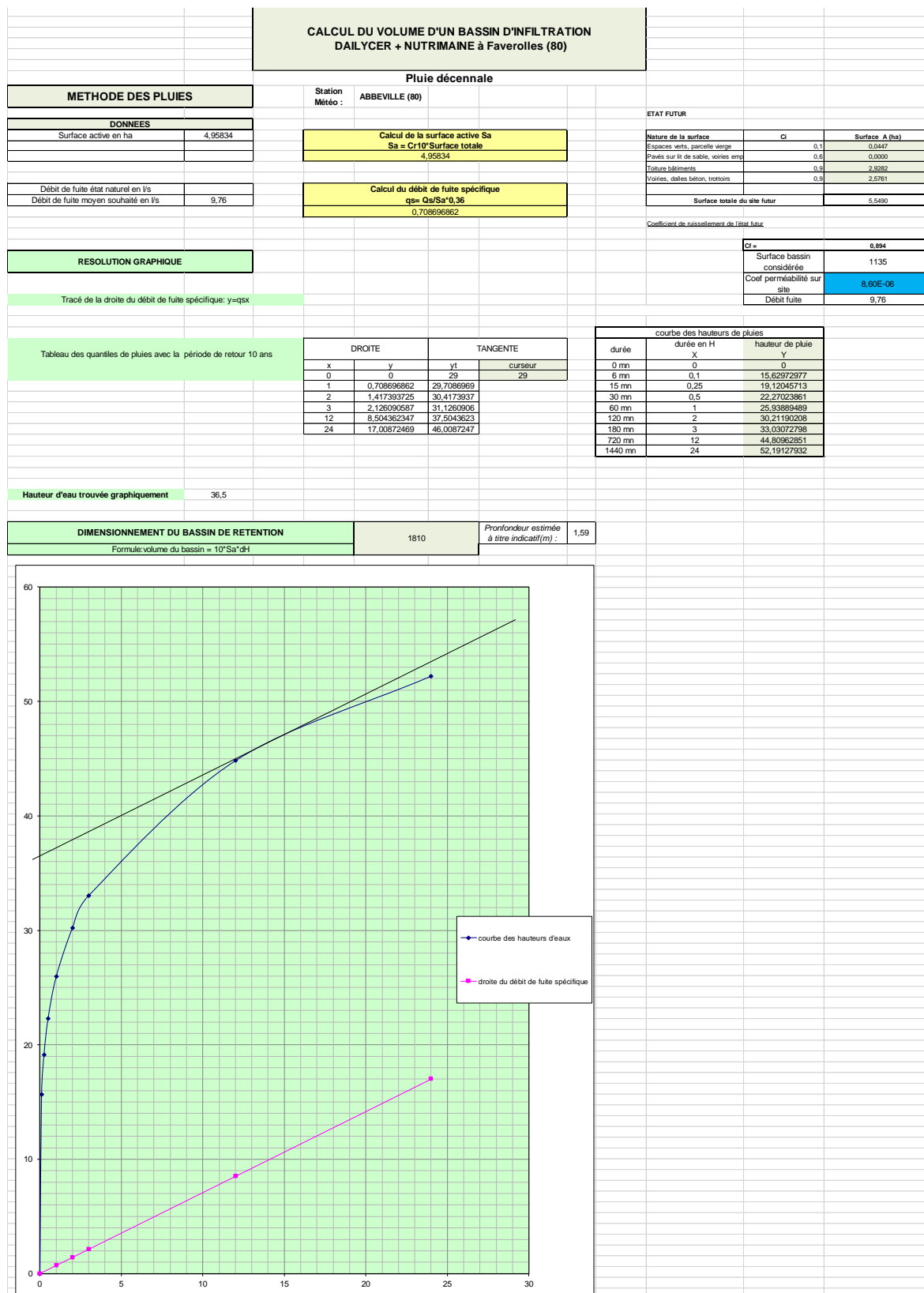
1^{er} cas : Le volume de bassin d'orage basé sur une pluie de retour 20 ans est de :		2^{eme} cas : Le volume de bassin d'orage basé sur une pluie de retour 10 ans + volume D9A – volume d'eau intempéries est de :		
CALCUL	Valeurs	CALCUL	Valeurs zone production	Valeurs Transtockeur
Pluie de retour 20 ans	2132 m ³	Pluie de retour 10 ans	1810 m ³	1810 m ³
		+ volume D9A	+1770 m ³	+1830 m ³
		Partie stockée dans le TK	-500 m ³ dans bassin existant est	-180 m ³ stocké dans le TK
		– volume d'eau intempéries (10l/m ²)	-550 m ³	-550 m ³
TOTAL	2132 m³	TOTAL	2530 m³	2 910 m³

La valeur la plus grande est celle du cas n°2 : Le bassin étanche aura un volume de rétention a minima de 2 910 m³.

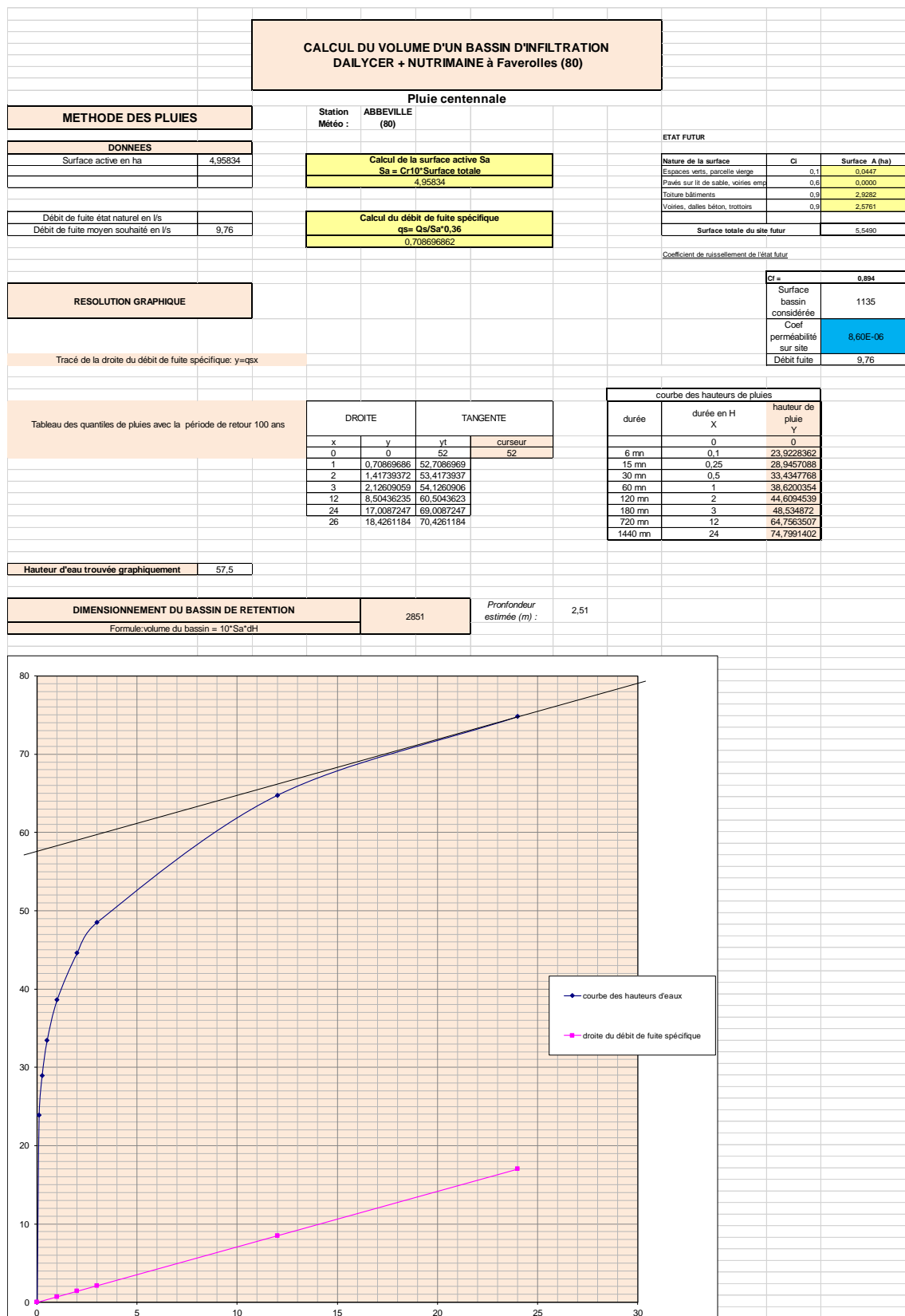
Les fiches de calculs du dimensionnement des bassins de collecte et d'infiltration des eaux pluviales sont présentées ci-après :

Les calculs sont basés sur l'hypothèse d'un bassin d'infiltration de 1135 m².

Pluie décennale :



Pluie centennale :



Un bassin étanche et un bassin d'infiltration communiquants seront créés à l'ouest du nouveau bâtiment.

Le bassin étanche d'un volume utile de 2910 m³ (D9A + décennale – intempéries, conformément à la Doctrine Hauts de France) permettra le confinement des eaux d'extinction (par fermeture de son orifice de sortie). Ce bassin servira également de bassin de tamponnement des eaux pluviales liées au projet avant leur infiltration dans le second bassin.

Les eaux pluviales seront donc infiltrées sur le site au nord du bassin étanche.

Une surface de terrain infiltrante de 1135 m² (et profondeur) permettra l'infiltration de l'ensemble des eaux pluviales du site.

Par ailleurs, le volume d'eaux pluviales à infiltrer en cas de pluie centennale a été évalué à 2 851 m³. Avec le bassin de confinement des eaux d'extinction 2 910 m³ et la zone d'infiltration 1 135 m², le site sera capable de gérer les eaux pluviales en cas de survenance d'une pluie centennale.

Afin de valider le mode de gestion des eaux pluviales par infiltration, des tests de perméabilité ont été réalisés sur site au droit de 3 emplacements envisagés pour le positionnement du bassin d'infiltration.



Carte 22 : Emplacement des tests de perméabilité (Source : GEOMECA Agence Nord)

Les résultats de l'étude de perméabilité présentés en Annexes du dossier DAE indiquent des coefficients de perméabilité suivants :

- EP1 : 2.7×10^{-6}
- EP 2 : 8.6×10^{-6}
- EP 3 : 2.2×10^{-6}

Ces résultats indiquent un degré de perméabilité « faible » selon G. Philipponnat et B. Hubert (« Fondations et ouvrages en terre », 1979).

La canalisation qui relie les deux bassins (étanche et infiltration) permet au bassin amont de se vidanger progressivement au fil de l'infiltration en aval.

La collecte des eaux pluviales (EP) sera répartie ainsi :

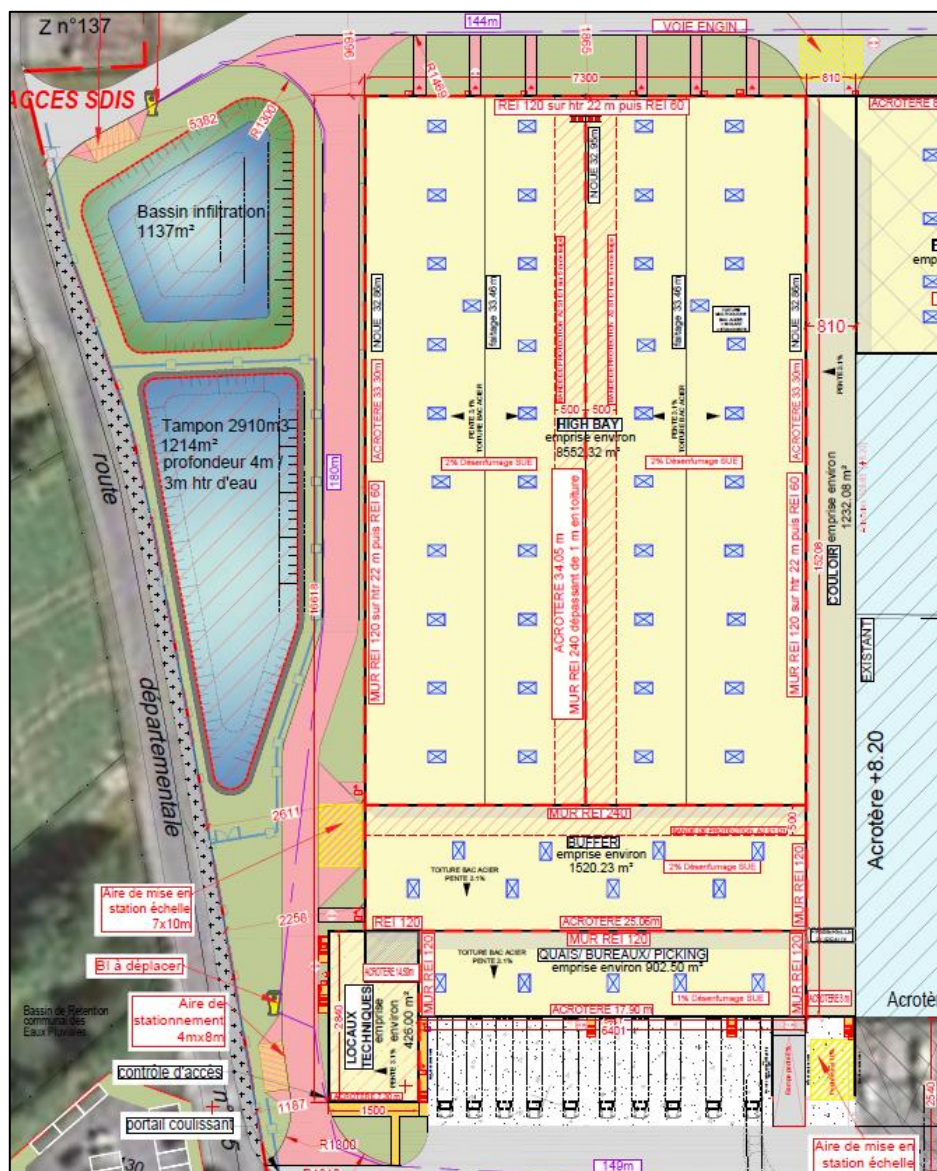
Bassin de collecte des EP	Répartition des toitures et voiries collectées
Bassin créé ouest	<ul style="list-style-type: none">- Eaux pluviales des toitures et voiries créées* sur le site Dailycer France : toiture bâtiment stockage transtockeur, extension de la zone de production, bureaux. * (à l'exception de la voie pompiers à l'ouest non-imperméable).
	<ul style="list-style-type: none">- Eaux pluviales des toitures et voiries de l'existant (Dailycer France) qui étaient collectées dans un bassin à l'ouest du site (recouvert pour la création du nouveau bâtiment de stockage) : toitures U1, U2, U3 et voiries nord et sud.
	<ul style="list-style-type: none">- Eaux pluviales des voiries et toitures du site Nutrimaine (dont l'acquisition est envisagée) seront également collectées et acheminées vers le nouveau bassin étanche de rétention avant infiltration dans le sol.
Bassin existant Est	<ul style="list-style-type: none">- Les surfaces (toitures et voiries) déjà interceptées par le bassin est restent inchangées (U4, voiries est du site). Le bassin Est ne sera pas modifié

En raison de la présence des polluants liée au trafic de véhicules sur site, les eaux de voiries sont préalablement traitées par séparateurs d'hydrocarbures avant rejet dans les bassins.

Les ouvrages de rétention et d'infiltration créés ont fait l'objet d'un dimensionnement prenant en compte les nouveaux volumes d'eaux générées par le projet.

La rétention prévue sur le site est suffisante pour contenir le volume décennal + D9A – eaux des toitures (10l/m²).

Des vannes de barrage seront installées sur les réseaux afin de contenir les eaux polluées d'extinction d'incendie le cas échéant.



Carte 23 : Bassins créés à l'ouest du site (Source : Aconstruct, Juin 2020)

III.1.4 Eaux usées

Concernant les eaux liées à la production : Le projet n'envisage pas d'augmentation du volume de rejet d'eau usées de production.

Concernant les eaux sanitaires : Le projet prévoit l'embauche de 10 employés supplémentaires (passage de 343 à 353 employés). L'augmentation de la consommation d'eau et des rejets liés est estimée à 125 m³ 50L/j/personne. L'impact est négligeable.

Les eaux sanitaires rejoindront le réseau communal de Faverolles.

III.1.5 Synthèse de la collecte et des rejets d'eaux du projet

Le tableau suivant résume les points précédemment évoqués correspondant à la gestion des eaux pluviales du projet :

	Situation projetée
Réseaux	Réseaux séparatifs : <ul style="list-style-type: none">• Eaux usées : sanitaires• Eaux usées : production• Eaux pluviales de toiture• Eaux pluviales de voirie
Eaux pluviales	Les eaux pluviales du Site Dailycer France (partie ouest) et du site Nutrimaine (intégral) seront collectées via le nouveau bassin de confinement des eaux d'extinction (à l'ouest du TK) puis infiltrées dans le sol, les eaux de voiries seront traitées par un séparateur hydrocarbures
Eaux usées sanitaires	Les eaux usées sanitaires rejoindront le réseau communal de la ville de Faverolles

Tableau 3 : Synthèse de la gestion des eaux

III.2. Impacts des rejets d'eau du projet

III.2.1 Eaux pluviales

La qualité de l'exutoire et du milieu récepteur peut être modifiée :

- Par le rejet d'eau chargée en Matière en Suspension (MES),
- Par des rejets accidentels d'hydrocarbures, de produits à usage industriel ou par le rejet d'eau d'extinction d'incendie,
- Par une pollution chronique, hydrocarbures ou métaux lourds, en relation avec le trafic routier,
- Par une pollution saisonnière : traitement des chaussées en période hivernale, entretien des espaces verts.

III.2.2 Impact pendant la phase travaux

La phase travaux est destinée à durer environ 12 à 15 mois.

Pendant cette étape certaines dispositions seront prises afin de réduire l'impact du chantier sur le milieu.

Comme pour tous les chantiers, les produits liquides seront stockés sur rétention, il n'y aura pas de cuve de stockage de carburant pour les engins de chantier sur le site.

Il est à noter qu'en cas de remontée exceptionnelle de la nappe, les travaux devront être stoppés et le repliement du chantier devra pouvoir être effectué afin de minimiser les risques de pollution. Le risque de remontées de nappes est cependant très faible (Il est à noter qu'aucune zone de remontée de nappe identifiée au niveau du site).

Le chantier n'est pas situé en bordure de cours d'eau ou en zone humide.

Les mesures suivantes doivent être prises en compte :

- Imperméabilisation des zones de travail, voiries provisoires praticables et nettoyables ;
- Par temps sec, arrosage pour éviter les envols de poussière ;

	Rejet	Impact	Conformité	Traitement
Eaux sanitaires	Eaux usées	Oui	Oui	Réseau d'eaux usées public de la commune de Faverolles, puis station d'épuration des eaux communale de Faverolles
Eaux pluviales toitures	Eaux pluviales	Oui	Oui	Collectées vers le bassin de rétention des eaux d'extinction avant infiltration sur site.
Eaux pluviales de voirie	Eaux pluviales	Oui	Oui	Traitées via séparateur hydrocarbures, Puis collectées vers le bassin de rétention des eaux d'extinction avant infiltration sur site.

Tableau 4 : Synthèse des impacts et modes de traitement des rejets d'eaux dans l'environnement

IV. Impacts et mesures : Air

IV.1. Description des rejets

Les équipements pouvant générer des émissions atmosphériques relatives au futur projet sont les suivants :

- Les PL et les VL qui génèrent des gaz de combustion.

Aucune chaudière/organe de combustion n'est ajouté.

Le tableau ci-dessous synthétise les différents rejets dans l'atmosphère :

Equipement	Puissance	Rejets
Trafic des véhicules	Sans objet	CO, SO ₂ , NO _x , CO ₂ , poussières

Tableau 5 : Synthèse des rejets atmosphériques du projet

Les gaz d'échappement proviennent ainsi du trafic des poids lourds et des véhicules légers sur site. Le trafic actuel sur site est d'environ 44 PL/jour en moyenne pour l'expédition (contre 30 à 35 pour l'actuel).

Les émissions seront diffuses dans l'air et non-restreintes au site (émissions tout au long du trajet d'un véhicule).

L'émission journalière en gaz d'échappement de l'ensemble des véhicules du site est estimée page suivante.

Le calcul est réalisé en prenant en considération des hypothèses suivantes :

- Pour les poids lourds : moteur de poids lourds consomme en moyenne 33 l pour 100 km (PL dont le PTAC est supérieur à 34 tonnes), fonctionnant 8 heures par jour et donc parcourant une distance de 720 km, soit une consommation par camion de 237 l qui correspondent à 2 300 kWh. Le rejet de polluant se base sur la norme Euro 6, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2014.

Norme PL	NO _x	CO	HC	Particules
Euro 6	0.4(g/kWh)	1.5(g/kWh)	0.13(g/kWh)	0.01(g/kWh)
Nombre PL total à terme : 44	40,48 kg	151,80 kg	13,16 kg	1,01 kg
Nombre PL ajouté : 9	0,36 kg	1,37 kg	0,12 kg	0,01 kg

Pour les véhicules légers : 30 km aller / 30 km retour (moyenne pour les travailleurs du site) et norme Euro 6b pour le diesel (mise en circulation à partir de janvier 2015 – moyenne du parc roulant)

Les rejets journaliers issus de la circulation journalière moyenne des véhicules légers du futur site sont les suivants :

Norme VL	NO _x	CO	HC	Particules
Euro 6b	80 (g/km)	500 (g/km)	- (g/km)	6x10 ¹¹ (nb/km)
Nombre VL total à terme : 353	1694,40 kg	10590,00 kg	-	1,58E-10 kg
Nombre VL ajouté uniquement : + 10	16,94 kg	105,90 kg	-	1,58E-12 kg

Les rejets journaliers issus de la circulation en des véhicules liés uniquement au nouveau projet (+ 9PL/J et +10VL/j) sont les suivants :

		Emissions totales journalières (kg)			
Type de véhicules	Nombre de véhicules	NO _x	CO	HC	Particules
PL	+9 PL/ jour	0,36	1,37	0,12	0,01
VL	+10 VL/ jour	16,94	105,90		1,58E-12

Détail sur les flux de poids lourds

Les nouveaux bâtiments du site Dailycer France vont engendrer une augmentation du trafic en passant de 35 PL/j pour la partie existante à 44 PL/j au total.

En parallèle, le projet permet de supprimer les émissions de CO₂ liées au transit des camions entre le site actuel de production de Faverolles et le site de stockage de Roye à 15 km (25 PL/j sur ce trajet).

Grâce au projet, l'intégralité du stockage sera effectuée sur le site de Faverolles.

Flux amont

Le flux amont est quasi-inexistant puisque l'ensemble des produits proviendra de l'usine Dailycer en prolongement du projet de Transtockeur. Les produits seront acheminés par convoyeurs et il n'y aura donc pas de déplacements de camions pour transporter les produits entre l'usine et la zone de stockage. Ces véhicules se déplacent de façon autonome sans intervention humaine. Les technologies d'automatisation traditionnelles sont le filoguidage, le laser guidage et l'optoguidage.

Flux aval

En ce qui concerne la gestion des flux aval (quasi 100 %), la mise en place d'une solution de distribution mutualisée (utilisation d'un même camion pour acheminer les marchandises chez le client) pourra avoir un impact positif sur les trafics par la réduction du nombre de camions transportant les produits.

IV.2. Impact des rejets dans l'air du site

En considérant que la circulation de véhicules est la source principale des rejets dans l'air ajoutée par le projet, et ainsi ce qui définit la qualité de l'air globale, l'impact du projet est de 0.28% sur les voies empruntées par les véhicules liés au projet (hors A1) (voir chapitre IX.9 relatif au trafic).

Voie	Tous véhicules	Part +9 PL sur trafic tous véhicules	Impact +10 VL sur trafic tous véhicules	Impact global sur trafic tous véhicules
Toutes voies confondues (RD 930 sortie A1, RD930 Breteil-Montdidier, RD 135, RD 329) Hors A1	13 373	+0,13%	+0,15%	+0,28%
Autoroute A1	54 000	+0,03%	+0,04%	+0,07%

Tableau 6 : Augmentation de trafic engendrées par le projet par rapport aux émissions observées autour du site

L'impact sur la qualité de l'air environnant sera faible.

IV.3. Mesures de protection de la qualité de l'air

Le projet a pour objectif de préserver au mieux la qualité de l'air actuelle. Ainsi seront mises en place certaines mesures permettant d'y parvenir.

Dans l'enceinte du site, la vitesse des véhicules est réduite par sécurité pour le personnel mais également afin de réduire les nuisances sonores, la consommation et les émissions de polluants des véhicules. De plus, les expéditions et réceptions seront optimisées au maximum en termes de provenance/destination (pour limiter les distances parcourues par les véhicules) et en termes de volume de marchandises stockées dans les véhicules (pour limiter le nombre de trajet).

L'automatisation du stockage permettra une rationalisation des transports et donc une réduction des émissions de gaz de combustion de carburant fossile.

Le covoiturage et les transports en commun seront plébiscités et leur utilisation sera sollicitée auprès des personnes ayant la possibilité de le faire sans contraintes particulières.

Enfin, pour limiter les impacts des rejets atmosphériques, le site prévoira :

- Une vitesse limitée sur site à 10 km/h et appliquée à l'ensemble des véhicules. Cela permettra de préserver la sécurité du personnel, de réduire les nuisances sonores et de réduire la consommation en carburant des véhicules ainsi que leurs émissions de polluants ;
- Des places de parking seront équipées en bornes de chargement pour véhicules électriques ;
- Des livraisons/expéditions optimisées au maximum en termes de provenance/destination (pour limiter les distances parcourues par les véhicules) et en termes de volume de marchandises stockées dans les véhicules (pour limiter le nombre de trajet) ;
- Un regroupement total des produits finis sur site avant expédition permettra l'utilisation ou la réutilisation (flux retour) des mêmes moyens, contrairement à aujourd'hui où le stockage des produits finis est externalisé et par conséquent transportés par des moyens différents ;

V. Impacts et mesures : Déchets

V.1. Déchets de l'activité

Compte tenu de l'activité de production agro-alimentaire du site et de conditionnement, la production de déchets ne peut être totalement évitée, ni en phase chantier, ni en phase utilisation courante du site (activité de production). Le projet prévoit l'agrandissement de la zone de production par l'extension du bâtiment côté nord. Cependant, l'activité de production ne sera pas pour autant augmentée, en effet, il s'agit d'un bâtiment qui permettra la réorganisation spatiale des activités et circulations.

Les déchets produits actuellement par Dailycer France sont triés, collectés puis envoyés dans les filières adaptées correspondantes.

Le projet consiste à créer un nouveau bâtiment de stockage, qui initialement était localisé sur un site externe. La production de déchets associée à ce site externe était déjà comptabilisée dans le volume annuel de déchets produits.

En phase utilisation, comme c'est déjà le cas actuellement, les déchets produits par l'activité continueront de faire l'objet d'un suivi dans le registre des déchets de l'entreprise Dailycer France. Ce rapport est produit annuellement, et recense le tonnage par type de déchets produits, leur fréquence et les filières de traitement vers lesquels ils sont envoyés.

L'estimation des quantités de déchets à venir, est équivalente à l'existant : 4 500 Tonnes.

Tableau 7 : Déchets présents sur site (Source : d'après données Dailycer 2019)

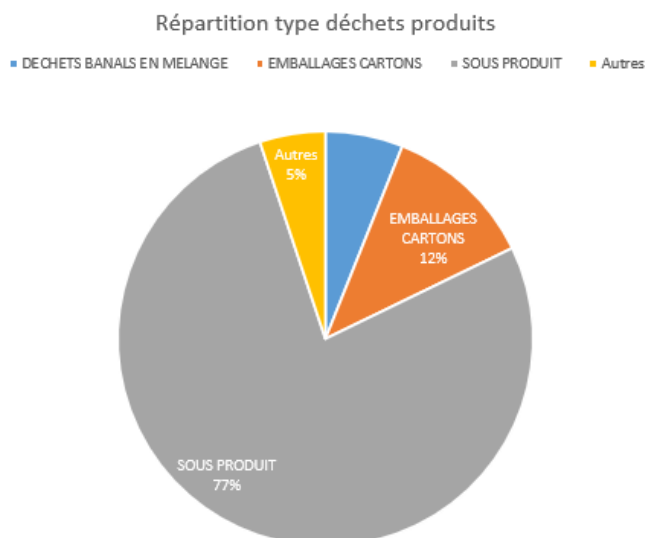
Code déchet	Type déchets	Somme par type déchet	Part
16 05 04*	AEROSOLS	170 kg	0,0%
06 13 99	ALCALI	2 053 kg	Négligeable
170605*	AMIANTE	260 kg	Négligeable
20 01 39	BIG-BAGS VIDES OU USAGES	700 kg	Négligeable
15 01 02	CONTAINERS PLASTIQUES SOUILLES	34 606 kg	0,8%
18 01 03*	DASRI	14 kg	Négligeable
20 01 99	DECHETS BANALS EN MELANGE	271 340 kg	6,0%
20 01 38	DECHETS BOIS	24 420 kg	0,5%
12 03 01*	DETERGENT NON CHLORE	228 kg	Négligeable
20 01 35 *	DEEE	2 254 kg	0,1%

02 03 04	EAU DE RINCAGE	14 780 kg	0,3%
15 01 01	EMBALLAGES CARTONS	527 660 kg	11,8%
15 02 02*	EMBALLAGES ET MATERIAUX SOUILLES	12 862 kg	0,3%
15 01 02	EMBALLAGES PLASTIQUES	5 820 kg	0,1%
02 03 04	FOURRAGE SILO	42 800 kg	1,0%
13 02 05*	HUILE INDUSTRIELLE NOIRE	251 kg	Négligeable
17 04 05	METAUX ET FERRAILLES	54 600 kg	1,2%
02 03 05	NETTOYAGE DES CHEMINEES	13 140 kg	0,3%
20 01 08	NETTOYAGE DU BASSIN EPANDAGE	3 300 kg	0,1%
15 01 01	PAPIER	2 159 kg	Négligeable
16 05 06*	PRODUITS CHIMIQUES DE LABORATOIRE	22 kg	Négligeable
19 08 09	RETENTION EAU HUILEUSE	1 928 kg	Négligeable
13 05 07*	SEPARATEURS HYDROCARBURES	12 720 kg	0,3%
14 06 03 *	SOLVANT NON CHLORE	15 kg	Négligeable
02 06 99	SOUS PRODUITS (déchets liés au céréales, les refus, problème de qualité, les matières premières évacuée)	3 460 366 kg	77,1%
08 03 17*	TONERS ET CARTOUCHES D'ENCRE	228 kg	Négligeable
/	TOTAL Année 2019	4 488 696 kg	100,0%

La principale source de déchets (77%) est désignée sous la mention « sous-produits » et concerne les déchets liés aux céréales, refus, problèmes de qualité, matières premières évacuées. Cette quantité n'est pas amenée à être modifiée par le projet qui concerne le stockage des produits, et l'extension spatiale de la zone de production sans en augmenter la capacité.

Les quantités de déchets pouvant être modifiées par le projet sont les suivants :

- Les déchets issus des séparateurs hydrocarbures issus des eaux de voiries (code : 13 05 07*) placés en amont du nouveau bassin d'infiltration des EP.



Le niveau de gestion des déchets dans l'entreprise est conforme à la circulaire du 28 décembre 1990 et à son guide technique.

- Niveau 0 : Réduction à la source de la quantité et de la toxicité des déchets produits. C'est le concept de la technologie propre.
- Niveau 1 : Recyclage ou valorisation des sous-produits de fabrication.
- Niveau 2 : Traitement ou pré-traitement des déchets (physico-chimique, détoxication, évapo-incinération ou incinération).
- Niveau 3 : Mise en décharge ou enfouissement en site profond.
-

V.2. Déchets de la phase chantier

Démolition

Une production de déchets liée dans un premier temps aux opérations de démolition de plusieurs bâtiments existants sur le site Dailycer France ainsi que sur le site Nurtimaine est attendue, elle concerne les surfaces suivantes :

- Sur le site Dailycer France : 435 m²
- Sur le site Nutrimaine : 349 m², 4465 m² et 628 m²



Figure 12 : Localisation des bâtiments à démolir (Source : Plans provisoires APS existant : Aconstruct mars 2020)

La surface à détruire est supérieure à 1000 m², conformément à l'article R111-43 à 49 du Code de la construction et de l'habitation, le maître d'ouvrage de l'opération de démolition de bâtiment réalisera un diagnostic portant sur les déchets issus de ces travaux.

Le diagnostic, réalisé par un professionnel de la construction, fournira la nature, la quantité et la localisation dans l'emprise de l'opération de démolition :

- -des matériaux, produits de construction et équipements constitutifs des bâtiments ;
- -des déchets résiduels issus de l'usage et de l'occupation des bâtiments.

Ce diagnostic fournit également :

- -les indications sur les possibilités de réemploi sur le site de l'opération ;
- -l'estimation de la nature et de la quantité des matériaux qui peuvent être réemployés sur le site ;
- -à défaut de réemploi sur le site, les indications sur les filières de gestion des déchets issus de la démolition ;
- -l'estimation de la nature et de la quantité des matériaux issus de la démolition destinés à être valorisés ou éliminés.

Le diagnostic est réalisé suite à un repérage sur site.

Construction

Dans un second temps, un flux de déchets lié au chantier de construction du nouveau bâtiment de stockage sur le site Dailycer France.

L'objectif fixé par la Commission européenne, et repris par la France, de valorisation matière des déchets inertes et non dangereux du BTP est de 70 % d'ici 2020.

L'ensemble des matériaux issus du chantier, seront triés et traités dans les filières adaptées.

Conformément à l'article R111-49 du code de la construction, à l'issue des travaux de démolition, le maître d'ouvrage est tenu de dresser un formulaire de récolement relatif aux matériaux réemployés sur le site ou destinés à l'être et aux déchets issus de cette démolition.

Ce formulaire mentionnera la nature et la quantité des matériaux réemployés sur le site ou destinés à l'être et celles des déchets, effectivement valorisés ou éliminés, issus de la démolition.

L'exploitant s'engage à assurer l'évacuation de ses déchets conformément à la réglementation en vigueur et par des prestataires agréés.

La compatibilité du projet avec les plans de gestion des déchets est traitée : XXIV. Compatibilité avec les plans de gestion des déchets à partir de la page 118.

VI. Impact et mesures : Bruit et vibrations

VI.1. Impacts

Bruit

Le transit de camions restera sensiblement similaire à l'existant. Le bruit émis lié aux rotations des véhicules n'est donc pas amené à changer significativement.

De même l'activité du site restera semblable à l'actuel, le bruit émis sera identique à l'existant, le projet n'ajoute pas d'effet acoustique.

En phase chantier, les effets sonores seront uniquement dus aux manœuvres des engins de chantier et à l'utilisation d'engins de construction de bâtiments et voiries. La durée prévisionnelle du chantier est de 15 mois.

A plus large échelle, l'internalisation du stockage au sein du site de Faverolles va permettre de réduire le bruit actuellement généré par le transit de camions sur la portion de route de 15km entre le site de production de Faverolles et le site de stockage actuel de Roye.

Vibrations

Les seules vibrations observables proviendront de la circulation des poids lourds

VI.2. Mesures

Les moteurs des véhicules de transport seront éteints sur site permettant de limiter les bruits et vibrations.

Après mise en place du projet, le site restera soumis à l'arrêté du 23 janvier 1997 : Le site Dailycer poursuivra l'analyse périodique des niveaux sonores émis dans l'environnement des ICPE par l'installation.

Un nouvel état initial acoustique va être réalisé en fin décembre 2020, lors d'un arrêt de fonctionnement du site Dailycer. Ces mesures seront réalisées conformément à l'arrêté du 23/01/97 et mises en parallèle avec les résultats obtenus par APAVE en 2019.

Cette étude sur site permettra de définir le bruit résiduel réel, site à l'arrêt.

La réalisation du projet de stockage de grande hauteur va permettre de déplacer certaines activités dans ce nouveau bâtiment, et ainsi modifier certains effets acoustiques produits par le site.

Il est donc prévu une campagne de mesure de réception acoustique à la suite des modifications apportées sur le site. Les émergences seront calculées sur la base des valeurs du bruit résiduel mesurées en décembre 2020.

En cas de non-conformité sur l'un ou plusieurs points, Dailycer s'engage à mener une étude acoustique approfondie afin d'identifier :

- les sources de bruit impliquées dans le dépassement d'émergences,
- la répartition horaire des activités bruyantes

A l'issue de ce travail d'identification, la recherche de mesures à mettre en place permettant de respecter l'arrêté du 23/01/1997 sera engagée.

Il pourra s'agir de mesures de réduction au niveau des sources de bruit, ou mise en place de mesures compensatoires (écran acoustiques), en conformité avec les préconisations du bureau d'étude acoustique missionné et les prescriptions de l'AM du 23/01/1997. »

Les mesurages seront réalisés conformément à la méthode de mesures annexée à l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement (méthode d'expertise), ainsi qu'aux recommandations de la norme NF S 31-010, sans déroger à aucune de ses dispositions.

VII. Impacts et mesures : Sources lumineuses

On parle de pollution lumineuse lorsque les éclairages artificiels sont omniprésents et qu'ils nuisent à l'obscurité normale et souhaitable de la nuit.

Ainsi, à la tombée de la nuit, de nombreuses sources de lumières artificielles (éclairage urbain, enseignes publicitaires, vitrines de magasins, bureaux allumés en permanence...) prennent le relais du soleil dans les centres urbains jusqu'aux plus petits villages.

Les conséquences les plus évidentes vont de la simple gêne (qui engendre des perturbations du sommeil dans le cas d'une source lumineuse clignotante dirigée vers une chambre), aux dépenses inutiles d'énergie.

Le site est en fonctionnement pour la production en 24/24 et 7/7j, l'éclairage du site sera permanent de nuit afin d'assurer la sécurité du personnel. Cependant l'activité de chargement est très limitée en période nocturne. Les livraisons ont lieu de 5h à 21h (hors samedis, sauf, exception). Le projet n'implique aucune modification d'horaires et n'apportera pas d'impact supplémentaire en période nocturne.

Il n'y aura pas d'éclairage de façade superflu.

En phase chantier, des lumières seront émises par les engins de chantier de grande hauteur (grue).

Afin de réduire l'effet halo de lumière autour du site, les équipements lumineux choisis seront dans la mesure du possible capotés et dirigés au maximum vers le sol.

L'éclairage du site sera optimisé et l'impact au niveau des sources lumineuses sera maîtrisé.

VIII. Impacts et mesures : Eaux souterraines

Les machines de la salle des machines sont sur rétention et les produits sont donc contenus en cas de fuite ou d'accident. La nouvelle salle des machines sera sur rétention. L'ensemble des produits dangereux est sur rétention.

Le risque de pollution des sols et des eaux souterraines est très faible.

IX. Impact et mesures : Voies de communication

IX.1. Sources de trafic journalier

Dans le Sens Lille-Faverolles, les camions arrivent et partent par l'Autoroute A1, empruntent la sortie sortie 12 Chaugny-Tergnier, puis les RD 930 et RD 135 pour accéder au site. Dans le sens Paris/Faverolles, les camions empruntent la sortie d'autoroute 11 (Ressons Est/Montdidier) puis la RD 935 direction Faverolles.

L'étude de l'effet du projet sur le trafic tient compte des données suivantes (DREAL Hauts de France 2006). :

- Au niveau de Roye, l'A1 compte un trafic de l'ordre de 54 000 véh./j.
- La commune de Faverolles est desservie par la route RD 930 qui compte un trafic estimé à environ 7000 véh./j en sortie de l'autoroute A1, et à 3000 véh./j. entre Breteuil et Montdidier
- Le trafic journalier de la RD 135 à laquelle est connecté le site Dailycer France est estimé à 892 véh./jour.

Le trafic lié à l'activité Dailycer France concerne :

- Flux VL du personnel
- Flux PL réception/expédition

IX.2. Description de l'impact lié au trafic

La construction du bâtiment de stockage sur site de production permet de supprimer le flux de camions actuels entre le site production de Faverolles et le stockage au niveau de la zone industrielle de Roye à 15 km (estimé : 25 à 30 camions/ jour).

Le volume de produits destinés à l'expédition seront directement envoyés depuis le site de Faverolles, en direction des clients.

Une augmentation de +9 PL/ jours, et de +10 VL/j est attendue à terme.

Il est à noter que l'activité du site Nutrimaine, en cessation d'activité, implique une baisse du trafic de poids-lourds lié à cette activité sur les routes avoisinantes (donnée non recueillie).

Le tableau suivant compile les différents éléments de trafic disponibles localement et l'impact du projet sur le sujet :

Voie	Tous véhicules	Part +9 PL sur trafic tous véhicules	Impact +10 VL sur trafic tous véhicules	Impact global sur trafic tous véhicules
RD 930 Sortie A1	7 000	0,26%	0,29%	0,54%
RD 930 portion Breteuil Montdidier	4 127	0,44%	0,48%	0,92%
RD 135	892	2,02%	2,24%	4,26%

RD 329	1 354	1,33%	1,48%	2,81%
Toutes voies confondues Hors A1	13 373	0,13%	0,15%	0,28%
Autoroute A1	54 000	0,03%	0,04%	0,07%

*Tableau 8 : Augmentation de trafic engendrées par le projet par rapport aux émissions observées
autour du site*

Ce tableau présente des résultats majorants dans la mesure où il est ici considéré que l'ensemble du trafic emprunte, pour chaque calcul, les mêmes voies d'accès sur l'ensemble des routes périphériques du site, notamment pour le trafic des véhicules légers, et la totalité des employés fréquentent le site chaque jour.

La part du trafic engendré par le projet d'extension Dailycer France sur le trafic routier global du secteur sera très limitée.

En phase chantier un flux temporaire de véhicules de chantier est attendu. Le site étant prévu pour le transport de poids-lourds, le site est déjà dimensionné pour l'accueil de véhicules de chantier.

Cette évolution n'est pas de nature à modifier le trafic local ni régional.

X. Impacts en phase travaux

La phase de travaux est prévue pour une durée de 15 mois.

Lors de ces travaux des dispositions seront prises afin de limiter l'impact sur le voisinage :

- Pas d'épandage de chaux/ciment par grand vent ;
- Par temps sec, arrosage pour éviter les envols de poussière ;
- Mise en place de noues périphériques temporaires pour infiltration des eaux pluviales ;
- Le bruit généré par les poids lourds sera négligeable face au trafic ;
- Le brûlage à l'air libre des déchets sera prohibé et le retraitement se fera par un prestataire agréé,
- Le bruit induit par les travaux ne concernera que la phase de terrassement, il sera donc limité dans le temps.

XI. Utilisation rationnelle de l'énergie

Dans le cadre du système de management de l'Energie, Dailycer est dans une démarche d'amélioration continue et veille à optimiser ses consommations énergétiques.

Le projet concerne un bâtiment de stockage de grande hauteur sera climatisé via les installations de production de froid à l'ammoniac. En 2020 le remplacement d'une centrale froid (Carrier) pour une nouvelle centrale NH3 au meilleur rendement est en cours. Ce remplacement ne modifie pas le classement du site, et n'implique pas de consommation énergétique supplémentaire liée au projet d'extension de la zone de production et de construction du bâtiment Transtockeur. Le bâtiment Transtockeur sera climatisé, les installations de production de froid suffisent à alimenter ce bâtiment.

Une économie de consommation d'énergie fossile lié à la suppression des navettes (15 km) entre le site de stockage de Roye et le projet est à noter.

Certaines places de parking seront équipées en bornes de chargement pour les véhicules électriques.

XII. Impacts et mesures : Odeurs

Le projet n'induit aucune émission d'odeurs.

XIII. Impacts et mesures : Consommation d'espaces

Le projet s'implante sur des parcelles déjà occupées par l'activité industrielle, et dans le prolongement de bâtiments existants du site Dailycer France. Le projet ne va pas modifier le type d'occupation du sol.

Le choix d'un bâtiment de grande hauteur permet de limiter l'emprise au sol du bâtiment et ainsi d'éviter la consommation d'espace agricole ou naturelle aux alentours du site. Dans la même logique, l'extension du bâtiment de production permet une meilleure organisation de l'espace au sein du site existant de Dailycer, plutôt que d'envisager la construction d'un site nouveau sur une parcelle vierge.

De plus, l'acquisition en cours du site Nutrimaine permet l'extension du site sur une parcelle dont la vocation est déjà industrielle, et permet la réutilisation de bâtiments existants et de surfaces déjà imperméabilisées. Ce choix place Dailycer France dans une logique de limitation de l'artificialisation des sols.

L'imperméabilisation des surfaces correspondra uniquement à ce qui est nécessaire à l'exploitation et au bon fonctionnement du site. Les espaces restants seront végétalisés.

Les voiries et accès créés sont nécessaires à la circulation des poids lourds et permettent par ailleurs de conserver une sécurité entre véhicules légers, véhicules lourds et piétons, limitant ainsi les risques d'accidents.

XIV. Impacts et mesures sur les risques technologiques

XIV.1.1 Effets

Les risques afférents au projet sont traités dans le volume 4 : Etude de dangers joint au dossier de demande d'autorisation environnementale.

XIV.1.2 Mesures

Mesures concernant les canalisations de transport de gaz

Les travaux seront effectués en concertation avec le gestionnaire de la canalisation de gaz qui traverse au nord du site (GrtGaz).

Mesures concernant les engins de guerre enfouis

Le département de la Somme est concerné par le risque de présence d'engins de guerre enfouis issus des deux guerres mondiales.

Ce risque ne présente pas de contrainte particulière pour le projet, en cas de découverte, le maire de la commune concernée doit être immédiatement informé d'une découverte afin de lancer la procédure d'intervention déminage.

XV. Effets et mesures sur les risques naturels

XV.1. Foudre : Effets et mesures

Cf. Volume 4 étude de dangers.

XV.1. Climat : Effets et mesures

Le projet n'envisage pas d'accroissement de son activité de production, ni de ses rejets, ni une augmentation significative des surfaces imperméabilisées qui seraient de nature à modifier la climatologie locale.

Le projet ne présente pas d'impact particulier sur le climat.

XV.2. Risques naturels (séismes, inondations, cavités, ...) : Effets et mesures

Par ailleurs, le projet n'aura pas d'effet sur l'aggravation des autres risques naturels : inondation, argiles, séismes, phénomènes météorologiques importants.

Comme vu à l'état initial, le projet est uniquement concerné par le risque naturel lié au risque d'effondrements liés cavités présentes dans le sous-sol.

Impacts des risques naturels sur le projet

Les études de sol permettront de dimensionner et positionner les fondations du site sur la roche dure de manière à éviter toute vulnérabilité face au risque d'effondrement lié aux cavités.

Impacts du projet sur les risques naturels

La gestion des eaux pluviales sera effectuée sur le site par deux bassins :

- Le bassin à l'est déjà existant qui collecte une partie des eaux de toitures du bâtiment U4 et les voiries situées à l'est des bâtiments,
- Le Bassin d'infiltration qui sera créé à l'ouest du nouveau bâtiment. (Le bassin existant qui était à l'ouest des bâtiments sera recouvert pour construire le projet)

L'infiltration des eaux pluviales au droit du nouveau bassin ne sera pas de nature à aggraver le risque effondrement lié aux cavités potentiellement présentes sur le secteur conformément aux prescriptions du PPRN qui concerne le territoire du projet.

XV.3. Relief, topographie : Effets et mesures

XV.3.1 Effets

Le relief du site est plat et présente de légères pentes. Afin de diriger les eaux de voiries vers chacun des deux bassins d'infiltration prévus à cet effet sur site, les voiries seront conçues avec une légère pente. La construction des bâtiments et parkings associés ne va pas impliquer de remodelage important de la topographie du site.

Concernant la construction du bâtiment transtockeur et du bâtiment d'extension de la zone de production, les fondations des bâtiments vont impliquer l'excavation de matériaux du sol.

Le projet comprend la suppression et la création de bassins, des terrassements en déblai/remblai sont prévus

Certains espaces actuellement végétalisés (espaces verts) seront transformés en voirie.

XV.3.2 Mesures

Le projet a été conçu de manière à limiter au maximum l'imperméabilisation des sols.

Le projet s'implante au maximum sur des surfaces déjà imperméabilisées (bâtiment principal du transtockeur sur parking existant).

Certaines voies comme la voie pompier à l'ouest du bâtiment seront semi-perméables.

Les fondations seront dimensionnées suivant les caractéristiques techniques du sol telles que décrites dans l'étude géotechnique qui sera réalisée avant le démarrage du chantier.

XVI. Impacts et mesures sur les activités

Le projet concerne l'agrandissement d'un site industriel déjà existant.

Pendant la phase chantier, les travaux vont générer des flux de main d'œuvre pour la construction des bâtiments et l'aménagement du site (voiries, réseaux). Cela va générer un dynamisme économique sur le temps du chantier.

Le projet va permettre de créer une dizaine d'emplois et peut être susceptible de dynamiser l'arrivée de nouveaux habitants sur le secteur.

L'extension géographique du site via le rachat du site industriel voisin de Nutrimaine (en cessation), la construction de nouveaux locaux de stockage performants (Transtockeur), et l'agrandissement de la zone de production, soulignent une volonté de persistance de l'activité de Dailycer France sur la commune de Faverolles, ce qui renforce le dynamisme économique local apporté par la présence de l'entreprise sur le long terme.

XVII. Remise en état du site après exploitation

Dans l'éventualité où l'exploitation prendrait fin, une étude et une campagne de prélèvements seraient mises en place. Ces mesures permettront de diagnostiquer les pollutions éventuelles ayant pu intervenir malgré toutes les précautions.

La société Dailycer France procèdera donc aux carottages et analyses selon un protocole défini en synergie avec l'Inspection des Installations Classées.

En fonction de l'activité intervenant par la suite, la société s'engage à prévoir l'ensemble des opérations visant à :

- Neutraliser les installations existantes,
- Evacuer les déchets et produits chimiques présents à l'arrêt de l'activité,
- Dépolluer nappes et sol si nécessaire afin de les remettre dans l'état initial tel qu'il ressort des diagnostics établis au moment de la prise de possession du terrain,
- D'une manière générale, respecter l'ensemble de la réglementation en vigueur au moment de la cessation d'activité.

XVIII. Effets du projet sur la santé publique

XVIII.1. Objectifs

Le contenu de l'étude d'incidence défini par le code de l'environnement prévoit que toute étude d'incidence doit comporter un volet démontrant les effets du projet sur la santé des populations voisines. Ces dernières doivent protéger les intérêts visés par l'article L512-1 et suivants du Code de l'Environnement, notamment concernant la santé publique.

En ce qui concerne les effets sur la santé, l'étude porte sur tous les rejets engendrés par l'installation et l'évaluation de leurs conséquences sur la santé humaine. Le niveau d'exigence dans la conduite de cette étude et dans sa présentation répond aux mêmes principes que dans le reste de l'étude d'incidence.

Ce volet sanitaire est basé sur le principe de proportionnalité. Le contenu de l'étude est en relation directe avec la dangerosité des substances mises en œuvre au niveau de l'usine associée à l'importance de l'exposition des populations environnantes.

L'objectif du présent volet sanitaire est de recenser, de quantifier et d'évaluer les conséquences potentielles tant en termes de matières premières que de process que l'activité engendre sur la santé publique. Si les effets sont jugés inacceptables, l'objectif second est de proposer des mesures compensatoires visant à supprimer ou limiter ces effets.

La méthodologie de cette étude se base sur les référentiels de l'INERIS : *Evaluation des risques sanitaires liés aux substances chimiques dans l'étude d'impact (2013)*.

XVIII.2. Méthodologie de l'étude

La méthodologie employée consiste en une démarche d'analyse de risque qui est composée de l'enchaînement de plusieurs étapes (guide INERIS) en lien avec la circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation :

- 1) Caractérisation du site
- 2) Identification des dangers
- 3) Détermination de la relation dose-réponse
- 4) Evaluations des expositions

Ainsi, cette étude s'appuie à :

- Définir l'aire d'étude et l'état initial du site
- Recenser les substances ou composés qui par leur émission sont susceptibles de présenter un risque
- Étudier les risques sanitaires qui en découlent
- Présenter les mesures compensatoires mise en œuvre

Ce volet sanitaire s'attache à garder à l'esprit la réalité des risques par une approche pragmatique et

de hiérarchisation des enjeux.

Seuls les dangers en situation normale sont traités ici, puisque le volet concernant les effets en cas de situation accidentelle est étudié dans l'étude de dangers.

XVIII.3. Caractérisation du site

XVIII.3.1 Objectifs

Cette étape clé du processus a pour objectif de sélectionner les substances à prendre en compte dans l'évaluation du risque sanitaire pour les populations riveraines.

Cette détermination est basée sur :

- Le recensement des substances dangereuses qui peuvent être émises par l'installation,
- La détermination des flux d'émission associés,
- La caractérisation des populations susceptibles d'être concernées par ces flux d'émission,
- La description de l'environnement du site aux alentours de la zone d'étude,
- La détermination des voies de transfert possibles de ces substances et les caractéristiques physiques pouvant influencer sur ces voies de transfert.

XVIII.3.2 Substances dangereuses pouvant être émises par l'installation

Les différentes typologies d'émission peuvent être de différents ordres :

- Atmosphériques
- Liquides
- Solides
- Auditives
- Infectieuses

En fonction de chaque phase du procédé, des tableaux synthétiques sont établis. Ils reprennent de manière exhaustive :

- Les substances,
- Les phases de process,
- Les installations connexes, susceptibles de présenter un caractère dangereux au regard de la santé humaine.

Le mode de présentation choisi pour le présent chapitre consiste à recenser en fonction de chaque local les éléments évoqués ci-dessus en y intégrant les entrants et les sortants, les productions de réaction ainsi que les intermédiaires de réaction dans l'état actuel des connaissances scientifiques.

- Entrepôts de stockage

	Matériel mis en œuvre	Produits en présence	Produits issus de la phase	Potentiels de dangers
Cellules de stockage	Matériel de manutention, chariot élévateur	Marchandises de grande distribution	Sans objet	Bruit

- Production de froid

	Matériel mis en œuvre	Produits en présence	Produits issus de la phase	Potentiels de dangers
Salle des Machines	Système de réfrigération	Ammoniac, CO2, eau	Sans objet	Micro-fuites d'ammoniac, bruit

- Charge des batteries

	Matériel mis en œuvre	Produits en présence	Produits issus de la phase	Potentiels de dangers
Local de charge	Chargeurs	Acide Hydrogène	Sans objet	Emissions diffuses de vapeurs d'hydrogène

- Camions à quai

	Matériel mis en œuvre	Produits en présence	Produits issus de la phase	Potentiels de dangers
Chargement/déchargement	Camion	MP	Sans objet	Bruit

Circulation des camions sur site	Camions	Gasoil	Sans objet	Bruit Gaz de combustion
----------------------------------	---------	--------	------------	----------------------------

- Bureaux et locaux sociaux

	Matériel mis en œuvre	Produits en présence	Produits issus de la phase	Potentiels de dangers
Eaux sanitaires	Sans objet	Eaux sanitaires	Sans objet	Bactéries, entérovirus, ...

- Voirie

	Matériel mis en œuvre	Produits en présence	Produits issus de la phase	Potentiels de dangers
Traitement des eaux pluviales de voirie	Réseau de collecte Séparateur d'hydrocarbures	Eaux pluviales contenant hydrocarbures et MES	Eaux traitées	Eaux pluviales de voirie traitées

- Synthèse

L'analyse, ci-dessus détaillée, permet d'établir la liste exhaustive des substances susceptibles d'être émises potentiellement dans l'installation.

Les données synthétisées sont présentées ci-après :

Substance		Origine
Famille des substances chimiques	NOx, particules, CO, CO2	Gaz d'échappement et de combustion
	Hydrocarbures	Carburant des véhicules Ruissellement des eaux pluviales des voiries
	Ammoniac	Micro-fuites
Agents physiques	Bruits	Ventilation, dépoussiérage et circulation camions Manutentions Chargements/déchargements
	MES	Eaux usées et pluviales
Agents biologiques	Bactéries – agents infectieux	Eaux usées

Considérant que les déchets en présence sur le site peuvent rentrer en contact avec toutes ces substances, ils peuvent donc potentiellement présenter les mêmes risques sanitaires que les agents présentés ci-dessus.

Parmi le panel de substances en présence sur le site, il apparaît que certains de ces agents ne présentent pas de caractère toxique ou qui pourraient porter atteinte à la santé humaine. Ce caractère peut être mis en évidence soit par les propriétés intrinsèques de la substance, soit par son absence de voie d'exposition, soit par son flux d'émission qui est trop faible.

L'étape suivante vise donc à quantifier le flux d'émission de manière qualitative ou quantitative selon les données disponibles. Ainsi, on pourra en déduire quelles substances sont susceptibles de présenter un risque pour la santé humaine.

Sur la base de ces données, on pourra définir quelles substances seront à prendre en compte dans la caractérisation du risque.

XVIII.3.3 Flux d'émission

L'objectif de ce chapitre est de présenter les flux d'émission qu'il est possible de retenir dans le cadre de cette étude. Ces flux d'émission sont caractérisés à partir de données réglementaires, du code du travail ou d'activités similaires.

- Les gaz de combustion

Les gaz de combustion seront issus des véhicules circulants. Ces émissions seront diffuses.

Le rejet issu de la circulation des véhicules ajoutés par jour est le suivant :

Tableau 9 : Les gaz de combustion issus des véhicules circulants ajoutés par le projet

Type de véhicules	Nombre de véhicules	Emissions totales journalières (kg)			
		NO _x	CO	HC	Particules
Véhicules particuliers	10 VL/ jour	19.94	105.9	-	1.58 E-12
Poids-Lourds	9 PL/ jour	0.36	1.37	0.12	0.01

- Les hydrocarbures

Les flux d'émissions des hydrocarbures seront de type diffus. Le système de collecte des eaux de voirie représenté par les canalisations et le traitement par séparateur hydrocarbures permettent d'annoncer une concentration maximale de 5mg/l. En termes de flux ces émissions représentent quelques kg par an et restent négligeables.

- Le bruit

Le projet n'implique aucune augmentation de l'amplitude horaire d'activité du site. Une seconde campagne de mesure lors d'un arrêt de fonctionnement du site, sera menée fin décembre 2020 afin de déterminer le bruit résiduel réel.

La réalisation du projet de stockage de grande hauteur va permettre de déplacer certaines activités dans ce

nouveau bâtiment, et ainsi modifier certains effets acoustiques produits par le site.

Il est donc prévu une campagne de mesure de réception acoustique à la suite des modifications apportées sur le site. Les émergences seront calculées sur la base des valeurs du bruit résiduel mesurées en décembre 2020. Les mesures décrites en partie mesures VI Impact et mesures : Bruit et vibrations, VI.2.Mesures.

- Les MES, azote, phosphore, ...

Les flux d'eaux usées ne stagneront pas sur le site, ceux-ci seront dirigés directement après collecte vers le bassin de lagunage existant à l'est pour les eaux de process. Et vers le réseau communal de collecte des eaux usées pour les eaux sanitaires.

- Les agents biologiques

Les risques de contamination induits par les agents contenus dans les eaux sanitaires sont quasi nuls compte tenu du mode d'exploitation du site qui consiste à envoyer ces dernières vers le réseau communal de collecte des eaux usées

- L'ammoniac

En marche normale ou dégradée, il n'y a pas d'ammoniac en dispersion dans l'environnement. Il est cependant possible de retrouver ces émissions diffuses de très petite importance et non quantifiable du fait de leur nature.

XVIII.3.4 Caractérisation des populations et de l'environnement.

Les données de caractérisation des populations et de l'environnement sont données dans le présent volume au chapitre II. Environnement humain.

Il est à noter que :

- Le secteur d'étude se trouve sur les communes de Faverolles, Roye, Montdidier,
- La densité de population dans le périmètre du rayon d'affichage est très faible à forte (de 23 hab./km² à Faverolles à 598 hab.km² pour Montdidier) ;
- La première habitation est située à 50 m en face du site. L'Etablissement Recevant du Public (ERP) le plus proche est la Mairie de Faverolles, à environ 600 m au sud du site.
- Le projet est implanté au sein d'un site industriel existant

XVIII.3.5 Identification des dangers, voies de transfert et sélection des substances

On entend par danger la propriété indésirable d'une substance telle qu'une maladie, un traumatisme, un handicap, ou un décès.

Par extension, le danger désigne tout effet toxique, c'est-à-dire un dysfonctionnement cellulaire ou

organique, lié à l'interaction entre un organisme vivant et un agent chimique, physique ou biologique.

Au vu de l'étude d'incidence et de l'étude de danger, on peut lister un certain nombre de substances potentiellement dangereuses pour la santé parmi tous les agents présents dans le futur établissement en tant que matières stockées, stockage et/ou émissions.

L'ensemble de ces substances et leurs effets respectifs sur la santé ainsi que les personnes sensibles correspondantes sont développés ci-après.

Compte tenu des caractéristiques de l'environnement du site et des flux d'émissions développés, la prise en compte de tous ces composés pour l'évaluation des risques sanitaire n'est pas pertinente.

Certains composés ne révèlent pas de toxicité, ou ne sont pas susceptibles d'être émis en grande quantité.

La sélection s'appuie sur les critères suivants :

- Toxicité ;
- Connaissance des effets principaux ;
- Conditions d'émission ;
- Connaissance de la relation dose effet ;
- Comportement de la substance dans l'environnement ;
- Sensibilité particulière d'un groupe d'individu.

a) Les produits de combustion

- Sources d'émission
 - Rejets des véhicules à moteurs
- Vecteurs
 - Air
- Effets sur la santé

Les éléments suivants sont les composants principaux de la pollution atmosphérique.

➤ Monoxyde de carbone CO

Il est produit en mode dégradé de combustion, se fixe à la place de l'oxygène dans l'hémoglobine du sang

entraînant ainsi un manque d'oxygénation de l'ensemble des organes.

Une exposition chronique par voies respiratoire peut provoquer maux de tête, vertiges, vomissements, asthénies...L'apparition d'effets toxiques cumulatifs (céphalées, insomnies, anorexie, cardiopathie...) résultant d'une exposition prolongée à des faibles concentrations de CO est encore un sujet très controversé. Il semble cependant qu'une action toxique à long terme sur le système cardio-vasculaire ne puisse être exclue.

La VTR retenue par l'ANSES est de 10mg/m3. Compte tenu du caractère diffus de l'émission et de la dispersion/dilution de ce polluant dans l'air, ce polluant ne sera pas retenu dans la suite de l'étude.

➤ Poussières PM < 10

Particules de diamètre moyen inférieur à 10µm ; elles peuvent rester en suspension quelques heures en l'absence de précipitations avant de se déposer sur le sol. Les PM 10 se déposent surtout dans l'étage trachéo-bronchique. Ces particules peuvent entraîner des réactions inflammatoires non spécifiques des voies respiratoires, des effets immunotoxiques et allergiques. Concernant les effets à long terme, des études transversales et longitudinales ont montré une relation entre les valeurs de la fonction respiratoire et les niveaux moyens des concentrations des particules. La corrélation entre les concentrations moyennes des particules et la prévalence des affections respiratoires chroniques telles que la bronchite obstructive est connue de longue date.

Il n'existe pas de VTR, ce polluant ne sera pas retenu dans la suite de l'étude.

➤ Oxydes d'azote (NOx) : désigne l'ensemble NO et NO2

Concernant le NO, il faut noter qu'une fois libéré dans l'air, NO est oxydé en NO2 par les oxydants présents tel que l'oxygène ou l'ozone ; ce qui rend son étude plus délicate. A l'heure actuelle il existe très peu d'informations sur son effet spécifique sur la santé. Le NO2 a des propriétés oxydantes : oxydation des acides aminés et des lipides de la membrane cellulaire induisant la libération de radicaux libres très puissants et toxiques pour différentes protéines fonctionnelles et structurales.

Il induit par ce principe une altération des cellules de l'épithélium respiratoire entraînant une perturbation du système d'épuration mucociliaire.

L'effet cancérogène du NO2 n'est pas démontré à ce jour.

On peut résumer les effets communs aux NOx et aux poussières, identiques à court et long terme :

- Effet cytotoxique direct des polluants responsables d'altérations morphologiques et fonctionnelles de la muqueuse respiratoire ;
- Action inflammatoire sur les voies aériennes. Cette action serait responsable d'une augmentation de la réactivité bronchique ;
- Interférence avec le système immunitaire.

Il n'existe pas de VTR pour le monoxyde d'azote, le dioxyde d'azote dispose d'une VCAI à 20 µg/m³. Compte tenu du caractère diffus de l'émission et de la dispersion/dilution de ce polluant dans l'air, ce polluant ne sera pas retenu dans la suite de l'étude.

➤ Dioxyde de soufre

L'exposition prolongée au gaz (pollution atmosphérique notamment) augmente l'incidence de pharyngite et de bronchite chronique. Celle-ci peut s'accompagner d'emphysème et d'une altération de la fonction pulmonaire en cas d'exposition importante et prolongée. Les effets pulmonaires sont augmentés par la présence de particules respirables, le tabagisme et l'effort physique. L'inhalation peut aggraver un asthme préexistant et les maladies pulmonaires inflammatoires ou fibrosantes.

Une exposition à des doses inférieures à 50ppm provoque une irritation des muqueuses : rhinites, laryngite, bronchite et conjonctivite.

Une inhalation de courte durée de SO₂ à une concentration de 5 à 10ppm peut produire une bronchoconstriction réflexe chez les adultes sains.

Les autres effets sont liés à la transformation du SO₂ en acide au contact de la peau.

On peut observer une forte irritation cutanée et, en cas de contact oculaire, les vapeurs peuvent causer une conjonctivite et le liquide des brûlures cornéennes avec perte de la vue par opacification cornéenne. Le contact avec les muqueuses digestives peut provoquer des brûlures de la cavité buccale, de l'œsophage et de l'estomac.

On a suggéré que le dioxyde de soufre pouvait jouer un rôle cancérogène dans le développement de cancer broncho-pulmonaire.

Il n'existe pas de VTR, ce polluant ne sera pas retenu dans la suite de l'étude.

b) Les hydrocarbures

Les effets de toxicité de ces produits sont, en grande part, liés aux additifs qui s'y trouvent mélangés ou aux éléments présents dans l'eau de la rivière. Par exemple, les hydrocarbures contribuent à accroître dans de fortes proportions la toxicité de produits tels que les pesticides qui peuvent se trouver présents dans les cours d'eau. Dans le cas d'huiles minérales on additionne des produits destinés à améliorer leurs qualités. Parmi ces additifs, on trouve des phénols, des amines aromatiques, des polyesters, etc... Certains d'entre eux sont toxiques en l'état, d'autres après utilisation réagissent pour donner des sous-produits parmi lesquels on trouve des peroxydes. Le rejet de certaines de ces huiles peut introduire des produits dangereux dans le milieu naturel.

Les effets nocifs des hydrocarbures se manifestent aux niveaux :

- De la santé du consommateur ;
- De la qualité gustative et olfactive de l'eau de consommation ;
- De l'aspect esthétique de l'eau ;
- Du traitement de l'eau.

Du point de vue de la santé de l'homme, il est pratiquement impossible de boire par inadvertance, une eau contenant suffisamment d'hydrocarbures pour que des effets toxiques puissent se présenter. A de telles concentrations, le goût et l'odeur de l'eau sont déjà très prononcés. Par exemple, une huile minérale peut être détectée par certaines personnes au seuil de 1mg/l. L'essence minérale confère à l'eau un goût et une odeur à partir de 0,005 mg/l.

- Voies d'expositions
 - Ingestion et cutanée
- Vecteur
 - Eau, Air

La quantité des hydrocarbures susceptibles d'être mis en contact est négligeable. Associé à ces effets sur la santé, ce polluant ne sera pas pris en compte pour le reste de l'étude.

c) Les métaux

Conformément à la note méthodologique annexée à la circulaire équipement/santé/écologie du 25 février 2005, nous retiendrons pour la pollution particulaire les métaux lourds suivants :

- Le plomb dont les toxicités chroniques chez l'homme sont les suivantes :
 - Hématologie : anémie (saturnisme)
 - Appareils digestifs : « coliques plomb »
 - Système nerveux : encéphalopathies, forme neuropathie sensitivo- motrice dont la forme classique est la paralysie pseudo-radiale.
 - Atteinte rénale : neuropathie tubulaire interstitielle
 - Hypertension artérielle
 - Atteinte osseuse
- Le cadmium dont les toxicités chroniques chez l'homme sont les suivantes :
 - Atteinte rénale : dysfonctionnement des tubes proximaux responsable d'une hypercalciurie, d'une hyperphosphaturie, d'une glycosurie, et d'une aminoacidurie, réalisant le syndrome de Fanconi ;
 - Atteintes pulmonaires : trouble ventilatoire obstructif ;
 - Atteintes osseuses : lésions d'ostéomalacie (douleurs du bassin et des membres inférieurs avec parfois des fractures spontanées, déminéralisation diffuse du squelette et stries) ;
 - Coloration jaunâtre du collet et de l'émail des dents ;
 - Troubles digestifs (pertes d'appétit, nausées,) ;
 - Signes d'irritation chronique des voies aériennes supérieures (laryngite, rhinite)

- Populations sensibles

Les personnes âgées, les personnes souffrant d'affections cardio-respiratoires chroniques notamment les asthmatiques et les très jeunes enfants sont les plus vulnérables.

On peut noter également que les effets sont exacerbés lors d'efforts physiques au moment de l'exposition.

- Voies d'expositions

- Voie d'exposition principale : inhalation ;
- Voie secondaire d'exposition : par ingestion et par voie cutanée principalement pour les poussières, le benzène et le dioxyde de soufre.

Les valeurs estimables des éléments traces métalliques et plus précisément des métaux lourds donneraient des valeurs largement en dessous de la réglementation d'un point de concentration ou de flux. En conséquence, ces polluants ne sont pas retenus.

d) La pollution résiduelle des eaux traitées.

Les eaux usées du site seront renvoyées de manière directe à la station d'épuration.

Ces émissions ne seront pas retenues.

e) Les microorganismes pathogènes présents dans les eaux usées

Les microorganismes dits pathogènes pour l'homme appartiennent à 4 principales catégories : bactéries, virus, protozoaires et helminthes.

Le terme d'agent pathogène s'applique à toute forme biologique, vivante, ou non, capable, après pénétration d'un organisme vivant, de s'y développer et d'occasionner une maladie.

- Sources d'émissions

Compte tenu de l'activité du site, les principales sources d'émissions de microorganismes pathogènes seront les systèmes d'assainissement.

- Vecteurs

Ces microorganismes peuvent donc se retrouver dans les eaux usées du site.

- Effets sur la santé

Le potentiel dangereux de ces eaux usées est identique à celui des eaux usées domestiques collectées par une station d'épuration urbaine.

Cependant, la probabilité de présence de certaines espèces et la charge d'autres est nettement inférieure du fait du petit effectif que représente le personnel d'un établissement par rapport à celui de la population générale d'une ville.

Il est à noter que la santé du personnel est beaucoup plus surveillée (suivi médical par la médecine du travail, vaccination) que celle de la population générale, ce qui réduit encore la probabilité de présence de pathogènes tels que les virus.

Les microorganismes pathogènes ne représentent qu'une infime partie des microorganismes présents dans les eaux usées et appartiennent à 5 grands types :

- Bactéries ;
- Virus : Entérovirus ;
- Parasites : Helminthes ;
- Protozoaires ;
- Champignons.

Organismes	Maladie pour l'homme
BACTERIES <i>Salmonella</i> <i>Listéria</i>	Salmonellose, fièvre typhoïde Listériose
VIRUS Entérovirus Poliovirus Virus hépatite A	Gastroentérite Poliomyélite Hépatite infectieuse
PARASITES - <i>Entamoeba histolyca</i>	Dysenterie Amibienne Téniase
<i>Taenia saginata</i> <i>Taenia solium</i>	Téniase Ascaridose

Organismes	Maladie pour l'homme
INDICATEURS FECAUX coliformes fécaux streptocoques fécaux staphylococcus pathogènes clostridium sulfitoréducteur <i>Escherichia coli</i>	Non pathogène Généralement non pathogène Furoncles, abcès, méningites, ostomyélites Botulisme Gastroentérite

- Voies d'exposition

Ingestion

Les eaux sanitaires du site seront dirigées vers le réseau de collecte des eaux usées communal.

Ces polluants ne seront donc pas retenus pour la suite de l'étude.

f) Les nuisances liées au fonctionnement du site

Le concept de santé défini par l'OMS ne se réduit pas à une « absence de maladie » mais il englobe également l'idée d'un « état de complet bien-être physique, mental et social ». Par conséquent l'approche de la gêne occasionnée par les émissions olfactives et sonores générées par toute installation ne peut être dissociée de l'étude des effets sur la santé.

➤ **Le bruit**

- Sources d'émissions

- Circulation des véhicules sur le site ;
- Chute d'objet.

- Vecteurs

- Air

- Effets sur la santé

Le bruit, conséquence de la civilisation technologique et urbaine, est capable de produire deux sortes de dommage sur l'organisme :

- Les uns dit spécifiques portent sur l'oreille et sur les fonctions psychoacoustiques (surdités

professionnelles, brouillages des communications humaines)

- Les autres dits non spécifiques sont constitués par la gêne, la fatigue, ainsi que par des troubles nerveux et généraux. Il suffit pour s'en convaincre de se référer aux faits divers relatant des meurtres commis par des individus s'estimant "agressés" par des bruits.

Le bruit constitue l'un des facteurs perturbants majeurs de la vie moderne tant par ses effets destructeurs sur l'oreille que par ses répercussions générales sur la vigilance, l'attention, le rendement au travail et la santé physique et mentale. Par son effet perturbateur il augmente la fréquence des accidents du travail.

L'**effet de masque** produit par des sons de basse fréquence suffisamment intenses sur les sons de fréquence plus élevée s'accompagne d'une gêne dans la localisation des bruits. Ainsi le bruit industriel, qui est en général riche en sons de basse fréquence, tend à masquer l'intelligibilité de la parole et à perturber l'orientation stéréophonique du travailleur, l'exposant ainsi au danger.

La **fatigue auditive** est une diminution passagère et réversible de l'audition consécutive à une stimulation sonore. Cette fatigue est due à une vasoconstriction ralentissant les processus métaboliques et provoquant une anoxie transitoire des organes récepteurs de l'oreille interne.

La **fatigue pré-stimulatoire** apparaît au cours même de la stimulation sonore ; indépendante de l'intensité elle se confond avec l'adaptation, processus physiologique de protection de la cochlée de courte durée (une minute environ) qui porte sur la fréquence correspondant au stimulus et ne s'accompagne pas de recrutement.

La fatigue **auditive post-stimulatoire**, plus durable, se situe à une demi-octave ou une octave au-dessus de la fréquence stimulante ; elle n'apparaît qu'à partir d'un stimulus de l'ordre de 60 décibels (dB) et se prolonge considérablement pour des bruits au-delà de 90dB. Elle est plus forte pour un son pur et une fréquence élevée.

La fatigue auditive s'accompagne de bourdonnements, sifflements et tintements ainsi que des modifications de la sensation auditive qui prend un caractère ouaté ou métallique.

Les effets extra-auditifs et généraux du bruit :

L'audition constitue une fonction de guet et d'alarme. Tout bruit insolite ou intense provoque un ensemble de réflexes et d'attitude d'investigation, d'émotion, d'attentes anxieuses, d'augmentation de la vigilance et de détérioration de celle-ci quand le bruit est jugé alarmant.

L'état adrénérergique consécutif stimule le diencephale, le système endocrinien et les processus métaboliques en vue de la riposte ou de la fuite. Bref, c'est une réaction de stress. Ainsi le bruit agit non seulement sur la vision et l'équilibration, mais sur l'ensemble de l'organisme, surtout par voie sympathique : accélération du rythme cardiaque, augmentation des résistances vasculaires périphériques, hypertension artérielle, spasmes digestifs, dégradation de l'attention, fatigue psychique, diminution de la

qualité et de rendement dans le travail, etc...

Enfin notons, que les effets difficilement quantifiables de stress occasionnés par les odeurs peuvent s'additionner à ceux imputables au bruit pour induire une nuisance non spécifique globale sur les populations soumises à des nuisances olfactives et auditives.

- Voies d'expositions

- La voie d'exposition est la voie auditive.

Le site est implanté le long de la RD 135 qui compte un trafic inférieur à 100 0véh/j. et entouré de routes départementales au trafic moyen : RD 930 entre 3 000 et 7 000 véh/j. A plus large échelle le projet est situé à moins de 15 km de l'autoroute A1 axe à forte circulation.

Le projet s'insère en zone rurale, au sein d'un site déjà industrialisé par l'activité existante Dailycer France et le site industriel Nutrimaine en cessation d'activité. Le projet ne prévoit pas d'augmentation de l'amplitude horaire ou des sources de bruit. L'environnement proche est concerné par des bruits issus de l'activité existante, mais les nouveaux bâtiments (transtockeur et extension de la zone de production) ainsi que l'extension géographique du site au droit de l'ancien site Nutrimaine n'augmenteront pas les niveaux sonores actuels de façon significative.

L'activité actuelle a principalement lieu en période diurne. Aucun dépassement actuel en limite de propriété en période diurne n'est relevé.

L'activité logistique de chargement/déchargement est existante et n'est pas amenée à générer davantage d'effets sonores avec la mise en service du projet.

Cette source d'émission ne sera pas retenue.

Au regard des éléments présentés, le risque sanitaire représenté par l'installation est donc minime.

Concernant les incertitudes sur la démarche, celles-ci concernent l'identification exhaustive des dangers associée à la définition ou l'absence de relation dose-effet.

XIX. Synthèse des mesures prévues afin de réduire et compenser les effets négatifs du projet

Mesures d'évitement	Mesures de réduction	Mesures de compensation
Le site ne contribuera pas à la destruction d'habitats remarquables ni d'espèces faunistiques et floristiques	Le projet contribue à la réduction de l'impact possible par une insertion paysagère de qualité.	/
/	Le tri sélectif des déchets et le choix des filières de traitement des déchets par valorisation permettent de réduire l'impact sur l'environnement.	Traitement des eaux pluviales de voirie par un séparateur hydrocarbures
/	/	Mise en place de vannes sur les réseaux EP pour la rétention des eaux d'incendie ou les pollutions accidentelles sur le site
	Limitation de l'artificialisation des sols par la réutilisation d'un site en cours de cessation d'activité	
	Limitation de l'imperméabilisation par le choix de construction d'un bâtiment de stockage grande hauteur (trastockeur) automatisé	
	Conception et exploitation du stockage (automatisation) permettant une rationalisation des transports et donc une réduction des émissions de gaz de combustion	
	Utilisation de l'installation de production de froid existante pour la climatisation du projet et utilisation de l'eau glacée comme fluide caloporteur.	

XX. Mesures compensatoires, effets attendus, modalités de suivi et estimation des dépenses

Mesures	Effets attendus	Modalités de suivi	Estimation des dépenses
Séparateur hydrocarbures	Réduction de la pollution des eaux rejetées dans le milieu naturel	Contrôle régulier des rejets	15 k€
Vannes d'obturation	Réduction de l'impact sur les sols	Contrôle régulier du matériel	10 k€
Qualité architecturale de la construction	Réduction de l'impact sur le paysage	Instruction du permis de construire	150 k€
Bassins de rétention	Compensation de l'imperméabilisation du site	Contrôle visuel	100 k€

XXI. Analyse des problèmes rencontrés et des méthodes utilisées

XXI.1. Evaluation de l'état initial du site et de son environnement

Le diagnostic environnemental qui a été réalisé dans cette étude prend comme source des données d'organismes et administrations référents en matière d'environnement.

Les documents sont les suivants :

- Les cartes au 1/25 000^{ème} et les fonds orthophotographiques proviennent de l'Institut Géographique National, IGN et données data.gouv.fr (Directive Inspire).
- La reconnaissance de zones naturelles classées de type ZNIEFF, ZICO et Natura 2000 est fournie par la DREAL, et l'INPN.
- Les données géologiques et hydrogéologiques sont fournies par le BRGM.
- Les données concernant la qualité de l'eau proviennent de l'Agence de l'Eau Artois Picardie.
- Les données concernant la climatologie proviennent de Météo France et Infoclimat.
- Les données inhérentes à la population sont fournies par l'Insee 2016.
- Le patrimoine Historique est recensé à partir des informations des Monuments Historiques.
- Les trafics routiers sont recensés respectivement au niveau du Conseil Général des Hauts-de-France
- Le tracé d'une canalisation de Gaz fournies par GRT Gaz, les servitudes associées n'ont pas été communiquées
- Les servitudes d'urbanisme : non concerné car RNU

XXI.2. Identification des nuisances et difficultés pour la réalisation de l'étude d'incidence

L'analyse des impacts de l'installation sur l'environnement a suscité la mise en place de la méthode suivante :

- Recueil des informations disponibles au niveau de l'exploitant et des organismes référents en matière d'environnement
- Analyses des documents,
- Estimation des consommations diverses, inventaires,
- Estimation des nuisances potentielles,
- Analyse des mesures compensatoires à mettre en place (prévention et intervention),
- Définition des mesures compensatoires à mettre en œuvre.

La rédaction de l'étude d'impact n'a pas présenté de difficulté particulière.

PARTIE 4. Compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes

XXII. Compatibilité avec les documents d'urbanisme

XXII.1. RNU

Le PLUi de la Communauté de communes du Grand Roye est en cours d'élaboration.

En l'absence d'approbation au jour du dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale, c'est le règlement national d'urbanisme qui est toujours en vigueur. L'urbanisme de la commune de Faverolles est soumis au RNU.

Ainsi aucun règlement d'urbanisme, zonage, servitude d'utilité publique ne contraint le projet.

Intégrées au code de l'urbanisme aux articles R.111-2 et suivants, les dispositions du Règlement National d'Urbanisme (RNU) sont regroupées sous 4 catégories :

- Localisation et desserte des constructions :

La construction en dehors des « parties actuellement urbanisées » est interdite, sauf sous certaines conditions. Le projet s'insère au sein de parties déjà urbanisées de la commune, et sa construction est donc rendue possible.

Le règlement national d'urbanisme (RNU) constitue le cadre des règles applicables à défaut de document d'urbanisme applicable sur le territoire d'une commune.

Une distinction doit être faite entre les règles qui sont « impératives » (« le projet doit être... ») et celles qui sont seulement « permissives » (« le projet peut... ») pour lesquelles l'administration dispose d'un certain pouvoir d'appréciation. Cette distinction conditionne l'étendue du contrôle du juge administratif selon que le permis est accordé ou refusé.

La compatibilité du projet au RNU est apprécié par les services instructeurs lors de la procédure d'autorisation environnementale.

Les dérogations aux règles du RNU sont possibles et définies par l'article : R111-19 Créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 - art.

Des dérogations aux règles édictées aux articles R. 111-15 à R. 111-18 peuvent être accordées par décision motivée de l'autorité compétente mentionnée aux articles L. 422-1 à L. 422-3, après avis du maire de la commune lorsque celui-ci n'est pas l'autorité compétente.

En outre, le préfet peut, après avis du maire, apporter des aménagements aux règles prescrites aux articles R. 111-15 à R. 111-18, sur les territoires où l'établissement de plans locaux d'urbanisme a été prescrit, mais où ces plans n'ont pas encore été approuvés.

XXII.2. Servitudes d'utilité publique

Les gestionnaires de réseaux ont été consultés dans le cadre du projet (DT).

Le tracé d'une canalisation de Gaz fournies par GRT Gaz, aucune servitude associée n'a été communiquée.

La SNCF a été consultée et indique être propriétaire d'une ancienne ligne de chemin de fer enterrée au sud du site Nutrimaine. Le projet n'implique pas d'aménagement sur ce secteur.

Aucune servitude d'utilité publique ne grève les zones d'aménagement du projet.

XXII.2.1 SCoT du Grand Amienois

La commune de Faverolles est située dans le périmètre du ScoT du Grand Amienois, dit Pays du coquelicot.

Le Scot approuvé en 2012 concerne :

- 12 intercommunalités dont la communauté d'agglomération d'Amiens Métropole
- 381 communes dont 285 ont moins de 500 habitants
- 337 000 habitants
- 60% de la population du département de la Somme et 53 % de sa superficie (3 000 km²)
- 80% du territoire occupé par l'agriculture
- 75% des emplois salariés situés dans l'agglomération.

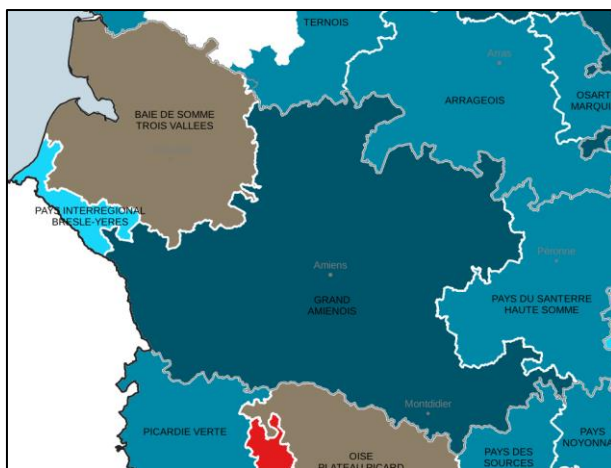


Figure 13 : Territoire du ScoT du Grand Amienois

Le ScoT est géré par l'ADUGA : Agence de Développement et d'Urbanisme du Grand Amiénois. Le territoire du ScoT s'est étendu depuis 2012. La dernière modification simplifiée a été approuvée lors du comité syndical du 10 mars 2017.

La commune de Faverolles n'était pas comprise dans les cartographies de planification, la compatibilité du projet vis-à-vis du document d'orientations et d'objectifs du ScoT est néanmoins étudiée.

Les objectifs et orientations du SCoT sont les suivants :

A. Adopter une consommation foncière raisonnée

- a.1. Réduire l'empreinte spatiale du développement urbain
- a.2. Optimiser la ressource foncière

➔ le projet s'insère sur une parcelle déjà aménagée et permet précisément une optimisation foncière de la parcelle par la construction d'un bâtiment de grande hauteur, et entre dans l'optique de « réhabiliter les friches urbaines, industrielles et agricoles » par le projet d'acquisition du site mitoyen Nutrimaine. Le projet est compatible avec cette orientation.

B. Faciliter la réalisation des parcours résidentiels

- b.1. Renouveler les formes d'habitat
- b.2. Proposer des programmes de logements diversifiés
- b.3. Améliorer l'attractivité du parc de logements anciens

➔ le projet n'est pas concerné par cette orientation.

C. Organiser un développement économique équilibré

- c.1. Promouvoir un développement économique facteur de mixité et d'intensité
- c.2. Coordonner l'offre économique
- c.3. Créer les conditions d'une régulation de l'offre

➔ Le projet s'insère au sein d'un site existant et n'est donc pas incompatible avec ces orientations.

D. Doter le Grand Amiénois d'un réseau d'équipements et de services structurants

- d.1. Organiser de véritables bassins de vie locaux
- d.2. Accroître la qualité résidentielle du Grand Amiénois

➔ Le projet n'est pas concerné par cette orientation.

E. Améliorer l'équipement commercial

- e.1. Favoriser la proximité entre le commerce et les lieux de vie
- e.2. Organiser un développement cohérent des équipements commerciaux supérieurs à 1 000 m² de surface de vente
- e.3. Accroître la qualité urbaine et environnementale des équipements commerciaux situés dans les Zones d'aménagement commercial (ZACOM)

➔ Le projet n'est pas concerné par cette orientation.

G. Préserver et valoriser les richesses naturelles et la biodiversité

- g.1. Accroître les potentialités écologiques de la trame verte et bleue
- g.2. Intégrer la trame verte et bleue dans les choix d'aménagement et de mise en valeur du territoire
- g.3. Renforcer les liens entre la nature et le territoire

➔ Le projet n'a pas d'effet sur les richesses naturelle, la biodiversité et la trame verte et bleue.

H. Conforter le potentiel agricole du Grand Amiénois

- h.1. Concilier développement du territoire et préservation de la vitalité des exploitations agricoles
- h.2. Accompagner le monde agricole face aux évolutions et aux nouvelles exigences

➔ Le projet n'a pas d'effet sur le potentiel agricole, il s'implante en dehors de parcelles agricoles au sein d'une parcelle industrielle déjà existante.

- i. Maintenir la qualité des paysages et du cadre de vie
- i.1. Conforter le paysage en tant que facteur d'identité et de qualité du cadre de vie
- i.2. Protéger et valoriser le patrimoine identitaire remarquable

➔ Le projet n'a pas d'effet paysager incompatible avec les orientations du SCoT, et ne concerne aucun patrimoine bâti remarquable. De plus il s'insère en prolongement du site industriel existant.

- J. Valoriser et gérer les ressources du territoire
- j.1. Préserver la ressource en eau
- j.2. Développer l'autonomie énergétique du territoire

➔ Le projet préserve la ressource en eau. Les prélèvements et rejets seront inchangés '(qualité, quantité) par le projet. Les eaux pluviales seront gérées sur le site, garantissant une gestion équilibrée de la quantité et qualité d'eau infiltrée.

Au vu de ces éléments, le projet est compatible avec les différentes orientations et objectifs du SCoT.

XXIII. Compatibilité avec les plans de gestion de l'eau

Les « programmes et les décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendus compatibles avec les dispositions des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux » (article L.212-1 point XI du code de l'environnement).

La compatibilité, moins contraignante que celle de conformité, implique, selon le juge administratif, une absence de contradiction ou de contrariété majeure entre le projet le contenu du SDAGE (objectifs, orientations et dispositions).

XXIII.1. Compatibilité avec le SDAGE

Le projet est concerné par le SDAGE Artois-Picardie approuvé par arrêté préfectoral du 23 novembre 2015.

Les objectifs du SDAGE Artois Picardie sont les suivants, la compatibilité du projet avec ces objectifs est étudiée dans le tableau ci-après :

Objectifs	Implication pour le projet
Les objectifs de qualité des eaux de surface	<p>Aucun cours d'eau n'est concerné par le projet, les eaux pluviales du site seront récupérées et traitées sur site, les eaux de voiries collectées via un séparateur hydrocarbures ne modifiant pas la qualité des eaux de surface.</p> <p>Les eaux d'extinction en cas d'incendie seront collectées dans le bassin de confinement étanche avant d'être analysées puis évacuées et traitées dans une filière adaptée.</p> <p>Le projet est compatible avec les objectifs de qualité des eaux de surface.</p>
Les objectifs de réduction et de suppression de substances prioritaires et dangereuses	<p>Le projet n'envisage pas de modification de process de nature à rejeter des substances dangereuses</p> <p>Le projet est compatible avec les objectifs de réduction et de suppression de substances prioritaires et dangereuses</p>
Les objectifs de quantité des eaux de surface	<p>Le projet n'envisage pas d'augmentation des prélèvements ou rejets dans les eaux de surface. Il ne modifiera pas les conditions de ruissellement sur le bassin versant, en effet toutes les eaux pluviales seront récupérées et infiltrées sur le site dans deux secteurs :</p> <ul style="list-style-type: none">- 1 zone d'infiltration à la suite du bassin étanche créé à l'ouest : 1135 m²- 1 bassin d'infiltration existant à l'est <p>Le projet est compatible avec les objectifs de quantité des eaux de surface.</p>

Les objectifs de qualité et de quantité des eaux souterraines	<p>Le projet n'envisage pas d'augmentation des prélèvements ou rejets dans les eaux souterraines. D'autre part, les eaux du site seront gérées de façon à n'induire aucun risque de pollution du projet vers les eaux souterraines (nappe libre).</p> <p>Les bassins d'infiltration sont précédés de bassin de confinement des eaux d'incendie isolables par vannes afin d'éviter tout risque d'infiltration d'eau polluée dans le sol en cas d'incendie.</p> <p>Le projet est compatible avec les objectifs de quantité et qualité des eaux souterraines.</p>
Les objectifs liés aux zones protégées	Le projet se situe en dehors des zones protégées

Au regard de ces éléments le projet est compatible avec les objectifs du SDAGE Artois-Picardie.

XXIII.2. Compatibilité avec le SAGE

Cf. partie hydrologie : III.1Collecte et Rejets des eaux du projet à partir de la page 58.

Le projet est concerné par le territoire du SAGE Somme aval et Cours d'eau côtiers approuvé par l'arrêté interpréfectoral du 6 août 2019.

Le règlement approuvé du SAGE Somme aval et Cours d'eau côtiers est constitué de 4 articles :

Règle	Prise en compte pour le projet
Article 1 : Limiter l'artificialisation des berges des cours d'eau	
Les opérations de consolidation ou de protection des berges par des techniques autres que végétales vivantes sur les cours d'eau, au sens de la loi sur l'eau, sont interdites.	Aucun cours d'eau n'est recensé sur le site ; Le projet n'est pas susceptible de participer à l'artificialisation des berges ;
Article 2 : Gérer les eaux pluviales	
<p>Il est donc indispensable que les nouveaux projets de construction gèrent leurs eaux pluviales de façon à corriger les effets de l'imperméabilisation des surfaces.</p> <p>Tout projet conduisant à une imperméabilisation nouvelle supérieure à 1500m², et non soumis à déclaration ou autorisation au titre de la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature de la loi sur l'eau (articles L. 214-1 et suivants et articles R. 214-1 et suivants du code de l'environnement) doit respecter la gestion par infiltration à l'échelle de la parcelle en ayant</p>	<p>Le projet va conduire à l'imperméabilisation de surfaces par la construction de nouveaux bâtiments et voiries d'accès.</p> <p>Les eaux pluviales seront infiltrées à la parcelle conformément au règlement du SAGE.</p> <p>La collecte des eaux pluviales des bâtiment existants et voiries qui étaient collectées et</p>

<p>recours à des techniques alternatives à la collecte par le réseau public et adaptées aux caractéristiques des sols.</p> <p>Les opérations pour lesquelles le pétitionnaire démontre des contraintes strictement techniques et/ou réglementaires d'aménagement ne permettant pas l'infiltration à la parcelle mettent en place une gestion par stockage-restitution. Elle est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vers le milieu superficiel en respectant les capacités du milieu récepteur, - avec un relai du réseau d'assainissement pluvial (en respectant les prescriptions du règlement d'assainissement). En tout état de cause, les aménagements de gestion des eaux pluviales réalisés visent une amélioration de la gestion des eaux pluviales et permettent a minima d'éviter toute aggravation des ruissellements en amont et en aval du projet 	<p>acheminées vers le bassin situé à l'est du site restera inchangée.</p> <p>Les eaux pluviales des toitures et voiries qui étaient collectées dans un bassin à l'ouest du site (recouvert) et eaux pluviales interceptées par les nouvelles toitures et voiries, seront collectées et dirigées vers un nouveau bassin étanche créé à l'ouest du bâtiment du projet et dimensionné en conséquence (mutualisé eaux d'extinction : 2910 m3) puis les eaux pluviales seront infiltrées dans le sol en sortie de ce bassin : sur une zone d'infiltration de 1135 m² de surface.</p>
<p>Article 3 : Protéger les zones humides</p>	
<p>Les nouvelles opérations d'assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais d'une zone humide sont interdites.</p> <p>Cette règle s'impose aux nouveaux projets soumis à autorisation environnementale unique ou à déclaration en application des articles L. 214-1 et suivants du Code de l'environnement (nomenclature en vigueur au jour de la publication de l'arrêté préfectoral approuvant le SAGE et définie en annexe de l'article R. 214-1, rubrique 3.3.1.0.) ou soumis à autorisation environnementale unique, déclaration ou enregistrement en application des articles L. 511-1 et suivants du Code de l'environnement. Cette règle s'applique sur toutes les zones humides identifiées en carte 11 (méthodologie de réalisation présentée en annexe 1) hormis si le pétitionnaire est en capacité d'infirmar, à la suite d'une étude complémentaire, le caractère humide de la zone impactée par le projet.</p>	<p>L'extension du projet envisage une surface supérieure à 5 000 m² et fait partie des projets soumis à autorisation environnementale unique. Le projet est soumis à cette règle.</p> <p>Cependant, le projet n'est pas situé au sein de secteurs délimités en zones humides. De plus il prend place sur des surfaces déjà imperméabilisées (parking), non concernées par des zones humides.</p>

<p>Ne sont pas concernés par cette règle les projets (...) Concernant les extensions cumulées d'activités industrielles soumises à nomenclature ICPE dans la limite totale de 5 000 m².</p> <p>L'application de la présente règle intervient en complément de la réglementation IOTA ou ICPE définies par les articles L.2014-1 et suivants et L.511-1 et suivants du Code de l'environnement et ne saurait en aucun cas se substituer à celle-ci.</p>	
<p>Article 4 : Compenser la destruction de zones humides au sein d'un même bassin versant.</p>	
<p>Pour toute opération d'assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais d'une zone humide, les mesures compensatoires doivent être prioritairement réalisées sur le même bassin versant des masses d'eau superficielles du SAGE que la zone humide impactée.</p>	<p>Le projet n'est pas situé au sein de secteurs délimités en zones humides.</p> <p>Les zones humides identifiées dans le SAGE sont situées à l'ouest de Montdidier.</p> <p>Le projet n'impactera pas de zones humides.</p>

Le projet ne modifie pas la quantité ou la nature des prélèvements et des rejets existants.

En revanche, le projet va conduire à l'imperméabilisation de surfaces par la construction de nouveaux bâtiments et voiries d'accès.

Conformément aux objectifs du SAGE, la gestion des eaux pluviales se fera donc sur le site.

Les eaux pluviales interceptées par les nouvelles toitures et voiries créées par le projet (Dailycer France et acquisition envisagée du site Nutrimaine) seront infiltrées à la parcelle conformément au règlement du SAGE.

A cet effet, une nouvelle zone d'infiltration sera créée en partie ouest du site, à la suite du nouveau bassin étanche mutualisé pour le confinement des eaux d'extinction, aura une surface de 1 135 m².

L'ensemble des eaux pluviales pourront être infiltrées sur le site.

Par ailleurs, au vu du volume utile du bassin de confinement des eaux d'extinction (2 910 m³), le site pourra collecter l'ensemble des eaux pluviales en cas de survenance d'une pluie de retour 100 ans.

Les eaux sanitaires rejetées (existantes et liées aux nouveaux bâtiments) seront raccordées au réseau communal.

Au regard de ces éléments, le projet est compatible avec le SAGE Somme Aval et cours d'eau côtiers.

XXIV. Compatibilité avec les plans de gestion des déchets

XXIV.1. Plan national de prévention des déchets

Le plan national de prévention des déchets, qui couvre la période 2014-2020, s'inscrit dans le contexte de la directive-cadre européenne sur les déchets (directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008), qui prévoit une obligation pour chaque État membre de l'Union européenne de mettre en œuvre des programmes de prévention des déchets.

La « prévention » de la production de déchets consiste à réduire la quantité et la nocivité des déchets produits en intervenant à la fois sur leur mode de production et sur leur consommation.

Juridiquement, l'article L.541-1-1 du Code de l'environnement définit la prévention comme étant : « toutes mesures prises avant qu'une substance, une matière ou un produit ne devienne un déchet, lorsque ces mesures concourent à la réduction d'au moins un des items suivants :

- la quantité de déchets générés, y compris par l'intermédiaire du réemploi ou de la prolongation de la durée d'usage des substances, matières ou produits
- la quantité de déchets générés, y compris par l'intermédiaire du réemploi ou de la prolongation de la durée d'usage des substances, matières ou produits
- les effets nocifs des déchets produits sur l'environnement et la santé humaine

Dailycer France est dans une démarche de réduction des quantités de déchets produits, et prévoit une valorisation de matière systématique lorsque cela est rendu possible. L'élimination des déchets dangereux est effectuée dans les filières spécialisées les autres types de déchets sont triés avant d'être traités dans les filières adaptées.

Il est à noter que le présent projet ne modifie pas la production de déchets du site.

Le projet est compatible avec le plan national de prévention des déchets.

XXIV.2. Plan régional d'élimination des déchets dangereux (PREDD)

Les actions du PREDD 2009 (validé par le préfet en 2011) sont axées sur les 4 thèmes suivants et fixent des objectifs à 2020.

- Incitation à la réduction de la production de déchets dangereux et de leur nocivité
- Optimisation de la collecte et de la prise en charge des flux diffus (des ménages, d'activités industrielles et artisanales et des DASRI)
- Privilégier la valorisation (matière ou énergétique) et rationaliser le traitement
- Incitation au transport multimodal des déchets dangereux (à impact environnemental moindre ou égal que celui du transport routier), prioritairement aux déchets parcourant de grandes distances

Ces 4 orientations sont complétées par un axe transversal regroupant : la gouvernance, la communication, le coût et le suivi.

En Picardie, 92 % des DD sont produits par trois secteurs d'activités : l'industrie chimique qui représente le secteur d'activité le plus producteur de DD dans notre région (plus de 52 %) ; la métallurgie, deuxième secteur le plus producteur (20,87 %) ; l'assainissement et la gestion des déchets (18,58 %).

La phase chantier prévoit la mise en place d'un tri sélectif des déchets sur le chantier et valorisation de matière autant que possible.

Les déchets liés à l'activité du site en phase fonctionnement sont triés et traités dans les filières adaptées.

XXIV.3. Plan régional de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics (PREDEC)

Le plan régional de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics des Hauts-de-France renvoie vers le plan de l'ancienne région Nord/ Pas-de-Calais. Aucun document ne couvre le territoire de l'ancienne région Picardie.

XXIV.4. Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD)

La loi NOTRe loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République a confié aux régions la compétence de planification de la prévention et de la gestion des déchets.

Les plans régionaux de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) ont pour objet de coordonner les actions entreprises pour atteindre les objectifs nationaux adoptés par la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV). Ils doivent tenir compte de la hiérarchie des modes de traitement et des principes de proximité et d'autosuffisance en matière de gestion des déchets.

Le PRPGD de la région Hauts-de-France a été approuvé par le Conseil Régional Hauts-de-France lors de la Séance Plénière du 12 décembre 2019 conformément à la procédure de l'article R 541-23 du code de l'Environnement.

Le PRPGD couvre l'ensemble du territoire des Hauts-de-France, soit les cinq départements de l'Aisne, du Nord, de l'Oise, du Pas-de-Calais et de la Somme.

L'obligation de compatibilité implique qu'il n'y ait pas de contrariété avec le plan, c'est-à-dire qu'il y ait contribution à sa mise en œuvre, et non mise en cause de ses orientations ou de ses options.

Les orientations régionales s'articulent autour de 3 axes stratégiques déclinés en 21 orientations et un plan en faveur de l'économie circulaire :

- L'axe stratégique n°1 « réduire nos déchets à la source, transformer nos modes de consommation, inciter au tri et au recyclage » reprend notamment les objectifs et la planification en matière de prévention des déchets. Il se compose de 5 orientations.
- L'axe stratégique n°2 « Collecter, valoriser, éliminer » décline les objectifs et la planification en termes de gestion des déchets. Il se compose de 10 orientations.
- L'axe stratégique n°3 correspond au « Plan d'actions en faveur de l'économie circulaire ». Deux cas particuliers sont également traités : la gestion des déchets portuaires, marins et subaquatiques (orientation 16), et la gestion des déchets issus de situations exceptionnelles (orientation 17).

La création d'un bâtiment de stockage de grande hauteur automatisé, va permettre d'optimiser le stockage de produits finis et d'en limiter la manutention et les pertes éventuelles. Globalement le site Dailycer France est dans une démarche d'amélioration continue, dont la réduction des déchets à la source et la gestion des

déchets fait l'objet d'une attention particulière (missions HQE).

Le projet est compatible avec les orientations du plan régional de prévention et de gestion des déchets.

XXIV.5. Plan départemental des déchets du BTP de la somme

A ce jour, aucun plan départemental des déchets du BTP n'est validé pour le département de la Somme.

XXIV.6. Le plan départemental de gestion des déchets ménagers et assimilés (PDEDMA)

Le PDEDMA de la Somme a été adopté le 20 décembre 2007 par l'assemblée délibérante du Conseil Général. Les objectifs prioritaires de ce dernier sont de prévenir la production de déchets, d'optimiser la valorisation et de réduire les apports en centres de stockage.

Dailycer France trie les déchets ménagers et assimilés et met en place une démarche de prévention et réduction des déchets à la source dans le cadre de son système de management environnemental.

Le projet ne modifiera pas la production de déchets du site, il est compatible avec les objectifs de ce plan.

XXV. Compatibilité avec les plans de gestion de l'air et de l'Energie

XXV.1. Plan de protection de l'atmosphère (PPA)

Dans les Hauts-de-France, deux PPA sont déployés : le PPA interdépartemental du Nord-Pas de Calais et le PPA de la région de Creil.

Le département de la Somme n'est pas couvert par un Plan de protection de l'atmosphère.

XXV.2. Plan climat air énergie territorial (PCAET) du grand Amiennois

La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, dite loi LTECV, impose aux établissements publics de coopération intercommunale de plus de 20 000 habitants l'obligation d'élaborer leur Plan climat air énergie territorial (PCAET).

Le PCAET doit définir la stratégie du territoire sur la base d'un diagnostic territorial qui porte sur les émissions de gaz à effet de serre et polluants atmosphériques, la séquestration du carbone, les consommations énergétiques, les réseaux de distribution d'énergie, la production d'énergie renouvelable et de récupération (EnR&R) et l'adaptation au changement climatique. Cette stratégie est mise en œuvre à travers un plan d'actions portées non seulement par les collectivités mais aussi par l'ensemble des acteurs du territoire.

La direction départementale de la Somme participe aux différents comités techniques et de pilotage ainsi qu'aux ateliers de construction des plans d'actions.

Le PCAET du Grand Amiennois n'est pas approuvé.

XXV.3. Schéma régional climat air Energie (SRCAE)

Le schéma régional du climat de l'air et de l'énergie (SRCAE) Picardie a été approuvé par arrêté du Préfet de région du 14 juin 2012. Comme nombreux SRCAE, le SRCAE Picardie a été annulé par arrêt de la cour administrative d'appel de Douai le 14 juin 2016, pour défaut d'évaluation environnementale.

Les 15 orientations du SRCAE Picardie sont les suivantes : donc les orientations 3, 9 et 14 concernent le domaine de l'industrie).

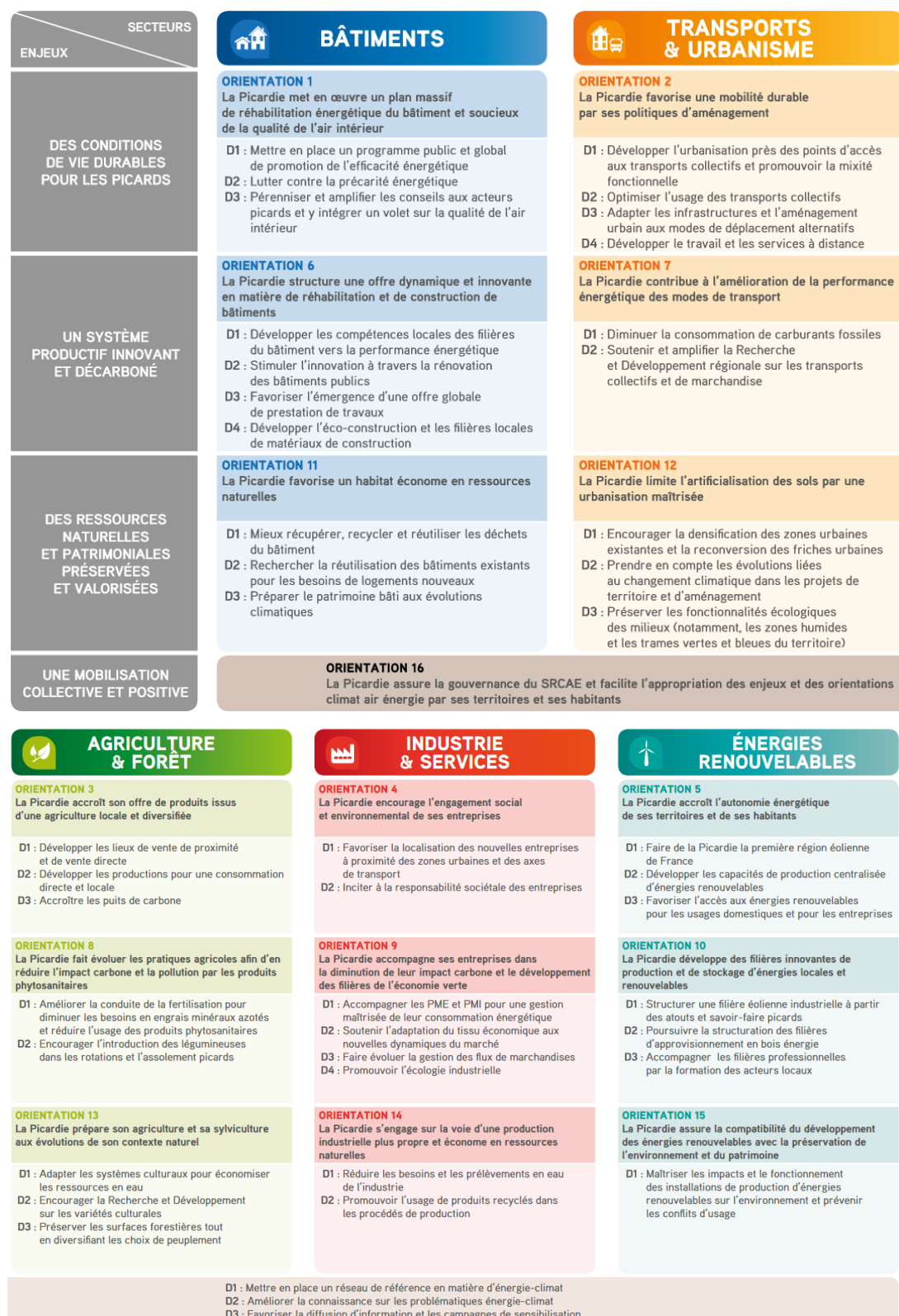


Figure 14 : les 15 orientations du SRCAE Picardie

La création du projet de Transtockeur sur le site Dailycer France répond à l'orientation D3 : Faire évoluer les flux de marchandises. En effet le stockage internalisé évitera les flux actuels vers le site de stockage extérieur situé à Roye.

De plus DAILYCER FRANCE dispose d'un système de management environnementale et un système de management de l'Energie, et met en place des indicateurs de suivi et d'amélioration pour la limitation des impacts de l'entreprise sur l'environnement.

Les déchets du bâtiment seront collectés, triés et traités par les filières de traitement adaptées.

D'une manière générale concernant les rejets dans l'air : le projet consiste à créer un bâtiment de stockage de grande hauteur et ne prévoit pas d'augmentation de la capacité de production qui restera de 55 000 t/an de produits finis de céréales alimentaires. Ainsi, les rejets liés à l'activité, et les émissions dans l'air par les installations de chaufferies ne sont pas amenés à augmenter.

Concernant les rejets liés au flux de véhicules :

- Les flux de véhicules personnels ne vont pas augmenter significativement (+10 salariés sur 343 employés actuels).
- Les flux du circuit de distribution de produits (poids-lourds ne vont pas augmenter avec le projet).

Les rejets liés aux émissions des véhicules resteront donc similaires à l'actuel.

Durant la phase chantier, des rejets supplémentaires liés au sont à prendre en compte, ponctuellement.

Aucun rejet dans l'air supplémentaire n'est attendu par le projet.

La nature et l'invariabilité des rejets dans l'air prévisibles rendent compatible le projet avec les plans de gestion de l'air et de l'énergie.

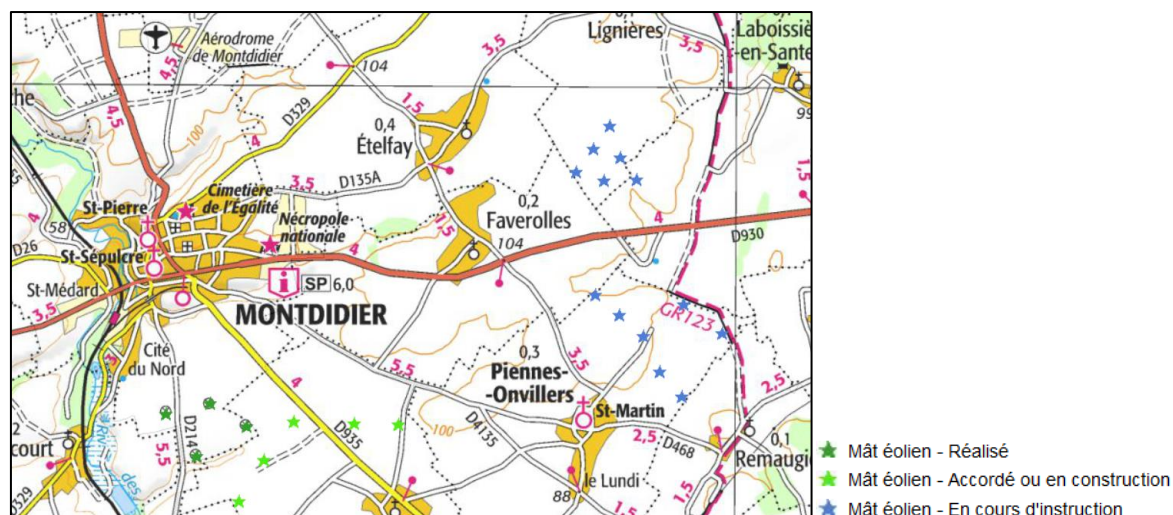
Source : SRCAE Picardie

Le projet est compatible avec le Schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie de Picardie.

XXV.4. Schéma régional éolien (SRE)

Le schéma régional éolien (SRE) est une annexe du SRCAE approuvé par arrêté du Préfet de région du 14 juin 2012.

La commune de Faverolles, comme la plupart des communes de la Somme, est en dehors des zones inadaptées pour l'implantation d'éoliennes et des zones défavorables en raison de paysages emblématiques, zones de vigilance architecturales, ou zones d'intérêt écologiques protégées, corridors... Le site est donc situé en zone favorable, dans un secteur vraisemblablement adapté à l'éolien, plusieurs parcs existants (au sud de Montdidier) ou en projet (à Lignières ou Pienne-Onvilliers) sont présents sur le secteur.



Carte 24 : Contexte éolien autour du projet

Le projet n'est pas contraignant pour le développement de l'éolien à échelle régionale, et inversement le SRE ne constitue pas de contrainte pour le projet.

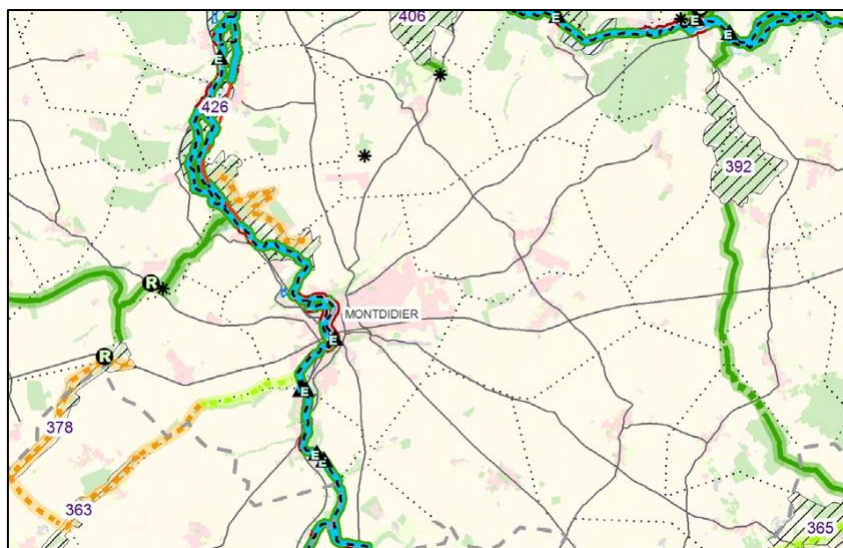
Le projet est compatible avec le SRE.

XXVI. Compatibilité avec le schéma régional de cohérence écologique (SRCE)

Le projet est compris dans la feuille 18 de l'atlas cartographique du SRCE de Picardie. La carte ci après présente les corridors écologiques du SCRE du secteur étudié, globalement les corridors du secteur sont arborés et aquatiques, un corridor suit le ruisseau des 3 Doms à l'ouest au niveau de Roye et se connecte aux réservoirs de biodiversité (hachurés) aux corridors de la trame verte et bleue. Le site du projet est situé en contexte agricole déconnecté des corridors identifiés dans le SRCE.

Aucun réservoir de biodiversité ne concerne le site du projet. Le projet n'interrompt aucun corridor identifié dans le SRCE et ne se situe pas sur des secteurs visés pour la reconnexion de corridors, et ne constitue pas un point de conflit.

Le projet ne crée aucune interruption de continuités écologique dans la mesure où il s'insère au sein d'un site déjà aménagé et entouré de voiries et bâtiments existants.



Carte 25 : Extrait du SRCE Picardie (atlas cartographique)

Le projet est compatible avec les documents du SRCE de Picardie, bien que ce dernier ne fût pas approuvé.

XXVII. Compatibilité avec les plans de protection de la santé humaine

XXVII.1. Plan régional sante environnement (PRSE)

Élaboré conjointement par l'État, la Région Hauts-de-France et l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France, après une large consultation des acteurs régionaux en santé-environnement, l'objectif de ce plan est de réduire les expositions environnementales présentant un risque pour la santé.

Le Plan Régional Santé Environnement (PRSE 3) décline en région les orientations du troisième Plan National Santé Environnement (PNSE 3), avec l'ajout de spécificités régionales. Il a pour objectif de réduire les expositions environnementales présentant un risque pour la santé.

Couvrant la période 2017-2021, le PRSE 3 est structuré autour de 28 fiches-actions réparties sur **6 axes stratégiques** :

- Impulser une dynamique santé-environnement sur les territoires,
- Périnatalité et petite enfance,
- Alimentation et eau de consommation,
- Environnements intérieurs, habitat et construction,
- Environnements extérieur et sonore,
- Amélioration des connaissances.

Le projet ne modifiera pas l'ambiance sonore du secteur et met en œuvre les mesures nécessaires pour ne pas impacter la ressource en eau (quantité et qualité) des eaux de surfaces et souterraines.

Le projet est compatible avec les axes stratégiques de ce plan.

XXVII.2. Règlements sanitaires départementaux (RSD)

Prévue par le code de la santé, le règlement sanitaire départemental constitue le texte de référence en matière d'hygiène et de salubrité. Il permet de prévenir et/ou résoudre les problèmes d'hygiène et de salubrité auxquels peuvent être confrontés nos concitoyens et qui ne sont pas précisées dans d'autres textes.

A ce titre, le Règlement Sanitaire Départemental (RSD) constitue un document de références pour les autorités locales en matière d'hygiène. Celui-ci propose des prescriptions en matière d'hygiène et de salubrité publique qui permettent de résoudre les principaux problèmes de nuisances quotidiennes.

Le RSD comporte entre autres des dispositions relatives aux eaux destinées à la consommation humaine, aux locaux d'habitation et professionnels, à l'élimination des déchets, à l'hygiène alimentaire et à l'hygiène en milieu rural.

Le règlement sanitaire départemental comprend neuf titres :	Conformité du projet (ne modifiant pas l'activité existante du site)
Eaux d'alimentation,	<ul style="list-style-type: none"> - alimentation en eau potable du site (provenant du réseau public uniquement), - l'infiltration des eaux de pluie sur site dimensionnée avec les extensions projetées -
Locaux d'habitation et assimilés,	Non concerné
Dispositions applicables aux bâtiments autres que ceux à usage d'habitation et assimilés,	<ul style="list-style-type: none"> - l'entretien des locaux et abords en bon état de propreté
Élimination des déchets et mesures de salubrité générale,	<ul style="list-style-type: none"> - Tri, recyclage et/ou traitement des déchets - Elimination des déchets dangereux dans les filières adaptées.
Bruit	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi acoustique périodique du site
Mesures visant les malades contagieux, leur entourage et leur environnement,	Non concerné
Hygiène de l'alimentation,	L'entreprise Dailycer France produit des céréales alimentaires dans le respect des normes d'hygiène sanitaire. Le site est labellisé IFS Food qui garantit la capacité de Dailycer France à distribuer des produits sûrs et sains pour leur commercialisation ; BRC Food grade A+
Prescriptions applicables aux activités d'élevage et autres activités agricoles,	Non concerné
Dispositions diverses.	/

Comme expliqué dans le présent rapport, l'activité de production Dailycer France ne sera pas modifiée par le projet.

Le site Dailycer France met en œuvre les dispositifs nécessaires afin de respecter les enjeux sanitaires cités.

L'extension du site est compatible avec le RSD de la Somme.

XXVII.3. Plan d'exposition au bruit (PEB)

La commune de Faverolles n'est pas concernée par un PEB. Le plus proche étant le PEB associé à l'aéroport de Beauvais à environ 45 km au sud-ouest du projet et l'aéroport d'Albert-Picardie à environ 35 km au nord du projet,

Commune non concernée par un PEB.

XXVII.4. Plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE)

Le projet de PPBE État dans le département de la Somme 3ème échéance - 2018-2023 a été approuvé par la Préfète de la Somme le 28 mai 2019.

Le projet n'est pas concerné par les zonages d'un axe de communication concerné par la PPBE de la Somme.

En effet, la RD 135 longeant à l'Ouest du projet est source de bruit du au trafic mais ne fait pas partie des grandes infrastructures supportant un trafic supérieur à 3 millions de véhicules, ni des voies ferrées, et donc n'apparaît pas dans les cartes de bruit du PPBE.

Le projet n'est pas concerné par le PPBE de la Somme.

XXVII.5. Le programme d'action national de la lutte contre la pollution d'origine agricole et le programme d'action régional Nitrates

L'arrêté du 6ème programme d'action régional nitrate a été signé le 19 juillet 2018. Il est entré en vigueur le 1er septembre 2018. Il établit le programme d'actions en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Hauts-de-France. Les deux communes du projet sont classées en zone vulnérable, signifiant que des périodes d'interdiction d'épandage de fertilisants azotés existent sur la zone.

Le projet d'extension du site Dailycer France n'est pas susceptible de générer une pollution d'origine agricole.

XXVIII. Synthèse de la compatibilité avec les schémas, plans, et programmes

Tableau 10 : Synthèse de la compatibilité avec les schémas, plans et programmes

DOCUMENT, PLAN, PROGRAMME	Concerné	Compatibilité
COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME EN VIGUEUR		
PLANS LOCAUX D'URBANISME (intercommunal) : non approuvé	Non	Commune soumise au RNU compatibilité appréciée lors de l'instruction
SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE PRESCRITE URBANISME	Non	Aucune servitude, projet compatible
SCOT	Oui	Compatible
COMPATIBILITE AVEC LES PLANS DE GESTION DE L'EAU		
SDAGE	Oui	Compatible
SAGE	Oui	Compatible
COMPATIBILITE AVEC LES PLANS DE GESTION DES DECHETS		
PLAN NATIONAL DE PREVENTION DES DECHETS	Oui	Compatible
PLAN REGIONAL D'ELIMINATION DES DECHETS DANGEREUX (PREDD)	Oui	Compatible
PLAN REGIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS ISSUS DES CHANTIERS DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (PREDEC)	Non	Territoire non couvert par ce plan
PLAN REGIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS (PRPGD) HAUTS DE FRANCE	Oui	Compatible
PLAN DEPARTEMENTAL DES DECHETS DU BTP EN PICARDIE : NON VALIDE	Non	Territoire non couvert par ce plan
LE PLAN DEPARTEMENTAL DE GESTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES (PD MDMA)	Oui	Compatible
COMPATIBILITE AVEC LES PLANS DE GESTION DE L'AIR ET DE L'ENERGIE		
PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE (PPA)	Non	Territoire non couvert par ce plan
PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL (PCAET) DU GRAND AMIENOIS	Oui	Plan non approuvé

DOCUMENT, PLAN, PROGRAMME	Concerné	Compatibilité
SCHEMA REGIONAL CLIMAT AIR ENERGIE (SRCAE) PICARDIE approuvé en 2012, annulé le 14/06/2016.	Oui	Annulé, compatible avec objectifs (non censurés par l'annulation)
SCHEMA REGIONAL EOLIEN (SRE)	Oui	Compatible
COMPATIBILITE AVEC LES PLANS DE PROTECTION DE LA NATURE		
LE SCHEMA REGIONALE DE COHERENCE ECOLOGIQUE (SRCE) PICARDIE Non approuvé	Oui	Compatible, pas d'enjeu écologique. Non approuvé
COMPATIBILITE AVEC LES PLANS DE PROTECTION DE LA SANTE HUMAINE		
PLAN REGIONAL SANTE ENVIRONNEMENT (PRSE 3) HAUTS DE FRANCE	Oui	Compatible
REGLEMENT SANITAIRE DEPARTEMENTAL DE LA SOMME (RSD)	Oui	Compatible
PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT (PEB)	Non	Non concerné hors périmètre
PLAN DE PREVENTION DU BRUIT DANS L'ENVIRONNEMENT (PPBE)	Non	Non concerné hors périmètre
PROGRAMME D'ACTION NATIONAL DE LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION D'ORIGINE AGRICOLE ET LE PROGRAMME D'ACTION REGIONAL NITRATES	Oui	Compatible, pas de pollution d'origine agricole